

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE DE FÉDÉRALISME ÉCONOMIQUE

DANS LE

SOCIALISME FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 19 Décembre 1912, à 3 heures

PAR

MAURICE JUBINEAU

Président : M. DESCHAMPS, *professeur*
Suffragants { MM. GIDE, *professeur*
 { TRUCHY, *professeur*

PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'IDÉE
DE FÉDÉRALISME ÉCONOMIQUE
DANS LE
SOCIALISME FRANÇAIS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

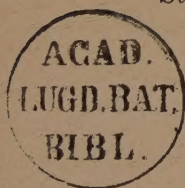
Présentée et soutenue le Jeudi 19 Décembre 1912, à 3 heures

PAR

MAURICE JUBINEAU

Président : M. DESCHAMPS, *professeur*

Suffragants { MM. GIDE, *professeur*
TRUCHY, *professeur*



PARIS (5°)

M. GIARD & É. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1912

INTRODUCTION

La théorie du fédéralisme politique, modelée sur les diverses constitutions suisses et américaines, a mis en formules très claires les principes qui sont à la base de toutes les fédérations d'Etats. Sous ses différents aspects le fédéralisme tend toujours au maintien dans le groupement fédéral d'Etats particuliers autonomes. La fédération est une formation secondaire, qui se superpose aux formations précédentes sans briser leur unité et comprimer leur indépendance. Pour que l'autonomie des Etats particuliers soit garantie, il faut que l'Etat central s'abstienne de s'ingérer dans leur administration particulière, il faut qu'il se contente d'arbitrer les difficultés pendantes entre Etats et de trancher les questions d'intérêt commun. En théorie les lois fédérales ne sont que des contrats passés entre les Etats membres et l'unanimité est requise pour toute décision à prendre par l'assemblée confédérale. Mais les nécessités de la vie collective exigent, sous peine de dissolution, que les Etats consentent le sacrifice d'une partie de leur liberté en se

pliant sous les votes de la majorité. Cette restriction de l'autonomie doit être limitée à quelques cas contractuellement déterminés; si elle s'étend le système fédéraliste fait place au système unitaire.

Le fédéralisme économique n'a pas une structure aussi nette et des principes aussi arrêtés que le fédéralisme politique, ce n'est encore qu'une théorie en formation, qui cherche sa formule. L'expression elle-même ne laisse pas que d'être un peu obscure. Elle peut être entendue dans des sens très différents. M. Paul Boncour, qui a fait beaucoup pour la répandre, désigne sous ce vocable la souveraineté que les syndicats et les fédérations ouvrières sont en voie de conquérir pour la réglementation du travail (1). La théorie (2) de ce fédéralisme ne semble pas toucher aux bases essentielles du régime capitaliste, elle laisse intacte la propriété individuelle et ne s'applique qu'à l'organisation du travail. La thèse de M. Paul Boncour pose une question de droit public, elle constate l'existence d'une nouvelle autorité législative : le syndicat. La question est posée pour notre société capitaliste et M. Paul Boncour rappelle pour sa solution les principes de notre droit public moderne, en soutenant que la souveraineté syndicale est conforme aux théories constitutionnelles de Rousseau. Nous ne par-

(1) J. Paul-Boncour, *Le fédéralisme économique*, 2^e éd. (Préface de Waldeck-Rousseau) Introduction.

(2) Il convient à ce propos de distinguer la théorie fédéraliste du fait fédéraliste. Cf. le livre déjà cité de M. Paul-Boncour et notre conclusion.

lerons qu'occasionnellement de cette conception, nous nous proposons d'étudier les formes de fédéralisme économique, qui ont été proposées pour un régime de propriété non individualiste : sociétaire, collectiviste ou communiste. Sont fédéralistes tous les systèmes socialistes dans lesquels l'Etat se résout en un agglomérat d'associations de producteurs. Le fédéralisme économique est donc — au sens où nous entendons ce mot — une théorie de la société future. Il existe plus souvent à l'état de tendance que de doctrine et il se trouve intimement lié à des plans d'organisation très différents, dont on n'a pas encore cherché à le dégager. Nous voudrions combler cette lacune et contribuer ainsi à aplanir les difficultés que présente l'histoire du socialisme français, mais il importe auparavant de montrer quel intérêt peut présenter l'étude d'une « utopie ».

Depuis qu'Engels a salué en Marx le fondateur du socialisme scientifique, les descriptions de l'avenir socialiste sont en effet en discrédit. Nombreux sont encore ceux qui se risquent à élaborer des systèmes juridiques pour le lendemain de la révolution sociale, mais ils prennent soin de déprécier eux-mêmes leur œuvre par quelques considérations préalables sur l'imprévisibilité de l'avenir (1). Les raisons de cette défaveur persistante sont bien connues : les descriptions minutieuses de l'ère nouvelle s'accompagnent souvent de

(1) Par exemple, Merlino : *Formes et essence du Socialisme*.

naïvetés qui les ridiculisent, elles ont en outre l'inconvénient de créer des dissensions parmi les socialistes. Les chefs, qui réunissent dans leur clientèle des sectes rivales, se gardent avec soin d'anticipations, qui feraient apparaître des divergences d'opinions et affaibliraient ainsi l'idée socialiste. Mais il faut dire surtout que la critique philosophique plus approfondie des sciences sociales, qui a été faite dans ces dernières années, a rendu suspectes toutes les « utopies ». En vain M. Ant. Menger soutient-il que son « utopie » est « scientifique » (1), parce qu'elle table sur les mobiles actuels des hommes, et qu'elle ne laisse rien à l'imagination et à la fantaisie ; en vain prétend-il que le socialisme a besoin de constructions juridiques, s'il veut faire œuvre utile, une fois conquis le pouvoir politique ; en vain rappelle-t-il que les législateurs de 1789 ont abondamment puisé dans les écrits de Montesquieu et de Rousseau. Les marxistes lui répondent que l'avenir est imprévisible et que tous ses plans seront déjoués par les événements. C'est une illusion de prétendre connaître le droit futur, alors que la survenance de transformations morales ou techniques (2) profondes peut à chaque instant mo-

(1) Anton Menger, *Le droit au produit intégral du travail* (trad. Bonnet) p. 150.

(2) M. Tarbouriech ne s'embarrasse pas de cette difficulté. « Il est probable, écrit-il, que ces inventions agiront dans le même sens, que celles qui ont rendu le capitalisme possible et par conséquent nous rapprocheront du collectivisme ». E. Tarbouriech, *La Cité future (Essai d'une utopie scientifique)*, p. 11.

difier le cours de l'histoire d'une manière insoupçonnée.

Le succès, que les utopistes de la 1^{re} moitié du xix^e siècle ont eu près du public lettré, ne renaîtra donc pas au xx^e au profit de leurs successeurs, nos contemporains ne goûtent plus ce genre que sous forme de romans. Personne ne croit plus aujourd'hui qu'un « génie » puisse *inventer* de nouvelles manières de vivre en société, et si l'on appelle seulement utopistes, avec M. Plekhanoff, ceux qui recherchent une organisation parfaite en partant d'un principe abstrait » (1), on doit admettre qu'il n'y a plus de socialisme utopique : les nombreux socialistes qui veulent une société meilleure (découverte par eux) prétendent toujours en effet que l'« évolution » conduit l'humanité vers le but, qu'ils lui assignent. Nous ne réservons pas le qualificatif d'utopiques à ces constructions logiques, nous l'attribuons également aux théories, qui partent de la réalité pour découvrir un avenir incertain. Lorsque K. Marx déclare que le collectivisme succèdera au capitalisme, puis fera place au communisme, il fait une prévision utopique. Nous n'attachons naturellement à ce mot aucun sens d'irréalisme. Est utopique toute affirmation concernant la société future (2), soit qu'elle implique un

(1) Plekhanoff, *Anarchisme et Socialisme*, cité par G. Sorrel : Y a-t-il de l'Utopie dans le Marxisme ? (*Revue de Métaphys. et de Morale* 1899).

(2) Cf. Bernstein, *Socialisme et Science*, p. 32. « Or, en tant qu'il se propose pour but un avenir idéal, et dans la me-

changement de la nature humaine, soit qu'elle suppose une transformation radicale des bases de la société par une révolution ou une « catastrophe ». Les rudiments de constructions de droit socialiste alors même qu'ils ne s'expriment que par des formules imprécises méritent, à notre sens, l'épithète d'utopiques. Nous conserverons ce sens large au mot « utopie » dans tout le cours de cet essai.

La philosophie sociale peut se garder de lointaines prévisions et se réfugier dans le doute, l'action n'a pas ce droit. Le socialisme est un mouvement avant d'être une doctrine, il ne peut s'accommoder du scepticisme, il a besoin de convictions. M. G. Sorel remarque, dans sa Préface aux *Bourses du travail* de Fernand Pelloutier, que les théories des hommes d'action n'ont jamais une valeur absolue et qu'elles dérivent en particulier de « conjectures sur l'avenir (1). » C'est ainsi que « la théorie de la lutte des classes dans Marx dépend de l'idée que Marx s'est faite du processus historique, par lequel le prolétariat devra s'émanciper. » Toutes les appréciations que les socialistes portent sur la société actuelle et sur les organisations de lutte sont déterminées par leurs espé-

sure où il fait dépendre de cet idéal sa conduite dans le présent, le socialisme est nécessairement entaché d'utopie. Je n'entends pas par là — cela va sans dire — qu'il veuille attendre l'impossible, l'invraisemblable ; je prétends seulement, qu'il entre en lui un peu d'idéalisme spéculatif, quelque chose que la science n'a pas constaté et qu'elle ne peut établir...

(1) Fernand Pelloutier, *Histoire des Bourses du Travail*. Préface de G. Sorel.

rances, par l'idéal qu'ils entrevoyent. Chaque système révolutionnaire comporte une hypothèse (1), un aléa, un plan (ordinairement fragmentaire) de société, c'est-à-dire une affirmation que la science ne peut pas contrôler, une utopie. Les principes juridiques ou moraux que renferment les formules en usage : coopératisme, collectivisme, droit au produit intégral du travail, atelier libre, contiennent le minimum d'utopie, qui est nécessaire à toute théorie sociale pour donner naissance à un mouvement révolutionnaire et ne pas rester une simple conception de philosophes. Les « utopies » forment une partie importante et nullement négligeable du socialisme. Les utopies socialistes n'ont sans doute aucun intérêt scientifique, elles doivent nous préoccuper cependant, parcequ'elles ont une influence considérable sur la pratique révolutionnaire. On pourrait peut-être les comparer aux écrits philosophiques du XVIII^e siècle, qui ne prévoyaient, ni les événements de la Révolution, ni l'état social qu'elle a instauré ; mais qui donnaient au monde les principes que suivirent constamment les réformateurs.

On n'aurait du mouvement socialiste qu'une intelligence imparfaite si l'on ignorait sur quelles « utopies » il fait reposer son ardeur révolutionnaire. L'étude du fédéralisme économique est particulièrement propre à faire discerner les nuances les

(1) Cette hypothèse est comparée par Bernstein aux hypothèses, dont les sciences se servent pour progresser. Cf. Bernstein, *op. cit.* p. 32.

plus délicates des théories socialistes en même temps qu'à mettre en lumière les relations étroites qui unissent le mouvement et la pensée socialistes. Les traces nombreuses, qu'on en trouve dans le Fouriérisme, dans le Proudhonisme et dans le syndicalisme, feront de cette étude une rapide esquisse du socialisme français.

Mais ce serait s'exposer à des confusions regrettables que de ne pas établir, au préalable, quelques distinctions nécessaires entre les divers groupes d'« utopies », que nous sommes appelés à rencontrer.

Une première classe d'utopies, — celle à laquelle Engels (1) réserve le nom de socialisme utopique — est caractérisée par l'importance, qu'elle donne à l'imagination, à l'invention. Les trois grands utopistes — Saint Simon, Fourier et Owen — *inventèrent* un système social conforme à leur aspirations morales. Sans doute il arrive qu'ils aient des vues de génie, qu'ils aient l'intuition de l'avenir, mais — écrit Engels — « leurs systèmes sociaux étaient condamnés à n'être que des utopies », car « la solution des problèmes sociaux encore cachée dans l'imperfection des conditions économiques dut être fabriquée de toutes pièces dans leur cerveau ». La grande industrie était encore à sa période de formation, le machinisme avait à peine commencé son grand bouleversement, et l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat n'avait pas pris toute l'importance, qu'il a acquise par

(1) Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, trad. Lafargue, 1880.

la suite. Les maux de l'industrialisme n'étaient pas encore assez développés pour qu'apparussent déjà les « moyens de résoudre les conflits ». Les utopistes furent des créateurs, ou des visionnaires, parce qu'ils ne pouvaient pas être des observateurs. Saint Simon vit le premier que « la politique n'était que la science de la production », et il en « prédit l'absorption par l'Economie ». Fourier montra « le cercle vicieux » de la société bourgeoise, qui fait que « dans la Civilisation la pauvreté naît de la surabondance même ». R. Owen fit la première expérimentation du communisme.

A partir de K. Marx, le socialisme n'a plus cherché à *inventer* des solutions, mais il a essayé de les « *découvrir* dans les faits naturels de la production donnée ». Si, actuellement, la masse s'insurge contre notre état économique, la cause de cette révolte des consciences doit être cherchée dans un manque d'adaptation de l'état social à l'organisme économique. La production est devenue sociale, tandis que l'appropriation et l'échange continuaient d'être individuels. « L'autogonisme entre production sociale et appropriation capitaliste a pris la forme d'antagonisme entre organisation de la production dans chaque fabrique particulière et anarchie de la production dans la société tout entière (1). » Ce désordre pèse lourdement sur la classe ouvrière, dont le machinisme aggrave encore le sort en maintenant toujours à la disposition des capitalistes des ouvriers sans travail ; les capitaux ne cessent de se

(1) Engels, *op. cit.*, p. 26.

concentrer et le prolétariat de s'accroître; il en résulte une acuité toujours plus grande de la lutte des classes. Cet impressionnant et célèbre résumé du marxisme nous donne bien la quintessence du socialisme scientifique. « Ces deux grandes découvertes, écrit Engels : la conception matérialiste de l'histoire et la révélation du mystère de la production capitaliste au moyen de la plus-value (1), nous les devons à K. Marx. Elles firent du socialisme une science, qu'il s'agit maintenant d'élaborer dans tous ses détails et relations (2). » La lutte des classes, considérée comme une explication historique de toutes les transformations sociales, voilà ce qu'il reste de plus vivant de toute l'œuvre de Marx. Cette découverte devint « la base d'une science historique matérialiste (3). » Le problème était alors « de déterminer la place historique de la production capitaliste dans le développement de l'humanité, de prouver sa nécessité pour une période historique donnée, et par cela même la *nécessité* aussi de sa chute future (4). » Le socialisme cessait de se poser dans l'absolu et de démontrer *in abstracto* l'imperfection du régime capitaliste, il dépassait ainsi le point de vue de Dühring (5) et de tous les utopistes. Mais

(1) Engels ne parle pas de la plus-value dans la suite de son exposé et beaucoup de marxistes font d'importantes réserves sur cette fameuse théorie du « Capital », cf. Bernstein, *Socialisme théorique et social — démocratie pratique*.

(2) Engels, *op. cit.* p. 22.

(3) *Op. cit.*, p. 21.

(4) *Op. cit.*, p. 21.

(5) Le grand mérite de K. Marx est, d'après M. Berth,

il construisait à son tour de nouvelles utopies, parce qu'il essayait de prévoir les résultats de la lutte des classes et les suites de la victoire du prolétariat. La brochure d'Engels *Socialisme utopique et socialisme scientifique* peut encore nous servir à le prouver. Engels recherche comment se résoudra l'antagonisme de la production sociale et de l'appropriation individuelle et il est amené à poser : 1° la survenance d'un régime de liberté succédant au capitalisme ; 2° la suppression de l'Etat ; 3° le processus catastrophique ; 4° l'établissement du collectivisme et son remplacement par le communisme. Il prévoit, qu'après la révolution les hommes cesseront d'être les jouets de la nature pour la diriger et écrit : « L'humanité sortira enfin du règne de la fatalité pour entrer dans celui de la liberté (1). » L'« utopie » apparaît très nettement dans ces propositions, elle consiste à poser comme une « nécessité objective » une transformation imprévisible, à affirmer une hypothèse indémontrable. De même qu'il y avait — quoique prétende Engels — une part de découverte dans « le socialisme utopique », ainsi y a-t-il une part d'invention dans le « socialisme scientifique ».

d'avoir montré que la révolution sociale ne pouvait être que l'œuvre du prolétariat et d'avoir écarté du socialisme les petits bourgeois. « Le socialisme avant Marx était *intemporel* en quelque sorte et *abstraitement humain*, avec lui il devient essentiellement *historique* et *spécifiquement prolétarien*. » E. Berth, *De l'utopie à la science, Revue socialiste*, 1901, p. 400.

(1) Engels, *op. cit.*, p. 33.

L'« utopie » marxiste se distingue (1) très nettement des premières « utopies », parce que le rôle de l'imagination y est très restreint, et surtout parce que la détermination du régime, qui suivra la « catastrophe », se rattache très étroitement à certaines propositions scientifiques : concentration des capitaux, prolétarianisation des masses etc... Les prédécesseurs de Marx se réclamaient aussi de la science, mais ils en faisaient des applications purement fantaisistes, comme Fourier, par exemple, étendant à la société la loi de l'attraction universelle découverte par Newton. Marx a basé son système sur des faits qui étaient vrais à son époque, s'ils ne le sont plus aujourd'hui. Mais les disciples, qui considèrent le socialisme comme une science, croient que les démonstrations du Capital sont définitives, et ils n'admettent pas, qu'une critique même socialiste les passe au crible. Bernstein a montré l'insuffisance des théories marxistes, il a prouvé — par l'étude du capitalisme anglais en particulier — que les changements profonds survenus dans l'état social imposaient des modifications dans la doctrine (2). La critique de Bernstein ne vise pas les utopies, mais elle brise leur socle, elle démontre, qu'il n'y a pas de « nécessité

(1) Cf. Bernstein, *Socialisme et science*, p. 39 — et G. Sorel : Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme. *Rev. de métaphys. et de morale*, 1899. M. Sorel appelle utopistes « tous les réformateurs qui ne peuvent pas expliquer leurs projets en partant de l'observation du mécanisme social » Marx n'en est donc pas un, p. 158.

(2) E. Bernstein, *Socialisme théorique et Socialisme pratique*, trad. A. Cohen, 2^e éd. 1903.

logique ou objective du socialisme », ainsi elle donne une plus grande importance à la volonté ouvrière que le déterminisme économique paraissait devoir brider. Le socialisme devient « un mouvement vers un état social fondé sur l'association (Genossenschaft) (1), » son mobile c'est l'intérêt aussi bien moral, qu'économique, son moyen c'est le réformisme. « Il est de peu d'importance, écrit Bernstein, que la classe ouvrière ait ou non un but final déterminé, pourvu qu'elle poursuive énergiquement la réalisation des buts les plus proches ». Bernstein élimine donc toute utopie du socialisme en même temps que la « phrase révolutionnaire », mais il semble bien que ce soit au détriment du socialisme lui-même, dont il fait, comme on l'a dit, « un calvinisme sans Dieu » ; la *Social-Démocratie* apparaît alors sous son vrai jour, c'est-à-dire comme « un parti de réformes démocratiques et socialistes ».

Le problème, que doit résoudre le socialisme révolutionnaire : éviter les utopies sans tomber dans le réformisme, M. Sorel s'est appliqué à le solutionner par sa fameuse théorie du mythe de la grève générale, mais nous verrons que cette position était précaire et que le syndicalisme a constitué une troisième forme d'utopies.

M. Sorel a fait la critique de la science socialiste avec plus de profondeur que Bernstein, car il a indiqué pourquoi l'avenir était imprévisible. Des penseurs ont

(1) E. Bernstein, *Socialisme et Science* (conférence faite à un groupe d'étudiants de Berlin), éd. franç., p. 29.

cru, écrit-il, « qu'une science était d'autant plus parfaite, qu'elle renfermait plus d'abstractions et de syllogismes, d'autant plus noble, qu'elle semblait moins tenir aux sources de la vie matérielle et de la nature (1). » Les choses ont été remplacées par des symboles, à l'aide desquels nous reconstruisons le monde. Or, la réalité ne peut pas s'exprimer en idées claires. Dans nos consciences resteront toujours des parties obscures, qui sont le domaine réservé de la philosophie et de la religion. La production (il en est autrement de l'échange) est une de ces réalités, que la science ne peut pas saisir. L'erreur de beaucoup de personnes étrangères aux méthodes scientifiques est de croire que la science a pour objet de prévoir, mais « le déterminisme se montre un adversaire de la science ; car il aboutit toujours à affirmer l'impuissance de notre force créatrice ; or nous n'avons de science, que dans la mesure, où nous avons de la force pour gouverner le monde (2) ». En effet la technique n'est pas une application de la science, « le praticien ne voit dans les théories scientifiques que des instruments destinés à établir certaines déterminations quantitatives dans un système, qu'il a déjà construit en vertu de ses observations empiriques (3) ». La po-

(1) G. Sorel, *La Science dans l'éducation*, p. 129, *Devenir social*, 1896.

(2) Questions de morale. Leçons professées au collège libre des sciences sociales, par Bebet, Berne, etc., *la Science et la Morale*, par G. Sorel (9 janv. 1900), p. 15.

(3) *Op. cit.*, p. 4.

litique ne saurait à plus forte raison être considérée comme une application des sciences sociales. « L'historien sociologue, qui veut nous révéler où la société doit aller naturellement, est obligé d'introduire des forces occultes et suprêmes : le progrès de l'esprit humain, l'évolution démocratique, la tendance à l'égalité, la justice immanente etc, (1) ». Ce sont autant de « marionnettes, destinées à remplacer l'ancienne providence de Bossuet ». Les prétendues prévisions scientifiques sont généralement basées sur les théories évolutionnistes, mais tandis que le darwinisme nous explique le passé par le présent, les sociologues veulent induire du présent au futur (2); les thèses évolutionnistes reposent sur des apparences de continuité, elles ne tiennent compte que des similitudes. Toute utopie est donc à rejeter et il est vain de se demander, comment la propriété individuelle se transformera en propriété communiste.

Ce prélude devait amener logiquement M. Sorel au réformisme, il en admit quelque temps les thèses (3), mais l'étude des origines du christianisme et l'observation du mouvement syndicaliste français conduisirent M. Sorel à écrire les *Réflexions sur la Violence*, où il expose sa fameuse théorie du « mythe

(1) G. Sorel, *Le système historique de Renan*, Introduction, p. 23.

(2) G. Sorel, *Introduction à l'économie moderne*, 1903. « Le terme évolution ne possède un sens vraiment précis, que si on l'applique à un passé définitivement clos », p.

(3) Merlino, *Formes et essence du socialisme*, préf. de G. Sorel, 1898.

révolutionnaire ». On sait que le mythe est défini par M. Sorel une « expression de volonté » et qu'il le déclare irréfutable, parce que « identique aux convictions d'un groupe et leur expression en langage de mouvement ». Le mythe est un système d'images, par lequel les individus, qui prennent part à un mouvement social, ont l'habitude de donner une vie puissante à leur rêve, il ne contient pas d'éléments intellectuels, quand du moins il est à l'état pur (1). Le syndicalisme révolutionnaire possède un « mythe », qui rappelle beaucoup le mythe catastrophique des premiers chrétiens : la grève générale. C'est cette image, qui permet à la classe ouvrière de maintenir ses positions intransigeantes malgré l'ambiance solidariste de la démocratie, et de ne pas verser dans le réformisme. Le socialisme n'a plus rien d'« utopique » dans une pareille conception, il devient « un apprentissage révolutionnaire », son rôle historique est de créer de nouvelles valeurs morales.

La conception de M. Sorel est celle d'un historien du socialisme ou, si l'on veut, d'un philosophe qui fait la théorie du mouvement syndicaliste ; elle n'est pas celle, elle ne pourrait pas être celle d'un militant. Ceux, qui ont critiqué la théorie du mythe ont omis parfois cette distinction pourtant évidente (2). M. Sorel, fidèle à sa théorie, n'émet aucune opinion sur l'état social, qui

(1) Sorel, *Réflexions sur la violence*, 1908, particulièrement, Introduction et ch. iv, v. aussi *Introduction à l'Economie moderne*, in fine.

(2) Boulé, *Syndicalisme et Démocratie*.

suivra l'hypothétique grève générale, mais on comprend aisément, que les militants n'imitent pas cette réserve. S'ils veulent la révolution, c'est qu'ils espèrent une société meilleure — plus juste, plus égalitaire ou plus productive, — et ils essaient de s'en faire une représentation. Les théoriciens eux-mêmes (à l'exception de M. Sorel) n'échappent pas complètement à ce désir de prédire, mais les bribes d'« utopies », que l'on découvre dans leurs œuvres ne sont pas des plans de société, ce ne sont pas des projets de code à l'usage de législateurs socialistes (1), non plus que la détermination scientifique de ce qui surviendra nécessairement après la destruction du régime capitaliste. Leurs affirmations ont pour but unique, croyons-nous, d'orienter la pratique journalière des syndicats et de maintenir sa direction révolutionnaire au mouvement ; ce sont en quelque sorte des idéaux, que la classe ouvrière doit avoir devant les yeux pour ne pas s'égarer, et qui lui permettent dès maintenant d'opérer dans le monde bourgeois des transformations socialistes. Ces utopies sont donc aussi des *expressions de volontés*, elles ne se confondent pas avec les mythes, car les éléments intellectuels qu'elles contiennent sont très importants, mais elles se distinguent également des *plans de société* des premiers uto-

(1) Les syndicalistes militants ont la prétention au contraire de donner des indications pour le lendemain de la grève générale. Ils imitent en cela certains marxistes réputés, orthodoxes, comme Kautsky Cf. *Réflex. sur la violence*, de G. Sorel, p. 237 ss.

pistes (1) et des *prévisions scientifiques* du marxisme, elles forment une classe nouvelle d'utopies, elles valent beaucoup plus comme négations de l'état présent que comme éclaircissements sur l'avenir, leur sens est donc essentiellement révolutionnaire.

Cette classification préliminaire permettra au lecteur — sans que nous ayons besoin d'attirer de nouveau son attention de ce côté — de ne pas assimiler des théories fédéralistes d'esprits très différents. Il saura distinguer, malgré leurs analogies, les plans de fédéralisme de Fourier, Saint Simon, L. Blanc, etc., des prévisions marxistes et des déclarations fédéralistes de Proudhon et des syndicalistes.

(1) Elles rappellent l'Utopie de Thomas Moore qui n'est peut être qu'un conte moral, cf. G. Sorel art. cit.; *a contrario* Kautsky, *Thomas More und seine Utopie*, dernier chap. : *Der Zweck der « Utopia, »* p. 312 ss. Kautsky soutient, que Moore, a voulu indiquer les bases d'une législation parfaite.

CHAPITRE PREMIER

GENERALITES SUR LE FEDERALISME ECONOMIQUE

De toutes les « utopies » socialistes contemporaines le fédéralisme économique est certainement la plus vivante. C'est la seule qui se soit renouvelée profondément sous l'influence du mouvement ouvrier. Les théories essentielles du collectivisme n'ont pas subi en effet de grandes variations depuis que Schœffle les exposait avec une haute impartialité dans sa *Quintessence du socialisme* et si sa brochure paraît bien vieillie, c'est que personne ne conçoit plus le socialisme comme une pure construction idéologique (1). On le sépare difficilement maintenant de l'action ouvrière et particulièrement de la pratique des grèves. Aussi les recettes à l'usage des législations socialistes ne passionnent-ils plus que des parlementaires (2). Le problème qui préoccupait surtout les

(1) V. cependant Bourguin, *les systèmes socialistes et l'évolution industrielle*.

(2) *Débats parlam. in Journal Officiel*, juin 1906, p. 1959 et s.

collectivistes en temps de Schœffle était celui de la valeur d'échange dans une société collectiviste (1) ; Schœffle déclare que l'avenir de la civilisation dépend de la solution qui sera donnée à cette question. Nous ne croyons pas, que les socialistes modernes s'embarassent beaucoup de cette difficulté ainsi que de toutes les conditions de l'organisation communiste ; ces problèmes sont considérés comme d'inutiles jeux d'esprit. Le fédéralisme économique, qui est à peine dessiné actuellement, semble devoir au contraire prendre toujours plus d'importance, parce qu'il est étroitement lié au mouvement syndicaliste. Il est peut-être une nécessité de la pensée révolutionnaire, car il est difficile sinon impossible de concevoir une société collectiviste sans fédéralisme ou au moins sans une importante décentralisation. Proudhon le proclamait déjà quand il écrivait dans son *Principe fédératif* : « Qui dit socialisme, dit fédération, ou ne dit rien. »

Le fédéralisme économique pourrait être défini : la théorie d'un ordre socialiste sans Etat. Ses négations peuvent satisfaire les libéraux, car elles contestent à l'Etat toute capacité économique, et les anarchistes, car elles s'attaquent à la fonction politique. S'il y avait quelque intérêt à présenter le problème sous cette forme, nous dirions que le fédéralisme cherche à mettre fin à l'individualisme économique, sans sacrifier la liberté ; à remplacer l'esprit d'autorité, qui

(1) A. Schœffle, *La quintessence du socialisme*, traduction Benoit Malon, éd. de la bibl. socialiste, p. 54.

préside à la production capitaliste par un esprit de coopération ; à établir un régime contractuel intégral (1) ; à satisfaire en même temps un besoin d'organisation et d'autonomie. Le fédéralisme économique a sa place marquée entre l'anarchisme impuissant à rien créer de durable et le collectivisme, dont la lourde structure pèserait lourdement sur le monde. Mais nous ne nous illusionnons pas sur la portée de ces remarques, car cette classification formelle a des mailles trop larges pour enserrer fortement les théories. Le fédéralisme donne ou mieux laisse aux associations professionnelles (ou économiques) une partie des fonctions que l'Etat remplirait sous un régime collectiviste, il apparaît donc comme libéral en face d'un collectivisme sans nuances, mais il admet l'existence d'associations douées de puissance et armées du droit de contrainte, il n'est donc pas anarchiste. Cette classification, à défaut d'autre mérite, nous permettra de mieux définir les limites de notre étude, d'où nous excluons et le collectivisme unitaire et l'anarchisme.

Le fédéralisme économique (ou fédéralisme de producteurs) est la théorie d'un état social dans lequel les rapports de production (2) détermineraient les rela-

(1) Il est notable, que tous les économistes se réclament de la liberté contractuelle : libéraux, interventionnistes, socialistes prétendent tous que leur système seul garantit la liberté.

(2) « Ce sera l'honneur du marxisme d'avoir fondé toutes ses investigations sociologiques sur la considération de la production et d'avoir ainsi fait comprendre quel abîme sépare le socialisme sérieux de toutes les caricatures bourgeoises, qui prennent pour base de leurs théories la répartition des ri-

tions entre les individus et les groupements. Une société construite sur ce type ignorerait les intérêts politiques pour ne connaître que l'économie de la production et de l'échange. D'après cette conception les associations de producteurs compétentes et souveraines dans le cadre de leur profession traiteraient contractuellement de leurs intérêts communs et les compromis qu'elles passeraient entre elles deviendraient la charte même de la nouvelle fédération. Le fédéralisme économique ignore le citoyen, il ne connaît que l'artisan; le cadre du groupement qu'il préconise est donc l'atelier; sa « cellule sociale », l'association « agricole-industrielle »; son principe juridique, l'idée commerciale du libre contrat : libre contrat entre individus pour former des associations de producteurs — libre contrat entre associations en vue de l'échange — libre contrat entre fédérations de métier pour la défense des intérêts généraux. L'Etat dans une pareille combinaison cesserait d'être une puissance extérieure à la société, c'est-à-dire à la production, il en deviendrait une simple émanation.

Le fédéralisme économique est d'origine et de tradition françaises. Proudhon en a fait le premier la théorie sous le nom de *fédération agricole-industrielle* et, dans la mesure où il s'incarne avec le socialisme antiétatiste, il se révèle constamment dans l'histoire du mouvement ouvrier comme un produit de l'esprit français en face du collectivisme germaniques et la consommation. » (G. Sorel, *Introduction à l'Economie moderne*, p. 125).

nique et de l'anarchisme slave(1). La période proudhonienne de l'*Internationale* peut nous en fournir un exemple. On sait, que les promoteurs français de l'*Internationale* étaient des proudhoniens, c'est-à-dire des mutuellistes. Ils représentaient le parti modéré du mouvement, qu'ils maintinrent dans une voie pacifique, tant que les persécutions du gouvernement impérial ne les eurent pas obligés d'en abandonner la direction. Le premier Congrès, qui s'était tenu à Genève, avait fourni l'occasion aux mutuellistes de développer leurs théories (2) et les avait mis en conflit avec les marxistes. Les difficultés portèrent — entre beaucoup d'autres — sur le rôle de l'Etat. Les mutuellistes se déclarèrent partisans de l'association et les journaux libéraux les félicitèrent chaudement de ne plus attendre leur bonheur de l'État. K. Marx exprime très vertement son mécontentement dans une lettre à Kugelmann : « Messieurs les Parisiens avaient la tête pleine des phrases de Proudhon les plus vides, ils parlent de science et ne savent rien, ils repoussent toute action révolutionnaire *id est* résultant de la lutte de classes, tout mouvement social concentré, c'est-à-dire réalisable par des mouvements politiques. Sous prétexte de liberté, d'antigouvernementalisme et d'individualisme

(1) Voir pour ce premier point ce que nous disons de Bakounine.

(2) Cf. analyse du mémoire parisien dans Puech, *Le Proudhonisme et l'Association internat. des travailleurs*, in ch. sur le Congrès de Genève.

anti-autoritaire, ces messieurs, qui depuis 16 ans endurent et ont enduré le despotisme le plus misérable, prônent maintenant uniquement la société bourgeoise en l'idéalisant à la Proudhon. »

L'opposition, qui s'est manifestée en 1907 entre la « Confédération Générale du Travail » de France et les confédérations syndicales étrangères montre les syndicalistes français dans une attitude antiétatiste, qu'il convient de rapprocher de celle de leurs prédécesseurs proudhoniens. A cette époque la « Confédération Générale du Travail » se trouvait en conflit avec les organisations étrangères sur la question du rapport du parti socialiste et des syndicats. Le comité confédéral français demandait que le Congrès international syndical étudiât la question de l'antimilitarisme et de la grève générale (1), le Congrès vota l'ordre du jour suivant. « La Conférence prie instamment la classe ouvrière de France d'examiner ces questions susdites de concert avec l'organisation politique et ouvrière de son propre pays et, par une adhésion aux Congrès socialistes internationaux, de collaborer à la solution de ces questions, et, dans la suite de s'affilier à l'organisation syndicale internationale, dans le but de résoudre les problèmes syndicaux (2). » La divergence semble porter uniquement sur la tactique à

(1) V. Griffuelhes, *L'Action syndicaliste* (Bibliothèque du Mouvement Socialiste) p. 55.

(2) *Op. cit.*, p. 63. Rapprocher cette phrase des termes précédemment cités de la lettre de Marx.

adopter, plus exactement sur l'organisation du mouvement prolétarien, mais qui ne voit derrière cette opposition une autre plus importante sur le sens du socialisme. Entre le socialiste, qui fait acte de citoyen, qui est membre du Parti, et celui qui se révolte contre toute manifestation politique, existe une différence radicale de conceptions sociales, les mêmes mots employés par l'un et l'autre ont en réalité des significations opposées. On peut interpréter le différend, que nous rapportons, comme le couflit de la démocratie socialiste représentée par le délégué allemand, Legien, et le socialisme antidémocratique et antiparlementaire représenté par le délégué français, Griffuelhes. La situation des ouvriers socialistes français en 1907 n'est pas sans analogies avec la position des mutuellistes de 1866. Sans doute l'esprit combattif du syndicalisme et l'esprit de paix social du mutuellisme s'opposent directement, mais du moins à ces deux dates nous constatons un même fait : la théorie socialiste spécifiquement française occupe une place libérale ou libertaire dans le mouvement ouvrier international (1). L'observation devrait être faite, parcequ'elle légitime parfaitement notre affirmation, que le socialisme français — quand il n'est pas la

(1) En 1872 au Congrès de la Haye, le conseil général de l'Internationale décida que la classe ouvrière devait se constituer « en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes », et que « dans l'état militant de la classe ouvrière son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis » (*IX^e Résol.*

copie du socialisme étranger — a des tendances antiétatistes, c'est-à-dire, en dernière analyse (nous le montrerons) fédéralistes.

En étudiant le fédéralisme économique en France, nous croyons donc faire porter nos recherches sur une des questions, les plus capitales pour l'intelligence du socialisme français.

Le fédéralisme économique, avons-nous dit, est une *organisation de la production en dehors de l'Etat*. On pourrait aussi l'appeler fédéralisme professionnel, car il consiste dans un ordre corporatif. La première expression, parce qu'elle fait immédiatement penser au fédéralisme politique nous a paru plus claire et nous l'avons préférée. Il est possible de concevoir un fédéralisme économique, qui n'organiserait pas la production, mais la *consommation*, qui ne serait pas basée sur des intérêts de métier, mais sur les commodités des consommateurs, qui serait, en un mot, un agrégat d'associations de consommation, dont l'autonomie serait maintenue pour éviter au régime collectiviste la lourde surcharge d'un organisme centralisé trop complexe. C'est vers un tel système que tendent le Fourierisme et le coopératisme de l'Ecole de Nîmes.

Fourier demande la substitution de l'« action so-

du Congrès de Londres). Les marxistes proposaient de faire de cette décision un statut obligatoire, les partisans le Bakounine s'y opposèrent, parmi eux se trouvaient les délégués des races latines (M. de Préaudeau, Bakounine (*Le collectivisme dans l'Internationale*), 1912, p. 325).

ciétaire et combinée » à l' « action incohérente et morcelée ». Il veut une humanité organisée en associations, dans lesquelles les efforts seront enfin coordonnés et harmonisés suivant le plan divin, que la *civilisation* a méconnu. On sait que la base de ce socialisme « sociétaire » est le *phalanstère*, qui doit se composer de 1500 à 1600 membres, comprendre des riches au cœur sensible et des pauvres bien policés, et s'établir dans une vaste propriété d'une lieue carrée, où l'on construira des maisons d'habitation, des fermes, des manufactures, toutes très confortables et saines. Les associés ne seront pas assujettis à une tâche fixe, ils changeront constamment d'occupations, chacun fera partie d'un très grand nombre de *séries*, il collaborera ainsi à une multitude de travaux différents, de telle sorte que la malédiction du Paradis Terrestre cesse d'être vraie : l'effort productif deviendra un plaisir, comme les sports des riches oisifs. L'émulation, entretenue par d'ingénieuses combinaisons, dont il serait superflu de parler ici, accroîtra encore l'activité due à l'amour du travail et la consommation en commun supprimera les gaspillages incalculables, qui sont inévitables dans un régime individualiste.

Le phalanstère n'est pas une association professionnelle, car Fourier se révolte contre la nécessité d'avoir une profession, et il veut que tout individu puisse successivement exercer tous les métiers, le système du *travail attrayant* est la négation de la spécialisation. Le fourierisme est un communisme

inégalitaire, en ce sens que l'association est propriétaire et que chaque membre reçoit une rémunération différente selon la quotité de ses capitaux et la qualité de son travail. Comme l'a fait remarquer M. Gide (1), le phalaustère serait une manière de grand hôtel très moderne, où l'on payerait sa pension, en faisant quelques travaux d'ailleurs peu pénibles, agrémentés par le changement et l'effort en commun. La culture devient du jardinage et la récolte une cueillette. C'est un idéal de petit rentier, un idéal de consommateur.

Fourier était persuadé que sa découverte, qui correspond pour la société à la grande loi d'attraction énoncée par Newton pour les corps célestes, était appelée à un grand succès. Il ne fait pas appel à la contrainte, car il a pleine confiance dans la perfection de son système, il croit qu'une seule application suffira pour convaincre les hommes de couvrir la terre de phalanstères. Ne prévoit-il pas déjà l'union de tous ces phalanstères dans l'*Harmonie Universelle*, véritable fédération mondiale !

L'*Harmonie Universelle* doit être un groupement de *communes*, ou associations parfaites, dans lesquelles se rencontreront tous les moyens de développement, que possède l'homme : agriculture, industrie, arts, science, etc... Ces communes (ou pha-

(1) Ch. Gide, *Fourier* (collection des grands économistes.)
A ce grand hôtel serait adjointe une exploitation, collective sans doute, mais à la manière des sociétés par action, car le capital ne perd pas ses droits (4/12).

lanstères) se groupent et leurs associations forment elles-mêmes d'autres combinaisons et ainsi jusqu'à la réalisation de l'Harmonie totale. Ce ne sont pas des individus qui sont unis dans l'Association Universelle, celle-ci « ne saurait résulter que d'une hiérarchie d'associations successives de différents degrés et l'Association de premier degré a pour limites les dimensions de la sphère d'activité journalière de l'homme (1). » Si les groupements du premier degré étaient établis sur le *morcellement*, les départements, les provinces, les nations seraient atteints du même vice organique. « La société ne saurait être riche, prospère, unie, si la misère, le désordre, l'égoïsme règnent dans les communes, qui la constituent à la base (2). » Avec le système phalanstérien, l'ordre sociétaire existe depuis les fondations jusqu'au sommet. Les communes se groupent autour des villes, qui ne se développent plus au hasard, mais qui sont créées d'après les convenances générales et en considération de l'intérêt de tous. Les villes se groupent elles-mêmes autour de centres plus importants comme autant de satellites dans l'orbite d'une planète, ces nouvelles unités se fédèrent et ainsi jusqu'à la Capitale du Globe. V. Considérant conclue « L'Harmonie totale, universelle, s'engendre de l'Harmonie élémentaire, n'est et ne peut être que l'Harmonie élémentaire, répétée et élevée à ses puissances succes-

(1) V. Considérant, *Abrégé du système phalanstérien de Fourier*, p. 101.

(2) V. Considérant, *op. cit.*, p. 99.

sives (1). » Ce que le fouriérisme prévoit, c'est donc une fédération mondiale formée par une superposition de groupements, dont le plus simple est le phalanstère ou unité économique parfaite, association en vue de la production et de la consommation en commun. Les disciples de Fourier ne considèrent pas la production en vue de l'échange, mais en vue de la consommation, ils sont donc amenés à ne pas voir dans les professions des réalités indépendantes et ils ne leur accordent aucune autonomie.

La même tendance (2) se retrouve chez les promoteurs de l'Ecole de Nîmes, qui ont fait la théorie des coopératives de consommation. M. Gide déclare que notre système individualiste est instable, il le compare à une pyramide en équilibre sur sa pointe et il pense que l'extension de la coopération rétablira la société sur sa base. Le vice capital du régime individualiste n'est-il pas que chaque individu poursuit la satisfaction de ses intérêts personnels sans se préoccuper autrement de collectivité ! Le producteur ne se soucie que du prix, il ne recherche pas quels sont les besoins réels des consommateurs, d'où les ruptures d'équilibre, les crises et leur cortège de misères. L'économie politique et le bon sens demandent que la consommation soit considérée comme le but de la production, il est convenable qu'elle la dirige, qu'elle lui manifeste impérieusement ses volontés. Or c'est

(1) V. Considérant, *op. cit.*, p. 105.

(2) M. Gide écrit : « Qu'est-ce que le consommateur ? Rien Que doit-il être ? Tout. »

ce qui arrivera, lorsque les coopératives de consommation auront pris un grand essor.

La plupart des coopératives de consommation ont un rôle modeste, leurs fondateurs n'ont eu d'autre but que de profiter et de faire profiter leurs associés des bénéfices réalisés auparavant par les intermédiaires : boulangers, épiciers, cordonniers, etc., et distribués maintenant aux coopérateurs sous forme de ristournes. A certains hommes d'action les sociétés coopératives apparaissent comme un excellent moyen de garnir la caisse d'un parti, les socialistes et surtout les socialistes belges (avec Anseele) ont surtout vu ce côté de la question. Mais pour l'Ecole de Nîmes la coopération est un but (1), un idéal ; ces coopérateurs, qui sont dans la pure tradition des pionniers de Rochdale, espèrent avec ce levier fragile, qu'est la coopérative de consommation, soulever la société et renverser le régime capitaliste. Pour comprendre comment l'Ecole de Nîmes peut espérer détruire l'individualisme économique et le remplacer par une organisation économique rationnelle, dans laquelle les consommateurs commanderont aux producteurs, il suffit de jeter les yeux sur quelque coopérative géante, comme l'Angleterre nous en offre des exemples, en particulier sur la Wholesale de Manchester si souvent citée. Les coopérateurs trouvent dans cette

(1) Ch. Gide, *Les sociétés coopératives de consommation*, 1910. M. Ch. Gide distingue 3 écoles : individualiste, socialiste et coopératiste. comp. A-D. Bancel, *Le coopératisme devant les écoles sociales* (pref. J. Grave), 1897.

Wholesale à peu près tout ce qui est nécessaire au ménage, elle possède de vastes entrepôts, des docks immenses, qui remplacent une quantité innombrable d'intermédiaires et occupent beaucoup d'employés. Mais ces sociétés ne sont pas seulement des intermédiaires, elles se sont immiscées dans la production agricole et industrielle. Elles ont réussi, — en se fédérant — (1), à s'annexer des fabriques (chaussures, savons, etc.), et acheter des fermes (pour le lait, le beurre, etc.). Leur but était d'échapper aux conditions des producteurs, de se libérer de leurs prétentions et elles tendent, en fait, à se rendre maîtresses de l'industrie et de l'agriculture et à le soumettre à ses lois. Il suffit de supposer un développement indéfini des Wholesales pour approximer l'idéal de l'école de Nîmes. « Du jour, écrit M. Gide, où les sociétés coopératives (comprenant des personnes de toutes les classes) seraient en mesure d'acheter tout le montant de la production annuelle de la France, il serait évident, qu'elles seraient aussi maîtresses non seulement du commerce, mais de toutes les industries productrices (2). » Cet idéal, quelque lointain qu'il puisse paraître, exerce une influence sur l'action des coopérateurs de l'école de Nîmes. Tandis que les coopérateurs individualistes touchent les bonis, qui résultent

(1) En se fédérant, les coopératives sont arrivées à réaliser 3 desiderata : 1° conquête de l'industrie commerciale (pain, viande, transports) ; 2° conquête de l'industrie manufacturière, 3° conquête de l'industrie agricole. Ch. Gide, *Revue d'Econ. politique*, déc. 1889.

(2) Ch. Gide, *La coopération* (conférences de propagande).

de la suppression des intermédiaires, tandis que les coopérateurs socialistes consacrent ces bonis à des œuvres de propagande, l'école de la coopération conseille de les employer à créer de nouvelles coopératives et à approcher ainsi toujours davantage du collectivisme, car c'est bien du collectivisme qu'il s'agit. M. Gide le dit avec une très grande netteté : « Il suffit d'agrandir indéfiniment par la pensée la Wholesale de Manchester jusqu'à ce qu'elle ait accaparé toute l'industrie manufacturière et agricole de l'Angleterre, pour que cette grande administration, gouvernant souverainement tout le mécanisme de la production et élue par tous les consommateurs, c'est-à-dire par tous les citoyens, car quel est le citoyen qui n'est pas consommateur ! — nous donne une représentation très exacte de ce que pourrait être la Société collectiviste, la *Démocratie Sociale*, comme disent les allemands (1). » Le coopératisme différerait d'ailleurs par certains caractères du collectivisme, que préconisent les écoles socialistes.

1° La coopération est libre. Ceux qui n'en veulent pas, peuvent vivre en dehors d'elle.

2° La propriété individuelle, l'intérêt, la concurrence ne seraient pas abolis, mais transformés.

3° Le régime serait réalisé sans aucune expropriation légale.

Ajoutons que la société coopératiste ne serait

(1) Ch. Gide, *La coopération*.

Marx rapprochait aussi coopératisme et collectivisme dans la *Commune de Paris*, p. 45.

pas centralisée, l'histoire encore courte des coopératives ne nous les montre pas fusionnant entre elles, mais se fédérant ; chacune garde son autonomie, son administration, ses méthodes propres ; la Fédération ne dirige pas, mais elle sert de lien entre les associations, chaque fois qu'une entente peut être utile, par exemple pour faire des achats en gros ou commanditer une industrie. Ce sont ces faits, qui permettent à M. Gide de croire, que l'avenir créera une « grande Fédération coopérative embrassant la société tout entière ». M. Gide qualifie très heureusement le coopératisme de l'école de Nîmes de « système fédéraliste ». Dans cette conception chaque groupe de consommateurs garderait sa liberté et comme aucune association ne pourrait sans doute satisfaire à tous les besoins de ses membres, chaque individu ferait partie d'un grand nombre de sociétés concurrentes. La routine, que le monopole donne au socialisme municipal, pourrait donc être évitée. Un exemple, que nous empruntons à un disciple (1) de M. Gide, nous aidera à préciser notre interprétation du fédéralisme coopératiste : tandis que sous un régime de collectivisme unitaire le service des téléphones serait réglementé par l'Etat ; dans le système fédéraliste il serait dirigé par les seuls abonnés, c'est-à-dire par ceux-là seuls qui ont un intérêt direct et actuel à la bonne marche du service.

Le fédéralisme de l'école de Nîmes, comme celui

(1) Perruche de Velna, *Thèse*, Paris, p. 67.

de Fourier est donc un fédéralisme de consommateurs, il diffère essentiellement du fédéralisme professionnel. Il laisse intact le régime du salariat. Les mêmes différenciels qui s'élèvent entre ouvriers et patrons peuvent apparaître en effet entre les sociétés de coopération et leurs employés. D'après M. Hubert Valleroux (1), les salariés des coopératives socialistes belges se sont plaints à plusieurs reprises, que les conditions de travail réclamées dans les Congrès du Parti ne leur fussent pas accordées. Les coopératives de consommation maintiennent l'ouvrier sous l'autorité de l'employeur, ne laissant à l'ouvrier d'autre moyen régulier de contrôler ses chefs que de devenir actionnaire de la société (2). Peut-être, comme le remarque M. Gide, la limitation de droits de producteur n'aurait-elle dans un régime coopératiste aucune conséquence matérielle, car il est indifférent que l'ouvrier profite des bénéfices sociaux comme producteur ou comme consommateur, mais dans ce système la production est dirigée par des gens étrangers à la profession, elle est soumise à un conseil d'administration incompetent (3). Le principe du fédéralisme professionnel est au contraire l'autonomie du groupe professionnel pour tout ce qui concerne sa compétence, et c'est sur ce

(1) Hubert-Valleroux, *La coopération*.

(2) Certaines coopératives socialistes donnent aux ouvriers le droit d'être représenté au conseil d'administration. M. Gide trouve cette pratique contraire aux principes. *Les sociétés coop.*, p. 249.

(3) M. Gide pense, qu'il n'est pas nécessaire de connaître un métier pour devenir directeur d'atelier et il cite l'exemple des sociétés anonymes...

principe que sont élaborées les théories économiques et constitutionnelles, que nous étudierons. Nous avons tenu à analyser auparavant le fédéralisme des consommateurs, dont il ne sera plus question dans la suite.

L'idée socialiste que les rapports économiques sont plus importants que les affinités de races est à la base de la société fédéraliste, qui serait formée de professions comme les Etats modernes sont faits de communes et de provinces. De même que le fédéralisme politique est caractérisé par le maintien de l'autonomie antérieure et diffère ainsi de la décentralisation qui est la création d'une liberté administrative artificielle, ainsi le fédéralisme économique diffère-t-il de la décentralisation économique, parce qu'il est la théorie d'une unité interprofessionnelle *en devenir*, non pas la formule d'un sectionnement imposé par le pouvoir. Le fédéralisme suppose une organisation de bas en haut, il construit par étages successifs une société aux assises solides et au sommet fragile. La décentralisation se décrète, le fédéralisme au contraire s'élabore. Nous aurons donc soin de distinguer du fédéralisme proprement dit les théories collectivistes qui admettent une certaine décentralisation tout en maintenant les principes unitaires de la démocratie, puis nous examinerons les différentes formes de fédéralisme sans nous attacher à l'ordre chronologique, mais en essayant de classer les théories et de marquer le développement des idées.

Le fédéralisme, sauf peut-être chez M. Maxime

Leroy, n'est pas un système indépendant, il s'allie chez les militants syndicalistes au communisme libertaire, il se confond chez Proudhon avec le mutualisme, il n'est qu'à l'état de vague tendance chez les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est jamais qu'une forme, qui peut servir à couvrir des contenus très différents. Le fédéralisme peut cependant être considéré avant tout comme une thèse syndicaliste d'origine proudhonienne, et c'est seulement dans les écrits syndicalistes que nous trouverons une théorie complète du fédéralisme de « catégories ». Nous étudierons donc successivement la décentralisation économique d'après les théories socialistes, ce qui nous amènera à exposer les principes de l'Etat collectiviste ; puis le fédéralisme de Proudhon, essence du Proudhonisme ; le fédéralisme des théoriciens du syndicalisme et des militants ; et enfin, sous le titre de syndicalisme administratif nous analyserons les théories de M. Maxime Leroy et nous arriverons ainsi à dégager les principes juridiques qui sont à la base du fédéralisme économique.

CHAPITRE II

COLLECTIVISME ET DÉCENTRALISATION ÉCONOMIQUE

Il est classique de diviser les socialistes en autoritaires et libéraux ou libertaires. Parmi les premiers sont rangés tous ceux qui remettent au gouvernement (bon despote ou majorité) le soin d'assurer une juste répartition ; parmi les seconds, tous ceux qui ont confiance dans la spontanéité de la nature humaine et qui volontiers feraient appel avec Bakounine aux « mauvais instincts ». Les socialistes du xix^e siècle s'accommodent mal d'une conception autoritaire franche et brutale, ils ont hérité de la Révolution française la passion de la Liberté. Certains l'entendent sans doute à la manière jacobine en professant, qu'il ne peut y avoir d'oppression dès lors que la société est égalitaire, et que le peuple gouverne : ce sont les défenseurs du droit absolu des majorités. Mais la plupart rejettent cette théorie et professent que la liberté doit être garantie par une distinction entre le « gouvernement des personnes » et « l'ad-

ministration des choses (1) ». D'après la théorie actuelle du collectivisme, aucune oppression n'est à craindre sous un régime socialiste, car la délégation du peuple ne gouvernera pas, elle ne régira ni les consciences, ni les personnes, elle ne fera que gérer les intérêts collectifs.

Cette opposition entre gouvernement et administration se trouve déjà dans Saint-Simon (2). Comme on sait, sa théorie essentielle était : tout pour et par l'industrie. Sa conception fondamentale est contenue dans la fameuse parabole où il déclare que la mort simultanée de tous les grands dignitaires du royaume serait moins néfaste à la France, que la disparition brusque de tous les savants et chefs d'industrie. Son plan de gouvernement s'inspire de cette même pensée. Saint-Simon, en effet enlève à la noblesse et aux politiciens tout rôle dans la direction des affaires publiques, et il répartit les fonctions de l'Etat entre trois chambres : Invention, Examen, Exécution, composées les premières de savants et la dernière d'industriels et chargées uniquement de solutionner les questions administratives et économiques. Le projet de Saint-Simon est au

(1) Cf. G. Deville, *Principes socialistes*, 1896. On y trouvera un exposé des théories courantes du socialisme.

(2) Engels en fait la remarque : « en 1816 Saint-Simon affirma que la politique n'était que la science de la production et en prédit l'absorption par l'Economie... cette proposition contenait clairement la conversion du gouvernement politique des hommes en une administration des choses... c'est-à-dire l'abolition de l'Etat dont on a fait tant de bruit dernièrement », *op. cit.*, p. 13.

moins aussi bourgeois, que socialiste : il prévoit avant tout un changement du personnel gouvernemental. Le problème que se posait Saint-Simon était un problème d'organisation du pouvoir et il prenait parti pour la bourgeoisie savante et active contre la noblesse oisive, il défendait le capitalisme naissant contre un retour offensif des gens de cour. La philosophie de Saint-Simon porte encore le poinçon du xviii^e siècle, mais elle ouvre la voie au socialisme moderne par la suprématie qu'elle accorde à l'Economique sur le Politique. Saint-Simon abandonne la métaphysique révolutionnaire si utile aux rhéteurs des assemblées politiques et rêve d'un Etat préoccupé seulement d'organiser l'Industrie (1). Le rôle de l'Etat est d'assurer la prospérité des affaires ; il n'en a pas d'autre — si ce n'est qu'il doit réaliser l'unité morale (inconséquence, que l'on retrouverait chez beaucoup d'autres écrivains socialistes). Plus de gouvernement mû par des pensées politiques, mais une administration soucieuse seulement de perfectionner la technique industrielle, de faciliter le commerce par l'ouverture de nouveaux débouchés, d'améliorer l'outillage économique par la réalisation de grands travaux publics. Une telle administration ne pourrait être mieux dirigée que par des assemblées spécialement compétentes composées d'industriels, de commerçants et d'agriculteurs. Cet industrialisme est très bourgeois, car Saint-Simon se

(1) Certaines préoccupations saint-simoniennes sont assez voisines de celles qu'avait l'école allemande de l'Economie Nationale à peu près à la même époque.

fait le défenseur des dirigeants de la production. Les écoles socialistes postérieures parleront uniquement des ouvriers manuels, des « producteurs », feignant de croire que les intellectuels n'ont aucun rôle dans la production. Le fond de la pensée a-t-il changé ? Il nous semble que non. Le socialisme est sous toutes ses formes la protestation du *Travail* contre les oisifs pourvus de privilèges ou de rentes. Saint-Simon réclame un gouvernement de l'*Industrie*, remplacez ce mot par Travail ou *Prolétariat* et vous avez le socialisme contemporain, la conception du rôle de l'Etat est sensiblement la même. Les socialistes de toutes nuances, de toutes étiquettes reprennent en effet la distinction saint-simonienne de l'administration et du gouvernement. Il s'en faut d'ailleurs que cette distinction scolastique soit très claire (1), car les actes de gouvernement n'ont pas une nature propre, qui les différencie des actes d'administration et gouverner, qu'est-ce ? sinon administrer en vue de certaines fins. Or on ne voit pas bien qui pourra empêcher même dans un régime socialiste l'autorité administrative, quelque soit son origine, de poursuivre ses volontés propres, en un mot d'avoir une politique. Mais passons et contentons-nous de constater, que les socialistes s'accordent pour affirmer qu'il n'y aura pas de gouvernement et que la seule difficulté qui les divise est de savoir comment sera

(1) Les Saint-Simoniens ne croyaient-ils pas rester fidèles à la distinction de l'administration et du gouvernement en faisant l'éloge de l'Autriche dirigée par Metternich. Cf. G. Sorel, *Avenir socialiste des syndicats*, p. 11.

constituée l'administration, et quelles seront ses caractères. Centralisation, Unité ; — Autonomie, Fédéralisme ; tels sont les termes du dilemme pour ceux du moins qui croient à la nécessité d'une « discipline » et d'un ordre, et ce sont les seuls, dont nous parlerons, car nous croyons inutile (1) de nous arrêter aux naïvetés philosophiques des Kropotkine, des Elisée Reclus, des Jean Grave etc..., qui pensent ingénument, qu'il suffira de détruire le capitalisme pour voir fleurir (ou refleurir) la Liberté. Les socialistes fédéralistes prétendent, qu'aucune liberté effective n'est compatible avec un régime de centralisation administrative. Ils font de l'autonomie des groupements de producteurs une condition du bon fonctionnement du collectivisme.

Le Marxisme ne peut — sans faillir à son esprit — élaborer une théorie de l'Etat. La conception matérialiste de l'histoire l'autorise à attendre de l'avenir les formes étatiques nécessaires à un régime de propriété sociale (2) : quand la structure économique de la Société sera changée, une nouvelle superstructure ne manquera pas de se former où l'on verra un droit et une morale modelés sur l'état économique nouveau ; le Travail libre se tissera une Société appropriée à ses

(1) Nous étudions, il est vrai, le communisme des militants syndicalistes, qui est aussi naïf, mais c'est pour en dégager la théorie fédéraliste, qu'il recèle. Nous nous contentons d'ailleurs dans cet essai d'exposer les thèses fédéralistes, nous ne les défendons, ni ne les réfutons.

(2) Cf. Dr. Preuss, *Ein Zukunftsstaatsrecht* (archiv für öffentliches Recht, 1903, t. XVIII. p. 373 ss.)

convenances. Le seul socialiste contemporain, qui ait fait une théorie de l'Etat futur (1), M. Anton Menger échappe à l'influence marxiste et est rebelle au matérialisme historique. Mais les Marxistes ne sont pas restés muets sur cette question de l'Etat et s'ils n'ont pas essayé, comme l'utopiste Menger, de nous donner une formule d'ensemble, qui synthétise tous leurs projets de réforme du pouvoir étatique, ils ont, du moins, en critiquant les institutions actuelles et particulièrement la démocratie, laissé entrevoir quelles étaient leurs sympathies et leurs prévisions. Quant à Marx et Engels eux-mêmes, ils ont écrit sur la transformation de l'Etat quelques phrases d'une interprétation assez délicate et qui donneront lieu sans doute encore longtemps à d'obscurcs controverses.

La disparition de l'Etat était une thèse très chère à Marx. C'est elle — remarque Henry Michel (2) — qui permit l'accord entre les socialistes révolutionnaires et les anarchistes dans l'Internationale, jusqu'au jour, où des différences de tactique séparèrent les disciples de Marx des amis de Bakounine. On a souvent écrit, que les divergences entre Bakounine et Marx sur cette question de l'Etat étaient profondes et Bakounine a lui-même reproché à Marx avec beaucoup d'aigreur de vouloir la concentration économique et la tyrannie administrative (3). Il nous semble que la pensée de

(1) Menger, *L'Etat socialiste*, 1904.

(2) Henry Michel, *L'Idée de l'Etat*, 1896.

(3) Marc de Préaudeau, *Michel Bakounine (Le collectivisme dans l'Internationale)*, p. 196.

Marx a varié sur ce point. Lorsqu'il écrivait le *Manifeste du parti communiste* (1848), Marx ne pouvait concevoir la révolution que comme une mainmise des communistes sur l'Etat au nom du prolétariat. Il convie la classe ouvrière « à la conquête du pouvoir public » et il trace déjà le schéma de la transformation à accomplir. « Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe régnante, et pour augmenter au plus vite les masses des forces productives disponibles (1). » Les mesures de rigueur contre les adversaires, la constitution de monopoles, l'organisation d'armées industrielles etc., sont préconisées pour la période intermédiaire. L'Etat ainsi fortifié, accru par la concentration économique, perdra son caractère politique lorsque les classes auront disparu, car « le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre (2) » La pensée de Marx — à cette époque — est très certainement que l'établissement de l'égalité suffit à assurer la liberté individuelle. C'est contre la théorie du *Manifeste* et particulièrement contre les mesures provisoires dictatoriales qu'il réclame, que vaut surtout la critique acerbe de Bakounine.

Engels paraît bien avoir gardé intacte la conception

(1) Manifeste du parti communiste, en app. à Labriola : *La conception matérialiste de l'histoire*, p. 351.

(2) *Op. cit.*, p. 353.

du Manifeste quand il écrit dans son *Anti-Dühring* (1877) : « Le prolétariat, après s'être emparé de la force publique, transforme les moyens de production en propriété de l'Etat. Mais par cela même il détruit son caractère de prolétariat, il détruit toute distinction et tout antagonisme de classes et par conséquent il détruit l'Etat comme Etat (1). » L'Etat « organisation de la classe exploitante » n'avait d'autre fonction que de lui conserver son privilège. Lorsque l'Etat cesse de mettre la puissance sociale au service des privilégiés et de représenter la classe possédante, il devient inutile, aucune répression n'est plus nécessaire. « Le premier acte, par lequel l'Etat se constitue réellement le représentant de toute la société — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — sera en même temps son dernier acte comme Etat. *Le gouvernement des personnes fait place à l'administration des choses et à la direction des procédés de production* (2). » L'Etat disparaît par consommation (3). Engels ne donne aucune indication sur cette administration des choses, qui remplacera le gouvernement des personnes, il se contente de prononcer l'arrêt de mort de l'Etat de classe.

Au contraire Marx dans la *Commune de Paris*,

(1) Engels, *Socialisme utopique et Socialisme scientifique*, p. 30.

(2) Engels, *op. cit.*, p. 31. Il semble qu'Engels veuille un gouvernement direct « la société libre ne peut tolérer l'existence d'un Etat entre elle et ses membres » p. 31.

(3) Le texte allemand porte. « Der Staat wird nicht « abgeschafft » er stirbt ab. »

sous l'impression des faits qu'il raconte, se révèle fédéraliste. Il critique la centralisation et le régime parlementaire et approuve les mesures fédéralistes prises par la Commune. Les jugements qu'il porte sur les projets des membres de la Commune permettent d'apercevoir le sens véritable, qu'il donne à cette fameuse substitution de la Société à l'Etat, qui est un « cant » (1) socialiste.

Les membres du Comité exécutif avaient élaboré hâtivement un plan général d'organisation nationale. Marx en rappelle les principes ; la commune aurait été la forme politique de toutes les bourgades, toutes les communes rurales d'un arrondissement auraient administré ensemble leurs affaires d'intérêt général au moyen d'une assemblée élue. Les assemblées d'arrondissement devaient envoyer à Paris des délégués pourvus d'un mandat impératif et toujours révocables. Tous les fonctionnaires devaient être élus, être amovibles et toucher des traitements peu élevés. C'est à tort, dit Marx, que la Commune a été considérée comme un « contrôle du pouvoir central ». « En réalité, *la constitution communale* eut restitué au corps social toutes les forces absorbées jusque là par l'Etat, parasite qui se nourrit de la substance de la société et en paralyse le libre mouvement. Par ce seul fait elle eut été le point de départ de la régénération de la France (2). »

(1) Bernstein emploie ce vieux mot anglais pour désigner une tirade politique vide de sens, cf. Bernstein *Social-théorique et Social-démocratie pratique*, p. 278.

(2) Marx, *La Commune de Paris* (trad. Longuet, 1900) p. 42, (1^{re} éd. all. 1871). Préface d'Engels.

Marx n'emploie pas l'expression de fédéralisme, mais l'approbation, qu'il donne aux décrets de la Commune et à ses projets est assez claire pour écarter toute hésitation. L'œuvre de centralisation opérée par la monarchie française et achevée par la Révolution doit disparaître (1). La liberté ne sortira pas uniquement de la suppression des classes, elle sera réalisée par un gouvernement populaire direct avec self-administration des communes.

La décentralisation que recommande Marx à la suite de la Commune de Paris est une décentralisation locale, un morcellement du pays en communes indépendantes ; mais cette décentralisation — qu'on veuille bien le remarquer ! — a quant même un caractère économique, car sous un régime socialiste les relations politiques étant en principe abolies, ou du moins, ne constituent qu'une « superstructure », la base de la division territoriale nouvelle ne peut plus être qu'économique : elle repose sur les convenances de la production ou sur les commodités de la consommation.

Le décentralisation communale se complique dans certains systèmes d'une décentralisation professionnelle par la reconnaissance de la souveraineté des groupements de métiers ; on se trouve alors à un stade nouveau plus caractérisé de décentralisation

(1) Marx écrit cependant, que pendant la période de transformation la « dictature révolutionnaire du prolétariat » est nécessaire. Marx, *Lettre sur le programme du Gotha*, 1875 (*Rev. d'Ec. Pol.* 1894, p. 766).

économique, il est atteint par les Marxistes français.

MM. Guesde et Lafargue — dans une brochure publiée en 1881 (1) — apportent certaines précisions sur la question de l'Etat et émettent l'idée de l'autonomie des associations professionnelles. Ils réclament une « organisation républicaine » des ateliers de l'Etat, c'est-à-dire la remise immédiate des services publics aux ouvriers organisés, à la fois pour leur permettre d'améliorer leur situation et de prouver leur capacité (2). Ils déclarent également qu'après la Révolution « tisseurs, mécaniciens, mineurs, etc., seront les souverains de la mine, des hauts-fourneaux, des fabriques, qu'ils exploiteront et administreront eux-mêmes, faisant les règlements intérieurs, se distribuant le travail, élisant leurs chefs, conducteurs, contremaîtres, ingénieurs, etc... » (3). M. Guesde était à cette époque un adversaire résolu de la monopolisation, il lui reprochait d'accroître la puissance de l'Etat, de fortifier ainsi les positions de la bourgeoisie (4) et d'éloigner l'heure de la banqueroute capitaliste. M. J. Guesde, fidèle interprète de Marx, se

(1) J. Guesde et P. Lafargue, *Le programme du parti Ouvrier*, broch.

(2) J. Guesde et Lafargue, *Op. cit.*, p. 121.

(3) J. Guesde et P. Lafargue, *op. cit.*, p. 112.

(4) J. Guesde, *Services publics et Socialisme*, p. 29. Cette brochure est une réponse à la théorie de la « nécessité historique des services publics » que P. Brousse avait obtenu dans un opuscule : *La propriété collective et les services publics*.

représentait la « catastrophe » comme une crise généralisée de l'industrie, comme un immense cataclysme de la production, or, l'accroissement des services publics supprime la concurrence, régularise la production et écarte l'éventualité de grands bouleversements. La concentration des capitaux au profit de quelques « mammouths capitalistes » est, au contraire, très favorable à la formation du prolétariat révolutionnaire et très conforme aux prévisions de Marx.

L'attitude des socialistes français s'est beaucoup modifiée depuis qu'ils forment un parti politique puissant. La disparition de l'Etat ne leur paraît plus aussi nécessaire ; ils défendent au besoin les administrations publiques et réclament de nouveaux monopoles. Leur collectivisme apparaît de plus en plus comme un socialisme d'Etat insatiable, dans lequel seulement les services publics (c'est-à-dire *toutes* les industries) seraient organisés démocratiquement.

Pour M. Jaurès, l'idéal à atteindre est d'élever le travailleur à la dignité de citoyen.

Tout travail est appelé à devenir une fonction d'Etat. Comme M. Sorel l'a souvent montré, le jaurésisme est l'exaltation de la puissance étatique dans une démocratie (1). La puissance des syndicats est devenue si grande, que M. Jaurès ne peut s'empêcher de leur sacrifier, il appelle donc au secours de l'Etat socialiste les groupements corporatifs en leur promettant

(1) G. Sorel, *Réflexions sur la violence*, *passim*. M. Berth dit du guerdisme, qu'il est une « exaltation de l'Etat moderne » E. Berth, *Les Nouveaux aspects du socialisme*.

une large indépendance (1), mais son attitude en face du syndicalisme montre bien, qu'il se méfie de l'esprit corporatif. M. Jaurès reproche à la grève générale de « disperser », d'« émietter » la vie ouvrière, en un mot de supprimer la splendide unité du parti. « Le morcellement de la vie, dit-il, c'est le contraire de la Révolution (2) ».

Le mot de fédéralisme économique serait donc tout à fait impropre à caractériser le collectivisme, la reconnaissance d'autonomies locales, ou professionnelles n'y apparaît que comme un phénomène d'importance secondaire, la liberté des groupes pouvant et devant être limitée dans un but d'utilité publique. Le mot qui convient est plutôt celui de décentralisation : la puissance de l'Etat collectiviste sera répartie entre un grand nombre d'organes, qui fonctionneront sous le contrôle de la nation. Au delà des formules oratoires et des concessions aux syndicalistes et aux anarchistes, la conception unitaire apparaît très nette dans les écrits collectivistes (3).

La Société a hérité dans le langage des socialistes de toutes les qualités qu'Hegel attribuait à l'Etat. « Il n'y a que la nation, écrit M. Jaurès, qui puisse affran-

(1) in *Journ. Officiel, Débats Parl.* juin 1906, p. 1959.

(2) Jaurès, *Etudes socialistes*, p. 118. « Le morcellement est un retour à l'état féodal ».

(3) « Le collectivisme, formule suprême du socialisme, est donc la substitution de la nation, de la collectivité sociale aux individus dans la propriété des moyens de production. Il n'y aura plus au sens plein du mot qu'un seul industriel... la nation ». Jaurès, *Revue socialiste*, mars 1895, p. 263.

chir tous les individus. Il n'y a que la nation, qui puisse fournir à tous des moyens de libre développement. Les associations particulières, restreintes, temporaires, peuvent protéger pour un temps des groupes restreints d'individus. Mais il n'y a qu'une association générale et permanente, qui puisse assurer le droit de tous les individus sans exception et non pas seulement des individus vivants, mais de tous ceux qui sont à naître dans la suite des générations (1). »

Les concessions faites par M. Jaurès aux partisans des syndicats sont peut-être de même nature que celles consenties aux paysans. On sait que la petite propriété rurale — la plus retardataire de toutes — a trouvé grâce devant les députés socialistes. La prolétarianisation des masses agricoles a cessé d'être considérée comme l'une des phases nécessaires de l'évolution économique et beaucoup de socialistes proposent de laisser sa terre au paysan. M. G. Deville (2) blame Kautsky de ne pas admettre cette dérogation aux principes, il la juge nécessaire pour atteindre le but du parti socialiste, qui est la conquête des pouvoirs publics. Cette exception, M. G. Deville l'étend même aux petits industriels et commerçants, mais il estime qu'elle n'a aucune importance, car le collectivisme agira comme une fascination sur tous les producteurs, qui quitteront leur terre ingrate ou leur atelier désolé pour s'enrôler dans la grande armée industrielle-agricole. La liberté laissée aux paysans sera bien vite consumée par le

(1) Jaurès, *Etudes socialistes*, 1902, p. 131.

(2) G. Deville, *Principes socialistes*, p. 53 note, p. 51.

rayonnement du régime collectiviste. Peut-être l'autonomie syndicale est-elle appelée, selon les prévisions de certains socialistes, à avoir le même sort.

Même avec le bénéfice de cette remarque il est tout à fait inexact de prétendre que le collectivisme veuille transformer toute l'économie d'un pays en une seule entreprise commerciale. Les collectivistes ont toujours protesté contre cette interprétation tendancieuse et Schœffle parlait déjà d'une affectation du capital collectif faite « une fois pour toutes, aux différents groupes locaux et professionnels et à leurs subdivisions (1). » Mais il faut observer que le collectivisme maintient et même renforce l'autorité de la collectivité nationale. Les groupements professionnels ne reçoivent qu'une délégation de pouvoirs. Le peuple leur concède le droit de s'administrer eux-mêmes, toutefois les règlements édictés par la Société, concernant par exemple les conditions de l'échange ou la rémunération du travail, s'imposent à eux. Lorsque les socialistes parlementaires critiquent la démocratie, leurs attaques s'arrêtent à la façade, ils n'entendent dénoncer que la corruption du régime par la féodalité financière ; la théorie de la volonté générale, il la prennent à leur compte. Leur conception de l'Etat n'est pas si révolutionnaire, qu'elle voudrait le paraître, elle se résout en une République égalitaire.

Le socialisme parlementaire est un socialisme de

(1) Schœffle, *La Quintessence du socialisme*, trad. de Benoit Malon. Schœffle parle aussi de « grands syndicats dirigés par l'autorité de l'Etat » p. 46.

gouvernement, il pousse très loin le souci de l'ordre. Il se propose de mettre fin à l'*anarchie capitaliste* et à la concurrence qui fait naître des luttes industrielles et des crises, il veut remplacer le fatalisme moderne par la volonté libre d'une majorité. L'idéal socialiste est la paix sociale par l'harmonie, la disparition de tous les antagonismes de classe par l'établissement de l'égalité. MM. Guesde et Jaurès ont tous deux, quoique très différemment, la hantise de l'organisation. La Révolution doit sortir d'un acte dictatorial, elle ne peut se faire que par la centralisation (1). Le parti socialiste se considère comme l'héritier de l'Etat, la position prise par les élus du parti dans certaines questions, comme celle du monopole de l'enseignement permet de comprendre quel sens ils attachent au mot *Administration des choses*. L'Etat populaire de la Social-Démocratie est unitaire.

(1) Le socialiste allemand Kautsky, célèbre par son orthodoxie marxiste n'assigne aucun rôle aux syndicats, une fois la Révolution accomplie (cf. Berth. *Mouvem. socialiste*, 1907 I. compte rendu d'un article de Kautsky dans la *Neue Zeit.*). Bernstein croit au contraire à la survivance des syndicats. Cf. Berthe, art. cit. et *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique* de Bernstein. « La dictature du prolétariat, cela veut dire partout où la classe ouvrière ne dispose pas déjà de très fortes organisations économiques et où elle n'a pas acquis encore par son apprentissage dans des assemblées autonomes, un degré très élevé d'indépendance morale — la dictature d'orateurs de clubs et de littérateurs. »

Le socialiste belge Vendervelde écrit : « La direction des affaires... appartiendrait non pas à l'Etat comme on le dit et le répète abusivement — mais à des corporations publiques autonomes sous le contrôle de l'Etat ».

Autonomie des industries sous le contrôle de l'Etat

Louis Blanc avait approfondi beaucoup plus que les collectivistes, dont nous avons brièvement rappelé les solutions, l'idée d'une décentralisation économique puisque son socialisme était entièrement fondé sur les associations ouvrières. Louis Blanc se donnait pour programme de substituer à la production capitaliste des entreprises sociétaires. Des associations de producteurs subventionnées par l'Etat étaient capables, pensait-il, de mettre fin au régime individualiste par l'*Organisation du travail* (1). Nulle formule n'a eu plus de prestige que celle-là. Organiser le travail, ce fut le mot d'ordre des socialistes et l'espoir de la classe ouvrière jusqu'au jour où l'expérience des ateliers nationaux (nullement conforme d'ailleurs aux projets de L. Blanc) (2) causa les émeutes et la sanglante répression, que l'on sait. Le succès des projets d'Organisation du Travail est aisé à expliquer : le socialisme sociétaire de L. Blanc n'avait pas la rigueur du communisme, il semblait concilier la liberté avec l'étatisme et ouvrait un avenir radieux aux sociétés ouvrières naissantes.

Le vice capital de notre société individualiste est, d'après L. Blanc, la concurrence, « pour le peuple, système d'extermination », et « pour la bourgeoisie elle-même, cause sans cesse agissante d'appauvrissement et de ruine (3) ». L'association de

(1) L. Blanc, *L'organisation du Travail*, 5^e éd., 1848.

(2) Cf. G. Cahen, *Louis Blanc et la Commission du Luxembourg*.

(3) L. Blanc, *op. cit.* p. 27.

tous les ouvriers d'une même branche d'industrie tue la concurrence et délivre la Société de la lèpre, qui la ronge. C'est donc un devoir pour l'Etat de prêter son concours aux associations de producteurs. Bien plus c'est un droit pour les ouvriers d'exiger une subvention qui leur est nécessaire pour se « procurer les instruments de travail, sans lesquels l'activité humaine ne peut se donner libre carrière (1). » Par l'ouverture d' « ateliers sociaux » dans les branches les plus importantes de l'industrie nationale » (2) le gouvernement reconnaîtra le *droit au travail*, droit nouveau, que la Révolution de 1848 voulait ajouter à la Déclaration des Droits de l'homme. L. Blanc propose d'émettre un emprunt pour la création des « ateliers sociaux » et de subventionner toutes les associations ouvrières, qui se conformeront au statut rédigé par le gouvernement. Le principe essentiel de ce statut devrait être la suppression de toute concurrence.

Toutes les associations existantes dans une même branche d'industries seraient tenues de se grouper et de ne former — commercialement parlant — qu'une seule entreprise. « Il y aurait donc dans chaque sphère de travail, que le gouvernement serait parvenu à dominer, un atelier central duquel relèveraient tous les autres en qualité d'ateliers supplémentaires (3) ». Chaque atelier social comprendrait d'ailleurs « des professions diverses groupées autour d'une grande

(1) L. Blanc, *op. cit.*, p. 19.

(2) L. Blanc, *op. cit.*, p. 102.

(3) *Op. cit.*, p. 107.

industrie, parties différentes d'un même tout, obéissant aux mêmes lois et participant aux mêmes avantages (1). » Les salaires seraient égaux, mais une éducation nouvelle provoquerait à l'émulation. D'ailleurs tous les ouvriers seraient intéressés à la bonne marche de leur entreprise, car une part des bénéfices ($1/3$) serait répartie entre eux. Un autre tiers serait employé à l'entretien des vieillards et des infirmes, ainsi qu'à l'allègement des crises. Le dernier servirait à fournir d'instruments de travail tous ceux qui voudraient faire partie de l'association (2). L. Blanc ne doute pas, que le patronage de l'Etat ne permette aux associations ouvrières de s'annexer peu à peu toutes les industries capitalistes réduites à composer avec un concurrent économiquement supérieur, ainsi s'étendra le socialisme sociétaire à toute l'industrie nationale.

A part les restrictions édictées pour la suppression de la concurrence et le maintien de l'égalité, les associations ouvrières bénéficieront de l'autonomie. Les ouvriers administreront eux-mêmes leur entreprise et éliront leur directeur (3). Ils jouiront en outre de la liberté individuelle la plus complète, même pour la consommation, toutefois L. Blanc espère qu'ils seront gagnés par les avantages de la consommation en

(1) *Op. cit.*, p. 104.

(2) *Op. cit.*, p. 104. Le projet de la Commission du Luxembourg rédigé par Vidal et Pecqueur reproduit servilement les idées exposées dans l'Organisation du travail. Cf. Cahen, *op. cit.*, p. 202 et s.

(3) L. Blanc et ses disciples ne font exception que pour la première année.

commun. Une fois accomplie l'œuvre d'organisation, « le rôle du gouvernement se bornerait à surveiller le maintien des rapports de tous les centres de production du même genre et à empêcher la violation des principes du règlement commun (1). » Le socialisme sociétaire peut être défini : « utopie » de l'organisation du travail par des associations ouvrières de production sous le contrôle de la Démocratie.

Les projets de L. Blanc ont incontestablement perdu de leur intérêt, les socialistes n'ont plus qu'une confiance restreinte dans les associations ouvrières (2), c'est-à-dire dans les coopératives de production et l'échec de la Révolution de 1848 a été fatal à la théorie de l'organisation du travail. Cependant la *Sociocratie* de M. Fournière, (directeur de la *Revue Socialiste*) n'est pas sans présenter beaucoup d'analogies avec le système de L. Blanc, mais de quel grand socialiste M. Fournière n'est-il pas le disciple ! il réunit Marx, Proudhon et les utopistes dans un même acte d'admiration. Son socialisme retarde de quelques décades sur le marxisme et nous ramène aux environs de 1848. Dans le système complexe et hybride pour lequel M. Fournière a composé le mot de *Sociocratie* une large place est faite aux associations auxquelles sont

(1) L. Blanc, *op. cit.*, p. 108.

(2) On sait que le socialisme allemand a eu longtemps avec Lassalle l'espoir de transformer la société au moyen des associations de production subventionnées par l'Etat. Le marxisme a violemment combattu cette théorie lassalienne.

(3) Fournière, *La Sociocratie*, 1910.

remises la plupart des fonctions réservées aujourd'hui à l'Etat. M. Fournière propose de ne socialiser, que « les moyens de production, évolués en monopoles capitalistes (1) » et de donner à ferme aux associations ouvrières ou même aux individus (là où la nature du travail s'y prête) toutes les entreprises commerciales et industrielles (2). M. Fournière pense, que la direction de l'industrie ne peut être laissée au Parti politique (3), incompetent par définition, qui gouvernera sous la raison sociale de l'Etat. La centralisation est un obstacle de fait à la liberté, comme le montre une comparaison des travaux respectifs de l'artisan du petit atelier industriel et de l'ouvrier de la grande usine. Le premier jouit de certains loisirs, il peut flaner, il organise lui-même sa tâche ; le second commence et cesse son travail au son de la cloche et est soumis à un règlement méticuleux. Si l'on veut que le collectivisme ne soit pas le régime de la cloche et du sifflet (4), il faut, pense M. Fournière, remettre la direction des entreprises aux producteurs eux-mêmes.

La liberté ne sera effective dans notre Démocratie, continue l'auteur de la *Sociocratie*, que le jour où existera un réseau complexe d'associations de toute nature. Il importe donc que des associations se créent

(1) Fournière, *L'individu, l'association et l'Etat*, 1907, p. 203.

(2) *Loc. cit.*

(3) Fournière, *La Sociocratie*, p. 53.

(4) Fournière, *La Sociocratie*, p. 54.

dans tous les domaines de l'activité sociale (1) : associations politiques, religieuses, littéraires, scientifiques, économiques, etc... M. Fournière les encourage toutes ; mais il fixe des limites à leurs ambitions, il ne souffrirait pas qu'elles aspirassent à une dictature des consciences et à un cumul de fonctions, il les veut bien sagement cantonnées dans leurs catégories (2). La Démocratie se méfie des associations trop puissantes, elle voit en elles des rivales, qui pourraient lui disputer le cœur des citoyens, aussi aime-t-elle que l'esprit de chaque individu soit partagé entre plusieurs groupements, dont aucun n'est capable alors d'exercer une complète suprématie (3). M. Fournière entrevoit le danger, que le particularisme des associations professionnelles pourrait faire courir à la nation et il présente un projet, qui ne manquera pas de contribuer au dispersement des activités individuelles entre une multiplicité de groupements à buts différents. Il propose en effet de faire voter les individus dans les associations de « catégorie ». Chacun aura donc d'autant plus de voix, qu'il fait partie de plus d'associations. N'est-il pas convenable au surplus, que les intérêts de l'art ne soient confiés qu'à ceux, qui s'intéressent à l'esthétique, et les intérêts de la religion qu'à ceux qui professent une croyance (4) ! L'enseignement — par exemple —

(1) Fournière, *op. cit.* p. 132.

(2) *Op. cit.*, p. 61.

(3) Cf. Bouglé, *La Démocratie devant la science*.

(4) M. Fournière voudrait « confier aux associations de ca-

incomberait à l'Etat, mais des associations de père de famille seraient admis à le contrôler, elles pourraient en outre passer des contrats avec des « associations universitaires et libres, même confessionnelles, mais non formées de prêtres et de religieux. »

La caractéristique de la Sociocratie serait une multiplication de l'activité par une puissante « intégration ». L'individu décuple ses forces grâce à l'association ; à chaque fois qu'il adhère à un nouveau groupement il augmente sa capacité, que l'isolement réduirait au contraire à néant. Mais au-dessus des associations et coordonnant pour ainsi dire leurs efforts doit apparaître l'Etat. Il exercera un pouvoir de contrôle et d'intervention dans l'intérêt de la collectivité tout entière. La Sociocratie se réalisera par « l'intégration réciproque de l'Etat et des associations », l'Etat abdiquera une partie de ses fonctions en faveur des associations et celles-ci courberont leur particularisme sous la tutelle de la Démocratie Sociale (1).

M. Fournière comme Louis Blanc semble vouloir

tégorie, facteurs essentiels de la solidarité générale, les fonctions économiques, esthétiques, idéologiques et morales, que l'Etat assume imparfaitement », *op. cit.*, p. 132.

(1) La Sociocratie est une synthèse du coopératisme et du syndicalisme. Elle unit le fédéralisme des consommateurs et celui des producteurs, mais elle est plus complexe encore, puisqu'elle ne se borne pas à l'économie. Cf. Fournière, *Un débat nouveau sur la République et la décentralisation*. J. Paul-Boncour, Ch. Maurras etc... p. 108. — C'est une synthèse du même genre qu'essaye M. Gaumont dans son livre *l'Etat contre la Nation*, 1911.

un Etat fort qui donnerait l'impulsion aux associations et les contrôlerait. Sa théorie comme celle de l'Organisation du travail est un cadre tout fait dans lequel la société doit s'établir. Proudhon discutant Louis Blanc oppose le « socialisme par en bas » que préconise *la capacité politique des classes ouvrières* au « socialisme par en haut », c'est-à-dire les développements spontanés de la vie sociale aux formations d'autorité (1). Il établit ainsi une heureuse distinction entre la décentralisation économique de Louis Blanc et son propre fédéralisme. Mais les nuances sont quelque peu délicates et la Sociocratie de M. Fournière pourrait être considérée comme une forme de fédéralisme si ses contours trop précis ne semblaient pas imposer un tracé à la société fédéraliste en marche.

(1) Les socialistes de l'Ecole du Luxembourg « ramènent tout à la souveraineté du peuple, au droit de la collectivité ; leur notion du pouvoir ou de l'Etat est absolument la même que celle de leurs anciens maîtres... Pour les hommes de cette école, le droit de l'homme et du citoyen relève tout entier de la souveraineté du peuple ; sa liberté même en est une émanation. » P. J. Proudhon, *De la capacité politique des classes ouvrières*. Dentu, 1865, p. 78.

CHAPITRE III

P. J. PROUDHON LA FÉDÉRATION AGRICOLE-INDUSTRIELLE

L'interprétation de l'œuvre riche et touffue de Proudhon est une des plus délicates qui soient, car les nombreuses variations de Proudhon et plus encore sa dialectique pénible de disciple de Hegel (1) empêchent de saisir l'unité de sa pensée. Les polémiques ardentes, qui sont menées depuis quelque temps autour du Proudhonisme ne sont pas pour faciliter la tâche du lecteur. Le syndicalisme, le démocratisme et le nationalisme prétendent « utiliser » Proudhon. MM. Berth (2) (ancienne et nouvelle manières), Bouglé (3) et Valois (4) se réclament tous de Proudhon ;

(1) Cf. Droz. P. J. Proudhon, p. 139 s. On connaît le mot de Marx : « Je l'infectais d'hégélianisme ».

(2) Berth, *Les nouveaux aspects du socialisme*. « Proudhon est avec Marx l'ancêtre du syndicalisme » : et Berth, *Proudhon en Sorbonne. L'Indépendance*, 1^{er} avril 1912, n° xxvii. Paris Rivière.

(3) Bouglé, *La sociologie de Proudhon*.

(4) Cf. *Cahiers du cercle Proudhon*. Revue bimensuelle. 1912.

celui que toute une génération a appelé le « père de l'anarchie » est considéré ailleurs comme l'ancêtre du mutuellisme. Il n'y aura bientôt plus un seul parti, qui ne place Proudhon dans sa galerie d'ancêtres. Ces contradictions des interprètes de Proudhon s'expliquent aisément par la complexité de l'œuvre. Chacun peut trouver dans Proudhon des arguments en faveur de ses propres idées et il n'est pas vraisemblables que l'on tombe jamais d'accord sur la qualification à donner au Proudhonisme.

Ceux qui veulent « utiliser » Proudhon auront toujours le choix entre la thèse et l'antithèse et négligeront complètement la synthèse, auquel Proudhon lui-même semble souvent donner peu d'importance (1).

Ces difficultés que présente le Proudhonisme sont presque insurmontables pour qui veut exposer la philosophie sociale de Proudhon, mais notre but est beaucoup plus modeste, nous nous contenterons de

(1) Cf. *La Guerre et la Paix*, in fine. C'est une pensée de paix, qui termine ce livre animé d'un souffle guerrier. — L'histoire des opinions de Proudhon sur la propriété est le classique exemple des dangers de sa méthode dialectique. De la formule fameuse du premier mémoire à la *théorie de la propriété*, qui clôt la série, il n'y a pas de contradictions, déclare Proudhon. Le livre de 1841 condamne la propriété, celui de 1846 la défend et l'ouvrage posthume réalise l'équilibre par l'établissement de garanties. Les mémoires se complètent mutuellement ; il ne faut voir qu'un mouvement de pensée là où des lecteurs superficiels seraient portés à reconnaître des oppositions irréductibles. C'est l'opinion de M. Arthur Muelberger. P. J. Proudhon. Leben u. Werke. Vorwort.

dégager sa théorie du fédéralisme économique. Les formules des différents ouvrages sont sur ce point concordantes, le fédéralisme économique ou mutuellisme est la thèse essentielle de Proudhon et il s'y est toujours tenu.

Il ne faut pas voir seulement dans Proudhon un polémiste habile, un dialecticien remarquable, accumulant (au hasard) les contradictions, emporté par le besoin de nier, il est encore le créateur de systèmes positifs encore intéressants à étudier. L'attention des économistes s'est souvent portée sur les négations de Proudhon, sa critique déclamatoire de la propriété a plus fait pour sa réputation que les théories positives qui l'ont mise au point, expliquée et légitimée. On a retenu la condamnation de l'usure et de la plus-value, les socialistes se sont servis de cette arme de guerre et ont complètement négligé les « approximations » ultérieures. Mais depuis quelques années l'œuvre de Proudhon semble profiter d'un revirement de l'opinion, les idées proudhoniennes redeviennent un sujet de réflexions et de recherches. M. Berthod a montré que Proudhon avait fait une théorie de la propriété que le socialisme agraire français — embarrassé dans les plis du marxisme utiliserait avec grand profit (1). Nous voudrions pareillement faire voir dans ce chapitre, que le fédéralisme économique de Proudhon est une ingénieuse (2) construction positive, qui n'a

(1) Cf. A. Berthod, *P. J. Proudhon et la Propriété (un socialisme pour les paysans)*, 1910.

(2) Si ces systèmes sont intéressants ce n'est pas qu'ils

pas vieilli ; et à laquelle même le mouvement ouvrier contemporain donne une véritable actualité.

Toutes les critiques de Proudhon et tous ces plans de réorganisation politique tendent à une limitation de l'Etat, à une réduction de l'autorité, à une diminution de l'appareil gouvernemental et comme il disait volontiers à une substitution du contrat à la loi. Dans son *Idée générale de la Révolution* Proudhon a conduit sa théorie jusqu'à ses conclusions logiques les plus absolues, jusqu'au « gouvernement de l'anarchie », mais on sait comment dans la suite (1) il a tempéré ses expressions en admettant sous le nom de fédéralisme une « approximation », qui n'est, à la vérité, que l'application des principes posés quelques années auparavant. Proudhon a toujours été un adversaire de la puissance étatique, quelque fut sa forme et en particulier de la démocratie unitaire. S'il lutte si obstinément contre l'Etat politique, ce n'est certes pas, pour remplacer le gouvernement par une administration plus lourde encore, aussi critique-t-il très violemment et le socialisme d'Etat des disciples de Saint-Simon et le communisme de Platon, Campanella, Cabet, sans se montrer plus tendre d'ailleurs pour l'organisation antilibérale du travail de l'Ecole du Luxembourg (2).

soient utilisables, mais bien parce qu'ils contiennent des aperçus curieux et très suggestifs.

(1) Proudhon, *Du principe fédératif*.

(2) Proudhon, *La capacité politique des classes ouvrières*, E. Dentu, 1863, p. 70 et s.

Parce que Proudhon a attaqué l'Etat et qu'il n'est pas communiste, les interprètes, en quête de classifications, l'appelle un anarchiste individualiste. L'expression est faite pour surprendre quiconque connaît la pensée proudhonienne. Anarchiste individualiste, l'inventeur du mutuellisme (1), anarchiste individualiste, l'auteur de la théorie de l'être social (2), anarchiste individualiste, l'écrivain de la *Capacité politique*. Les lecteurs s'étonnent, mais le classificateur n'y est pour rien. Puisque Proudhon ne peut être rangé parmi les socialistes d'autorité, il faut bien, coûte que coûte, le mettre avec les libertaires et voilà comment Proudhon fraternise avec Stirner. Il y aurait peut-être cependant un moyen terme qui sortirait d'embarras les économistes, c'est d'appeler tout simplement le système de Proudhon par le nom, que son auteur a voulu pour lui et de parler de son fédéralisme. C'est en effet le qualificatif, qui convient le mieux à une philosophie également éloignée de l'anarchisme individualiste et du collectivisme. Proudhon lui même ne déclara-t-il pas dans son *Principe fédératif* « tout ce que j'ai écrit depuis 25 ans peut se résumer en ces seuls mots : *fédération agricole-industrielle* (3) » ? ; et il désigne par cette expression l'ensemble des contrats que les fédérations politiques passeront entre elles

(1) Cf. Lagarde, *Le socialisme mutuelliste ou la revanche de Proudhon*, thèse, Paris, 1905.

(2) Cf. Berth, *Nouveaux aspects du socialisme*, p. 43.

(3) P. J. Proudhon, *Le principe fédératif*, éd. Dentu, 1863, p. 116.

pour garantir le mutuellisme. Le fédéralisme politique est donc la condition, le support nécessaire du fédéralisme économique (1). En vérité le prétendu anarchisme de Proudhon se réduit à une limitation de la contrainte étatique et à l'établissement de l'autonomie la plus complète, qu'il soit possible des communes et de tous les groupement naturels d'intérêts (2).

Proudhon voulant définir la *fédération agricole-industrielle* par opposition au système économique individualiste, écrit : « La féodalité financière et industrielle, a pour but de consacrer par la monopolisation des services publics, par le privilège de l'instruction, la parcellarité des travaux, l'intérêt des capitaux, l'inégalité de l'impôt etc., la déchéance politique des masses, le servage économique ou salariat, en un mot l'inégalité des conditions et des fortunes. La fédération agricole-industrielle au contraire tend à *approximer de plus en plus l'égalité* par l'organisation au plus bas prix et en d'autres mains que celles de l'Etat de tous les services publics, par la mutualité du crédit et de l'assurance, par la garantie du travail et de l'instruction par une combinaison de travaux, qui permette à chaque travailleur de *devenir de simple manouvrier, industriel et artiste et de salarié*,

(1) *Op. cit.*, p. 107. « Il faut au droit politique le contrefort du droit économique ».

(2) « Qui dit liberté dit fédération ou ne dit rien, qui dit république dit fédération ou ne dit rien, qui dit socialisme dit fédération ou ne dit rien ». *Du principe fédératif*, p. 136.

maître (1) ». Le but est très clairement indiqué : « approximer de plus en plus l'égalité », mais les moyens ne sont que brièvement rappelés ; pour les connaître il faut se reporter à des ouvrages antérieurs et particulièrement à *l'Idée générale de la Révolution*, que nous pourrions compléter par la *Capacité politique des classes ouvrières*. On nous objectera peut-être que nous unissons des théories qui paraissent parfois contradictoires, mais on voudra bien observer que le fédéralisme n'est que la conclusion pratique des principes anarchistes de Proudhon et que ses constructions économiques sont toutes inspirées par la même pensée et ne se contrarient pas, si ce n'est dans des détails de structure.

Le communisme n'a peut-être jamais eu d'adversaire plus terrible que Proudhon. L'auteur de la *Capacité politique* le condamne — et c'est l'argumentation qui s'impose — au nom de la Liberté et de la Famille ; mais Proudhon fait au communisme une autre critique, il lui reproche (cette fois, dans les *Confessions d'un révolutionnaire*) de croire faussement aux avantages de la concentration économique. « L'erreur fatale du socialisme, écrivait-il, a été jusqu'à présent de croire, que la somme des frais, comparativement au produit, diminue à mesure, que les opérations s'accroissent et que l'on peut faire entrer dans l'atelier un plus grand nombre de métiers et d'individus. C'est là-dessus que l'on a bâti tous les

(1) *Principe fédératif*, p. 111. Les phrases mises en italique ne le sont pas dans le texte.

plans de communauté, d'association, d'organisation du travail par l'Etat (1). » Or c'est le contraire, qui est vrai « en toute entreprise susceptible de prendre de l'extension les frais généraux croissent plus rapidement que le produit et le bénéfice » (2). La conclusion s'impose. « La séparation des entreprises » est une loi de la science économique. Proudhon l'affirme à propos de son mutuellisme. « Qui dit mutualité, suppose partage de la terre, division des propriétés, indépendance du travail, *séparation des industries*, spécialité des fonctions, responsabilité individuelle et collective, selon que le travail est individualisé ou groupé, réduction au minimum des frais généraux, suppression du parasitisme et de la misère (3). » L'indépendance des exploitations apparaît donc à Proudhon comme une vérité économique en même temps que politique et morale et il flétrit avec la même indignation centralisation et autoritarisme.

La méfiance si caractérisée de Proudhon pour la centralisation et l'autorité s'étend à l'association elle-même. Son individualisme « paysan » se refuse à l'introduction des associations en agriculture, tout au plus les souffre-t-il pour des besognes accessoires, pour faciliter le crédit par exemple (4). Pour la petite in-

(1) P. J. Proudhon, *Confessions d'un Révolutionnaire*, p. 135.

(2) *Op. cit.*, p. 134.

(3) *Cap. politique*, p. 93. Autant la division du travail « engendre de spécialités, autant elle crée de foyers d'indépendance » *Cap. politique*, p. 171.

(4) V. Berthod, *op. cit.*, p. 147 et s. P. J. Proudhon, *Théorie de la propriété*, p. 183.

dustrie, son opposition aux associations ouvrières est aussi nette et il reproche au gouvernement provisoire d'avoir encouragé les associations qui ne pouvaient que ruiner le petit commerce et les entreprises de capacités médiocres (1). Proudhon préfère à tout autre le travail libre et il a autant de sollicitudes pour la bourgeoisie moyenne, que pour le prolétariat de l'usine. Il ne se dissimule pas cependant que le temps des petits ateliers est passé ; un retour en arrière est impossible. La force collective qui est l'organisation des forces individuelles en vue d'une œuvre unique est supérieure à la somme de ces forces individuelles ; la grande industrie avec sa division du travail minutieuse, avec son machinisme développé a une supériorité incontestable. Proudhon en fait l'aveu. Mais cette augmentation de productivité ne s'accompagne d'aucun avantage pour l'ouvrier, celui-ci en effet n'est payé que de son effort individuel, la différence de l'effort collectif et des efforts individuels étant le bénéfice usuraire du patron, le surprofit, est-on tenté de dire. En outre, l'ouvrier a un travail parcellaire, il ne fait plus qu'un geste, il ne sait plus qu'une partie de la fabrication. La machine, si elle accroît son bien-être, diminue sa dignité d'homme, elle en fait un salarié, c'est-à-dire un serf. L'association est nécessaire ici pour donner à l'ouvrier le bénéfice de la force collective et surtout pour lui rendre la liberté en supprimant l'inégalité qui existe entre la caste des capi-

(1) *De la capacité politique*, p. 80.

talistes et la caste des salariés. « Toute industrie, exploitation ou entreprise, qui, par sa nature, exige l'emploi combiné d'un grand nombre d'ouvriers de spécialités différentes, est destinée à devenir le foyer d'une société ou compagnie de travailleurs (1). » Le critérium, qui permet de distinguer la grande et la petite industrie et par conséquent de dire où il convient de créer des associations, n'est pas le nombre des ouvriers, c'est la solidarité des travaux. Si chez un bottier, par exemple, plusieurs compagnons font le même travail, il n'y a pas grande industrie, celle-ci apparaît quand les efforts sont coordonnés, quand, pour ainsi dire « chaque homme s'engrène à l'homme comme la roue à la roue ». La démarcation à défaut de rigueur a le mérite d'une grande simplicité.

La production ne sera donc pas réglée sur un plan uniforme. La terre, l'atelier et l'usine auront chacun leur organisation différente. Proudhon nous décrit avec quelque lyrisme cette complexité économique.

« D'un côté, voici les paysans, maîtres enfin du sol, qu'ils cultivent et où leur volonté est de prendre racine. Leur masse énorme, indomptable, ralliée par une commune garantie, unie d'un même intérêt, assure à jamais le triomphe de la démocratie et la solidité du contrat (2).

« D'autre part, ce sont ces petits fabricants, arti-

(1) *Idee générale de la Révolution au XIX^e siècle*, p. 227.

(2) Proudhon a inventé un système de garanties pour protéger la propriété contre elle-même et contre l'Etat. V. *Théorie de la Propriété*, p. 239 et 240.

sans, marchands, volontaires du commerce et de l'industrie, travaillant isolément (1) ou par petits groupes, les plus mobiles des êtres, qui préfèrent à la souveraineté du sol, leur incomparable indépendance, sûrs d'avoir toujours une patrie là où ils trouvent du travail.

« Enfin apparaissent les compagnies ouvrières, véritables armées de la révolution, où le travailleur, comme le soldat dans le bataillon, manœuvre avec la précision de ses machines ; où des milliers de volontés intelligentes et fières, se fondent en une volonté supérieure, comme les bras, qu'elles animent, engendrent par leur concert une force collective, plus grande que leur multitude même (2). »

Le petit paysan et le petit industriel ont des garanties que nous indiquerons plus tard ; les associations ouvrières sont soumises à un double statut qui règle leurs relations avec la collectivité et leurs rapports avec leurs membres. La grande industrie est comparée par Proudhon à une terre nouvellement découverte et vers laquelle la Métropole envoie une colonie, dont l'organisation est déterminée contractuellement (3).

(1) « Le principe de la mutualité... est de n'associer les hommes, qu'autant que les exigences de la production... la sécurité des producteurs eux-mêmes, le requièrent. » *Cap. pol.* p. 172.

(2) *Idée générale de la Révolution*, p. 232.

(3) Le système de Proudhon repose sur l'idée de contrat social, mais la conception de Proudhon est très différente de celle de Rousseau, celui-ci fait élire des arbitres souverains,

Les compagnies ouvrières ne sont pas des sociétés commerciales en vue du gain, elles diffèrent des entreprises capitalistes et des associations ouvrières que l'année 1848 a vu naître et mourir, elles se développent sous un régime mutuelliste, c'est-à-dire qu'elles sont soumises au principe de réciprocité économique. « En conséquence, la compagnie ouvrière s'engage à fournir au prix le plus près du revient les produits et services qui lui sont demandés et à faire jouir le public de toutes les améliorations et perfectionnements désirables » (1). Elle doit en outre, assurer aux travailleurs le juste salaire.

Proudhon pense que dans notre régime individualiste existe une véritable perversion de toutes les valeurs ; la mode, la réclame font qu'un médecin illustre obtient une rémunération princière (2), la vogue détruit l'équilibre réel des valeurs et ainsi l'égalité dans les échanges, (principe commercial et mercantile dont Proudhon fait la base du mutuellisme), ne peut plus être observée. Il importe en conséquence qu'une norme des valeurs soit adoptée représentant, par exemple, le travail d'un ouvrier valide pendant 10 heures par jour (3) et que tous les efforts des tra-

celui-là limite le contrat à une catégorie d'objets en maintenant ainsi l'indépendance des parties contractantes. V. Bouglé, *La Sociologie de Proudhon*, p. 243.

(1) *Op. cit.*, p. 233.

(2) *De la cap. pol.* p. 119.

(3) *Op. cit.*, p. 124. « Nous pouvons définir la journée de travail ; c'est en toute industrie et profession, ce que peut fournir de service ou produire de valeur un homme de force,

vailleurs soient mesurés à l'aide de cette nouvelle unité. On aura soin, bien entendu, de distinguer la qualité des travaux : direction et exécution. « Le salaire (sera) proportionné à la nature de la fonction, à l'importance du talent, à l'étendue de la responsabilité. »

Les services publics doivent aussi être organisés d'après des principes fédéralistes. Les fonctions politiques disparaissent, l'unité économique remplace la centralisation étatique. L'autorité est anéantie (1), le pouvoir s'éclipse.

L'idée maîtresse de Proudhon est celle de tous les socialistes : projection de la société sur le plan de l'atelier. Le gouvernement, avec ses agents de police, ses gendarmes et ses juges est éliminé, mais les

intelligence et âge moyens, sachant bien son état et ses diverses parties dans un intervalle donné, soit dix, douze et quinze heures pour les parties où le travail peut s'apprécier à la journée ; soit une semaine, un mois, une saison, une année, pour celles qui réclament un laps plus considérable de temps. »

(1) « Ce que nous mettons à la place du gouvernement, nous l'avons fait voir, c'est l'organisation industrielle. *Ce que nous mettons à la place des lois, ce sont les contrats.* Point de loi votée ni à la majorité, ni à l'unanimité ; chaque citoyen, chaque commune ou chaque fédération fait la sienne. Ce que nous mettons à la place des pouvoirs politiques ce sont les forces économiques ; ce que nous mettons à la place des anciennes classes de citoyens, noblesse et roture, bourgeoisie et prolétariat, *ce sont les catégories et spécialités de fonctions*, agriculture, commerce, etc... Ce que nous mettons à la place de la police, c'est l'identité des intérêts. Ce que nous mettons à la place de la centralisation politique, c'est la centralisation économique » (*Idee générale*, p. 259)

fonctions économiques de l'Etat sont maintenues après transformation. Elles sont confiées à des associations qui doivent les remplir au mieux des intérêts de la collectivité. Les rapports hiérarchiques sont abolis, car les ouvriers à qui on a accordé des droits politiques, doivent pouvoir les exercer sans limitation. « D'abord s'associant entre eux, ils (les ouvriers) choisiront leurs conducteurs, leurs ingénieurs, leurs architectes, leurs comptables ; puis ils traiteront directement, de puissance à puissance, avec les autorités communales et départementales, pour l'exécution des travaux. Loin de se soumettre à l'Etat, ils seront l'Etat lui-même, c'est-à-dire en ce qui concerne leur représentation industrielle, la représentation directe, vivante du Souverain (1). » Ces associations passent donc des contrats avec l'Etat, elles sont souveraines dans le domaine propre de leur activité professionnelle, et la collectivité profite du changement : « Qu'ils se donnent une administration, qu'on lui ouvre un crédit, qu'ils fournissent caution et le Pays trouvera en eux une garantie supérieure à celle de l'Etat ; car eux, du moins, sont responsables de leurs actes, l'Etat ne répond jamais de rien (2). » Proudhon donne ici la formule la plus hardie qui soit du syndicalisme administratif, comme nous dirions aujourd'hui (3).

Les cadres de l'organisation fédéraliste de la pro-

(1) *Idee générale*, p. 294.

(2) *Loc. cit.*

(3) Cf., notre dernier chapitre.

duction que nous avons décrits ne sont certainement pour Proudhon qu'une partie accessoire du nouveau système. Il ne suffit pas de dire où l'ouvrier travaillera, ni même comment il sera rétribué, il importe d'indiquer comment il travaillera et Proudhon construit une théorie du travail. Pour mieux réhabiliter le travail, pour lui élever un piédestal plus digne de lui, Proudhon fait de l'action et de la technique la source de la pensée humaine. « L'idée avec ses catégories naît de l'action. Elle doit retourner à l'action (1) », ou encore « La philosophie et les sciences doivent rentrer dans l'industrie à peine de dégradation pour l'humanité ». Proudhon découvre dans le travail un aspect subjectif qui est liberté, félicité et un élément objectif, qui est servitude. Le problème à résoudre est que la liberté l'emporte sur la fatalité. La solution n'est pas dans une augmentation de salaires, et dans une réduction des heures de travail obtenues par des grèves, « il faut pour relever la condition de l'ouvrier commencer par *relever sa valeur* : hors de là point de salut, que les travailleurs se le tiennent pour dit (2). » Les moyens de relèvement sont : 1° la justice commutative, qui est la propre dignité du travailleur reconnue dans ses semblables ; 2° l'éducation professionnelle encyclopédique. L'apprentissage est avec notre système de production parcellaire, l'enseignement d'une spécialité, aussi l'apprenti ignore presque tout de l'industrie à laquelle il collaborera, il devient

(1) *De la Justice dans la Révolution*, t. II, p. 327.

(2) *Op. cit.*, p. 329.

un rouage inintelligent, il est bientôt terrassé par la routine. L'industrie « mère des sciences » devrait être enseignée au complet, comme les sciences elles-mêmes, l'ouvrier (comme le polytechnicien) ferait un choix à la fin de ses études ; 3° l'organisation de l'atelier. L'industrie ne doit pas être parcellaire, il faut que l'ouvrier ait la possibilité de faire des travaux variés. Sa vie deviendra alors une félicité, il la passera à reproduire les découvertes scientifiques, il sera heureux par le travail (1). Le peuple d'ailleurs ne réclame pas d'autre bonheur.

Proudhon ne s'explique pas sur la formation du capital nécessaire aux entreprises, c'est en effet qu'il considèrerait la question comme résolue par son organisation du crédit. Il veut (en attendant) que la classe ouvrière commande les associations, de cette manière les ouvriers seront libérés de l'intérêt des capitaux en même temps que du profit des entrepreneurs.

Pour comprendre le fonctionnement des associations industrielles de Proudhon, il faut savoir sous quel régime de l'échange elles se développeront. Si elles devaient vivre sous le système de l'intérêt avec

(1) *Op. cit.*, p. 333. Le travail deviendra une félicité, comme avec le Fourierisme, mais les deux théories du travail sont complètement contradictoires. L'« attrait » du travail est obtenu dans le Fourierisme par une grande variété d'efforts, par une combinaison de « séries », le but est de faire du travail un jeu. Le plaisir dans le système de Proudhon est la conséquence d'une meilleure intelligence du travail et le but est de faire de l'ouvrier un artiste.

les subsides de l'Etat ou leurs propres forces, elles ne différeraient pas des associations ouvrières, que les socialistes de 1848 préconisaient ; mais elles doivent profiter de la transformation du crédit. Proudhon attachait une importance capitale à la circulation. Quand, en 1848, une grande crise éclata, il diagnostiqua le mal avec précision. « Le crédit est tombé, par suite le travail a été suspendu. » C'est alors qu'il proposa des solutions, qui, pour être des solutions de circonstances, n'en donnent pas moins une idée exacte de la pensée de Proudhon sur cette question.

Le « socialisme de l'échange » (1) de Proudhon vise à supprimer la spéculation, non pas seulement celle que nous flétrissons du nom d'agiotage, mais encore celle moins impudente qui se cache dans tout acte de commerce. Proudhon ne prononce pas le serment de Fourier, mais sa haine de la « foi commerciale » n'est pas moins grande que celle qui animait l'ardent contemplateur du commerce. Il observe que la spéculation est causée par la valeur d'échange (2), rapport accidentel variable avec la concurrence, avec « l'anarchie du marché et le bon plaisir commercial ». Il marque la classique opposition de la valeur d'usage, utilité personnelle et de la valeur d'échange, utilité sociale et espère résoudre l'antinomie par une de ces synthèses qui lui sont familières, il établira la « constitution sociale de la va-

(1) Cf. Auccuy, *Les systèmes socialistes de l'échange. Thèse*, Paris. 1908.

(2) *Cap. pol.*, p. 130 ss.

leur » en remplaçant « l'anarchie du marché et le bon plaisir commercial » (1) par une comparaison des choses au point de vue du travail, qu'elles ont coûté à produire.

Ici Proudhon fait exceptionnellement appel à l'Etat. Le gouvernement arrêtera « le prix de commerce pour tous les produits et services au prix de revient du jour qui précédera la promulgation du décret, soit 25 0/0 en général au-dessus du prix de revient du jour qui suivra la promulgation : la différence entre les deux prix étant laissée comme latitude à la concurrence et bénéfice aux entrepreneurs (2). »

Mais la critique de Proudhon, comme de tous les adversaires radicaux de la spéculation ne s'est pas arrêtée à l'apparence ; derrière l'agiotage elle a atteint la monnaie métallique. La Banque d'Echange, qu'il veut fonder, doit se passer de capital et de fonds

(1) *Solution du problème social*, p. 106.

(2) Pour empêcher même toute spéculation au-dessous du maximum fixé, Proudhon dans son *Projet d'Exposition universelle* propose la création d'une société, sorte d'immense bazar, qui réunirait les produits du plus grand nombre possible de fabricants dans le *Palais de l'Industrie* et qui ferait varier les prix des différentes marchandises d'après le nombre des demandes ; cette société ferait fonction d'Assurance Mutuelle, elle compenserait les pertes. Le *Projet* suppose la réunion de tous les commerçants, ce serait comme une immense cartell ayant un monopole de fait. M. Aucuy remarque que Proudhon aboutit ici à un collectivisme déguisé (*op. cit.*, p. 182). Les conclusions de M. Aucuy sont peut-être justes, mais on peut affirmer que Proudhon n'avait pas prévu cette conséquence de son système d'ailleurs rapidement élaboré, œuvre de circonstance, vite oubliée. *Solution du problème social*, p. 108.

de réserve, elle n'a pour tout bien que la solidarité de ses membres ; son crédit lui vient de l'adhésion des producteurs, qui s'engagent à donner leurs marchandises pour son papier.

La fonction de la Banque d'Echange est d'émettre des billets, très comparables aux billets de Banque actuels, mais donnant droit à une marchandise et non remboursables. La Banque escompte avec ce papier les lettres de change que les producteurs ont tiré pour un quantum de marchandises spécifiées. Les lettres soumises à l'acceptation et à la provision fournissent une garantie suffisante à la Banque mutualiste, qui ne traite d'ailleurs qu'avec des gens solvables, en se conformant aux usages des établissements de crédit capitalistes.

Comme la Banque se passe complètement de numéraire, elle peut escompter les lettres de change à un taux extrêmement bas, qui la dédommage seulement de ses frais généraux. L'intérêt est supprimé et ainsi se trouve réalisé le crédit gratuit, le crédit « mis à la portée de tous, même des simples ouvriers qui, chaque jour, pourront apporter le fruit de leur travail, exposer leurs inventions et leurs chefs-d'œuvre et emporter en échange la matière première nécessaire à leur travail de demain (1). » Le crédit gratuit révolutionnera la société, il supprimera la rente, le fermage, tous les prélèvements de la féodalité financière. Il résoudra le problème économique.

(1) *Solution du problème social*, p. 271, cf. Aucuy, *op. cit.* et Lagarde, *Le socialisme mutualiste*.

Cette réforme profonde, dont l'intelligence était nécessaire pour comprendre le fédéralisme économique de Proudhon, si intimement lié à son mutualisme, sera accomplie sans le secours de l'Etat. On sait que Proudhon fonda lui-même une Banque du peuple, que les circonstances empêchèrent de fonctionner. Proudhon apparaît donc ici encore un anti-étatiste résolu. Son individualisme économique (entreprises privées ou associations ouvrières) n'est tempéré que par des contrats mutualistes. Cependant ce défenseur de l'autonomie préconise souvent *la centralisation économique* (1).

C'est que Proudhon ne va pas dans son opposition à la contrainte jusqu'à soutenir que les industries ne doivent être unies que par les liens de l'échange, il reconnaît la nécessité de certaines « fonctions de relations » que les travailleurs sont aptes à remplir. Dans les *Confessions d'un révolutionnaire* qui sont l'histoire de ses œuvres plus encore qu'une autobiographie, Proudhon explique ce qu'il entend par cette « centralisation économique » qui doit remplacer « la centralisation politique ». « Ne nous semble-t-il pas, écrit-il, ... que les commerçants, fabricants, manufacturiers, industriels de tout espèce, ayant dans les *chambres de commerce* leurs cadres tout ouverts, pourront également, sans le secours du pouvoir, sans attendre leur salut de son bon plaisir ou leur ruine de son inexpérience, *organiser par eux-mêmes, à leurs*

(1) *Idee générale de la Révol.*, p. 259.

frais, une administration centrale, débattre leurs affaires en assemblée générale, correspondre avec les autres administrations, prendre toute décision utile, sans attendre le visa du président de la République, et puis confier l'exécution de leurs volontés à l'un d'entre eux, *élu par ses pairs* et qui serait ministre (1) ». Proudhon remet donc le vote de la loi et son contrôle aux intéressés, il admet un système corporatif, chaque ministère ne dépendrait plus de l'Etat, entité métaphysique, mais de la collectivité compétente. Les agriculteurs choisissent le ministre de l'agriculture, les commerçants le ministre du commerce, etc... « Toutes les fonctions sont indépendantes et se gouvernent par elles-mêmes (2). » Si l'on veut conserver l'image d'un gouvernement, on pourra « grouper par leurs sommets ces administrations différentes, on obtient un pouvoir exécutif, qui pourra se passer du Conseil d'Etat ».

Au-dessus de ce pouvoir une assemblée pourra être maintenue. Elue directement, par tout le pays, elle agira comme un « grand jury », elle ne nommera pas les ministres, mais elle les contrôlera, elle fera les lois, elle fixera le budget, elle « jugera les différents entre les administrations, le tout après avoir entendu les conclusions du ministère public ou ministre de l'intérieur, auquel se réduira désormais tout

(1) Proudhon, *Les confessions d'un révolutionnaire*, p. 188.

(2) *Op. cit.*, p. 191. Cf. *Programme révolutionnaire. Mélanges*, t. I, p. 71.

le gouvernement (1) ». Cette assemblée aura un pouvoir d'arbitrage, elle n'enlèvera pas la faculté de décider aux professionnels compétents. Dans une pareille société, comme dans l'infini de Pascal, le centre est partout, la circonférence nulle part. L'unité est « purement économique et invisible ».

Lorsque Proudhon a fait la théorie du fédéralisme politique, la localité lui a paru plus importante que la profession, et il a demandé l'autonomie des intérêts locaux, mais rien ne permet de dire qu'il ait alors abandonné sa thèse de l'autonomie professionnelle, car dans un ouvrage écrit dans les dernières années de sa vie : *la Théorie de la Propriété*, il reste fidèle à l'exposé antérieur et en donne cet excellent résumé. « L'Etat, écrit-il, se compose : 1° de la fédération des propriétaires groupés par districts, départements et provinces ; 2° des associations industrielles, petites républiques ouvrières ; 3° des services publics (à prix de revient) ; 4° des artisans et marchands libres (2). » Proudhon combine région et profession, il admet l'autonomie de tous les intérêts quelqu'ils soient. Sa pensée paraîtra plus claire, si l'on explique sa *théorie* au moyen des Bourses du Travail contemporaines, qui réunissent les syndicats (ou professions) d'une même localité.

« Qui dit liberté dit fédération ou ne dit rien ».

(1) *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 191.

(2) *Théorie de la propriété*, p. 240.

Cette formule exprime heureusement ce qu'était le fédéralisme pour Proudhon. C'est parce qu'il est *individualiste*, que Proudhon est fédéraliste, il pense en effet que l'autoritarisme et la centralisation empêchent le développement des individus et que ceux-ci ont besoin de se créer par l'association des garanties contre l'Etat et contre le monopole, c'est-à-dire des garanties politiques et économiques. L'autonomie locale et le mutuellisme sont des protections contre l'oppression, contre « le communisme barbare » et le « servage féodal ». Le mutuellisme consiste dans un système de contrats passés pour limiter la spéculation et assurer le crédit à tous, afin que la concurrence puisse être effective et devienne enfin pour tous une réalité, comme le voulait la Révolution ; l'association ouvrière n'existera que dans la grande industrie, c'est-à-dire là seulement, où elle est nécessaire, elle entrera, elle aussi, dans le système mutuelliste, en profitant des garanties, que la fédération assure. La société sera couverte de groupements économiques, qui se mêleront aux groupements locaux et passeront entre eux des contrats. Le suffrage universel et la souveraineté du peuple, vestiges métaphysiques, auront disparu, chaque profession réglera ses intérêts propres, chaque localité fera ses lois, l'accord résultera de transactions, dont un grand jury national sera l'arbitre. L'unité ne sera plus politique, c'est-à-dire extérieure à la production, elle résultera de l'organisation du travail par lui-même (1). Alors sera réalisée

(1) « Le seul rapport qui existe entre le gouvernement et le

« la révolution par la liberté » ou comme dit encore Proudhon *la révolution par en bas*. L'ordre fédéraliste sera constitué par la base, il reposera sur la mutualité ou l'échange, sur l'égalité commerciale.

Ce n'est pas Proudhon, mais l'anarchiste russe Bakounine qui représente aux regards d'un grand nombre les idées fédéralistes, il oppose en effet la fédération universelle des communes au « communisme » (1) marxiste. Le système de Bakounine est très simple : l'individu fera partie de l'association ou de la commune propriétaire; qu'il lui conviendra d'adopter, il ne subira aucune contrainte. Chaque commune s'administrera elle-même, mais Bakounine pense, que la plupart reconnaîtront le principe du droit au produit intégral du travail. On chercherait en vain dans Bakounine les germes d'une organisation, car on ne peut donner ce nom à ses affirmations sur l'avenir de la commune. Nous avons pu parler à propos de Proudhon d'un *ordre fédéraliste*, le mot serait très inexact s'appliquant à Bakounine. C'est que Bakounine exalte l'individu, ne consent à mettre aucune borne à son libre-vouloir, et proclame son indépendance absolu, tandis que Proudhon — malgré quelques outrances de langage —

travail, c'est que le travail en s'organisant a pour mission d'abroger le gouvernement ». *Confessions d'un révolutionnaire*, p. 65.

(1) Le mot de collectivisme était employé par Bakounine et celui de communisme par Marx. L'histoire, on le sait, a modifié le sens de ces mots.

veut l'individu enraciné dans sa province et dans sa profession, soumis à la stricte morale traditionnelle, aimant sa famille et son travail d'un culte mystique. Proïdhon est antiétatiste par respect pour les belles et naturelles éclosions de la Vie Sociale, et il désavouerait l'anarchisme sans nuances de son pseudo disciple.

L'influence de Bakounine sur le socialisme français fut à peu près nulle. Cela nous dispense d'étudier cet anarchiste russe, dont l'œuvre est beaucoup moins intéressante que la vie. Il nous suffira de rappeler, qu'il projetait de remettre la propriété du sol et des moyens de production aux groupes de producteurs (1) en leur laissant le droit de fixer eux-mêmes le mode de partage et qu'il espérait que des fédérations se constitueraient progressivement jusqu'à englober tout l'univers. La confiance (2) de Bakounine dans le fédéralisme était si grande qu'il conseillait aux Français en 1870 de remettre à chaque village le soin de diriger les hostilités (3). « Idéaliste sentimental », Bakounine pense que leurs instincts suffiront à guider

(1) « On se prononçait donc pour la propriété collective du sol, des matières premières et des instruments de travail et on laissait aux groupes de production ou aux communes qui les réuniraient la liberté de fixer le mode du partage, mais toujours prédomine l'idée que chacun doit recevoir le produit intégral de son travail, » (*Bakunin: Socialpolitischer Briefwechsel*, p. 339).

(2) Cf. de Préaudeau, *op. cit.*, p. 192 s.

(3) Lettre à un français in *Bakunin's socialpol. Briefwechsel*.

les hommes, lorsqu'une révolution violente (1) aura détruit le capitalisme. Alors les Etats disparaîtront pour faire place à une « grande fédération internationale et universelle (2) ».

Nous retrouverons des « utopies » très analogues dans le syndicalisme mais elles ne dérivent pas de Bakounine.

(1) Bakounin, *op. cit.*, p. 332 : *Statuts de l'Alliance socialiste internationale*.

(2) Bakounine, *La Commune de Paris et la notion de l'Etat* broch. (éd. des temps nouveaux) 1899. Bakounine parle d'une fédération se constituant de *bas en haut*, ailleurs il dit *von unten herauf* (Socialp. Briefwechsel, Einleitung cv).

CHAPITRE IV

SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE

1. — LES THÉORICIENS

La philosophie syndicaliste est toujours présentée comme une interprétation du mouvement ouvrier contemporain. Les théoriciens empruntent à l'empirisme, c'est-à-dire à la pratique ouvrière l'idée de lutte de classe, qui est à la base du syndicalisme, leur rôle est d'« approfondir » cette idée et d'empêcher que le prolétariat ne soit gagné par le démocratisme décevant, afin qu'il puisse régénérer la société en lui apportant une « nouvelle évaluation de valeurs morales ».

Les penseurs syndicalistes ne prétendent pas que leur philosophie soit sortie toute armée du cerveau ouvrier, ils reconnaissent les emprunts faits à Proudhon et à Marx ; mais ils observent que ni la critique de l'Etat faite par Proudhon, ni les pénétrantes analyses du *Capital* de K. Marx n'ont influé beaucoup sur la formation de la pratique syndicale. Le passage du socialisme parlementaire au syndicalisme résulte

d'une expérience ouvrière, elle est la conséquence de certains faits bien connus de l'histoire contemporaine (1). Les ouvriers français, électeurs du parti socialiste, admirateurs de la Démocratie politique et partisans du socialisme d'état, ont secoué leur torpeur, quand ils ont compris, qu'ils n'avaient rien à attendre des politiciens, bavards et incapables d'administrer même une caisse de journal, et que toute réforme, qui laisserait subsister le régime capitaliste serait une duperie, parce qu'elle consisterait toujours en un replatrage. L'usage et l'extension des grèves ont surtout contribué à révolutionner les conceptions anciennes. Les ouvriers groupés dans le parti socialiste ne prenaient conscience de l'unité de classe que dans les manifestations politiques et au moment du vote ; encore cette unité était-elle bien imparfaite puisqu'elle était compatible avec l'existence de chefs, transfuges de la bourgeoisie financière, avec la présence dans les rangs socialistes de petits bourgeois mécontents et d'intellectuels. Tant que le Parti Socialiste s'est contenté de faire une opposition systématique à tous les projets gouvernementaux, les formules révolutionnaires ont brillé d'un vif éclat, mais cette splendeur a été ternie par l'alliance du Parti avec une fraction de la bourgeoisie et par l'entrée au ministère de députés socia-

(1) Cf. les brochures de la Bibliothèque du *Mouvement Socialiste*, les articles parus dans le *Mouvement Socialiste*, d'H. Lagardelle et les *Réflexions sur la violence* de G. Sorel, nous avons beaucoup utilisé ces écrits dans les quelques pages qui vont suivre.

listes. Les ouvriers ont compris, que l'air du Palais Bourbon anémiait le socialisme. A une autre époque, sans doute, ceux qui faisaient de pareilles constatations étaient rejetés dans l'indifférentisme ou dans l'anarchisme, si souvent excommunié par les Congrès socialistes. Mais les ouvriers vers 1900 avaient un autre emploi de leurs énergies : le syndicat s'offrait à eux, où ils pouvaient dépenser leur activité. Pour les réformateurs de 1884 le syndicat avait semblé un moyen — d'ailleurs inévitable — de régler les conflits du travail et puisqu'il était nécessaire d'accorder la liberté syndicale, les juristes démontrèrent qu'aussi bien elle était dans la logique des principes de 1789. Mais il se trouve qu'à l'abri du syndicat les ouvriers ont travaillé à reconstituer toute une organisation professionnelle et ont développé leur conscience de classe. Les Bourses du Travail par les œuvres de mutualité et de placement, par leur propagande et surtout les Syndicats par leur action en temps de grève créent dans l'âme des militants ouvriers le sentiment d'une sécession du prolétariat. En temps de paix, le syndicat tend à s'emparer de l'ouvrier, à l'accaparer, en temps de guerre il tend à l'opposer à la société bourgeoise, il lui donne une âme révolutionnaire. La grève n'est pas en effet pour les syndicalistes une mésentente passagère, que solutionne à l'amiable un comité d'arbitrage, elle est un épisode de la lutte permanente entre le Capital et le Travail et le contrat collectif, qui clôt les hostilités, n'est qu'un armistice. La grève a donc un sens révolutionnaire, il ne faut pas apprécier ses mérites par

un calcul de profits et pertes, comme font les philanthropes du *Musée Social*, car la grève a des avantages moraux elle a une valeur éducative, elle forme des individualités fortes, elle suscite des dévouements.

Ce n'est pas en conséquence le résultat matériel des grèves, que les écrivains syndicalistes considèrent, mais l'héroïsme, qu'elles créent. Voilà pourquoi ils donnent tant d'importance aux actes de violence. La violence, qu'ils conseillent, n'est ni l'acte de force d'un gouvernement, ni la vengeance ou la destruction, c'est un acte de guerre ; la violence syndicaliste, pourrait-on dire encore, c'est l'état d'esprit des ouvriers qui n'ont pas le respect de la légalité bourgeoise et ne comptent que sur leur énergie personnelle (1). Les syndicalistes font de la grève la même apologie, que Proudhon de la guerre, ils sont les « nationalistes de la lutte de classes », ils ne veulent pas recourir à l'arbitrage et voient des questions d'honneur là où d'autres n'aperçoivent que des conflits d'intérêt.

Les syndicalistes insistent souvent sur l'ampleur, que prend avec eux l'idée de classe et, en effet, que de transformations (2) depuis la *Capacité politique des classes ouvrières* ! Proudhon appelait les classes ouvrières à la conscience de leur originalité, il leur demandait de former un parti et dès lors le socialisme cessait d'être universel et abstrait pour devenir spé-

(1) Cf. G. Soul, *op. cit.*, p. 163 s.

(2) Cf. E. Berth, De l'Utopie à la Science, *Revue socialiste* 1901, p. 400 s.

cial et concret. Mais la conception des classes ouvrières était encore imprécise pour Proudhon et les « petits bourgeois » y trouvaient leur place. Marx a approfondi le concept par une analyse de la production capitaliste, et a assimilé le salariat et le prolétariat, en même temps il montrait dans la lutte de classe la cause de toutes les transformations historiques, morales et politiques, et il lui donnait le support d'une nécessité économique. Mais la lutte des classes se fixait pour but la conquête du pouvoir politique et elle s'affirmait dans des partis. L'originalité propre du syndicalisme est d'avoir compris, que « la lutte de classe devait être menée par des organisations de classe ». Comme la bourgeoisie a combattu la féodalité avec une organisation originale : la commune, ainsi doit faire le prolétariat.

L'idée de lutte de classe conserve sa vitalité à cause de la croyance à une catastrophe finale. Les compromis paraîtraient autorisés, si les combattants n'avaient pas l'espoir d'une victoire définitive, le réformisme n'est si violemment combattu, que parcequ'il effrite la théorie révolutionnaire et légitime les espoirs de paix sociale. L'aveulissement du prolétariat dans le réformisme n'est pas à craindre, pensent les syndicalistes révolutionnaires, car il dispose d'une image forte, impressionnante, qui synthétise les aspirations guerrières : la grève générale. On sait ce qu'est la grève générale pour M. Sorel. Aura-t-elle lieu ? M. Sorel n'ose l'affirmer, mais il pense, que la classe ouvrière a intérêt cependant à conserver ce

« mythe » (1), qui lui permet de développer des valeurs morales propres.

Seul le prolétariat peut « rendre des mœurs » à notre civilisation vieillie et épuisée, car formé dans la lutte il apporte au monde le *sublime*, dont notre morale chancelante a besoin. Il n'est même pas impossible, que la classe bourgeoise emportée malgré elle dans le combat n'en profite pour s'améliorer, pour perfectionner la production, et qu'elle ne trouve pas de moyen plus efficace pour se défendre, que de se rendre plus utile (2). Alors, sous la poussée du prolétariat organisé, le capitalisme atteindra sa « perfection historique ».

Lorsque M. G. Sorel développe sa théorie du mythe social, il se place en dehors du syndicalisme, dont il devient l'historien. Comme historien du Christianisme, on peut dire (comme le fait M. Sorel lui-même), que le mythe apocalyptique a été très utile à l'Eglise, parce qu'il a développé l'opposition du monde païen et du monde chrétien et empêché une fusion, qui aurait pu être fatale à la religion naissante (3). Mais le mythe,

(1) Cf. *Les réflexions sur la violence* Introduction et pour la discussion de cette idée, G. Guy-Grand, *La philosophie syndicaliste*, p. 41 et s.

(2) Comp., *Réflexions sur la violence* et P. Bourget, *Préface à la Barricade*. M. Bourget prêche la « force » à la bourgeoisie, il écrit : « Que faut-il entendre par ce mot force, quand il s'agit d'une classe sociale ? Tout simplement les qualités qui la constituent comme classe portées à leur plus haut degré... supériorité dans la culture... travail... » *Revue Hebdomadaire*, 5 mars 1910. Bourget, *La Barricade*.

(3) G. Sorel, *op. cit.*, p. 167.

une fois analysé, perd toute son efficacité, le mythe est donc une explication « externe » du mouvement syndicaliste. La remarque, malgré son évidence, méritait d'être faite, parce qu'elle empêche l'assimilation peu réfléchie, tentée par certains critiques, du syndicalisme des théoriciens et du syndicalisme des militants. Le syndicalisme révolutionnaire de MM. Sorel et Berth est l'affirmation, que le prolétariat ne peut être utile à la civilisation, qu'à condition d'être nettement révolutionnaire.

On comprend dès lors, que lorsque les intellectuels parlent de l'Avenir, ils n'ont en vue que le présent. Si la Révolution est un mythe, les descriptions de la cité future en sont à plus forte raison, mais ce sont des images indispensables à la classe ouvrière, car que seraient des révolutionnaires qui n'auraient en vue que détruire, sinon de détestables nihilistes ! La disparition de la société capitaliste, c'est-à-dire du salariat est un postulat nécessaire de la propagande révolutionnaire, c'est le but poursuivi par tous les militants. MM. G. Sorel, E. Berth et H. Lagardelle ne croient pas à cette disparition, au moins pour un temps prochain, l'acte journalier seul a pour eux une valeur révolutionnaire complète. Les considérations, qu'ils ont produites parfois sur la *Société Libre*, s'appliquent à synthétiser les aspirations ouvrières, elles tirent les conclusions logiques du mouvement ouvrier, non pas sans doute pour permettre au jour venu d'en faire l'application dans le monde devenu socialiste, mais uniquement pour orienter l'action quotidienne et mettre en valeur les résultats acquis par le

prolétariat dans la lutte pour son affranchissement.

L'idée la plus importante du système constructif syndicaliste est celle d'une nouvelle organisation de l'atelier. A l'usine capitaliste, où tout se fait par autorité, doit succéder un *atelier libre*, qui n'aura d'autre loi, que le contrat. M. Sorel écrivait dans *l'Avenir socialiste des syndicats* en 1898 : « Les utopistes cherchaient à constituer une société parfaite ; le problème est transformé. Les recherches ne portent plus sur ce que la société doit être, mais sur ce que peut le prolétariat. » (Labriola) (1). Quelles sont donc les conséquences de l'organisation syndicale, telle qu'elle existe actuellement ? Le mouvement ouvrier se dresse contre la hiérarchie, or, « la hiérarchie contemporaine a pour base principale la division des travailleurs en intellectuels et manuels (2), » dont l'expression juridique est le droit des capacités. Les syndicalistes nient « le dogme des capacités intellectuelles », ils ne réclament pas l'égalité parfaite, car « tout droit est inégalitaire (3), » « les différences seront appréciées dans l'ordre quantitatif, tous les travaux étant devenus de même espèce et par suite commensurables entre eux. Le socialisme ne fera pas disparaître les fonctions générales ; mais l'expérience montre que les qualités de direction n'ont rien d'ex-

(1) G. Sorel, *l'Avenir socialiste des syndicats* (extrait de *l'Humanité nouvelle*), 1898, p. 10.

(2) G. Sorel, *op. cit.*, p. 13.

(3) K. Marx, *Lettre sur le programme de Gotha*, cité par G. Sorel *op. cit.*, p. 14.

ceptionnel et qu'elles se trouvent très communément parmi les travailleurs manuels, peut-être même plus souvent que chez les intellectuels (1). » La révolution syndicaliste se ferait sans doute contre les intellectuels, car il y aurait lieu de supprimer beaucoup d'employés supérieurs inutiles que l'on conserve pour plaire aux actionnaires et les travaux des ingénieurs pourraient sans doute être concentrés. Les syndiqués ne s'insurgent pas contre toute discipline, mais seulement contre le commandement des « gens étrangers à la corporation productive (2). »

M. Sorel conseillait alors aux syndicalistes d'entrer dans les coopératives pour faire leur apprentissage de dirigeants de la production.

L'utopie d'une réorganisation de l'atelier, qui est exposée avec quelques détails dans l'*Avenir Socialiste des Syndicats*, n'apparaît plus dans les écrits postérieurs. L'*Avenir socialiste* est un écrit de transition, mais où est déjà très sensible la préoccupation éthique, qui fait l'unité de l'œuvre. M. Sorel rejette cette idée, que l'oppression disparaîtra nécessairement avec les classes sociales. Cette fiction, qui rappelle la « volonté générale » de Rousseau, n'a pas reçu non plus de commencement de preuve. Le socialisme ne sera vraiment libérateur, que si dans la société capitaliste elle-même « les forces morales de l'avenir (3) » se développent. « La partie faible du socialisme est la

(1) G. Sorel, *op. cit.*, p. 14.

(2) G. Sorel, *op. cit.*, p. 17.

(3) G. Sorel, *op. cit.*, p. 23.

partie morale (1) ». Il s'agit de savoir, « s'il existe un mécanisme capable de garantir le développement de la morale », le syndicat est cette organisation, « tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers » (2). Comment doit se faire l'éducation des producteurs (3) ? « Pour assurer l'affranchissement futur, il faut amener les jeunes gens à aimer leur travail, à considérer tout ce qu'ils font comme une *œuvre d'art*, qui ne saurait être trop soignée et à chercher l'intelligibilité de tout ce qui se passe à l'atelier. Il faut les rendre à la fois conscien- cieux, artistes et savants dans tout ce qui regarde la production. » M. Sorel dit encore : « L'art est une anticipation du travail, tel qu'il doit être pratiqué dans un régime de très haute production », c'est-à-dire que les qualités nécessaires à l'artiste : invention, probité professionnelle etc... sont justement celles, qui conviennent aux producteurs.

Le dernier chapitre des *Réflexions sur la Violence* nous fournit une réponse à ce problème moral : Comment pourra s'effectuer « le passage des hommes d'aujourd'hui à l'état de producteurs libres travaillant dans un atelier débarrassé de maîtres (4) » ? Pour lutter contre la dégradation des mœurs, qui impressionnait

(1) G. Sorel, *op. cit.*, p. 27.

(2) G. Sorel, *op. cit.*, p. 31.

(3) Nous nous contentons d'exposer les théories syndicalistes, on en trouvera une critique intéressante dans l'ouvrage de M. Guy-Grand, *La philosophie syndicaliste*.

(4) G. Sorel, *Réflexions sur la violence*, 1908, p. 237.

si péniblement Renan, (1) M. Sorel veut un « enthousiasme » capable de susciter l'héroïsme et de faire naître le « sublime » (2). Le syndicalisme soutenu par le mythe de la grève générale est cette grande force régénératrice, comparable à l'ardeur révolutionnaire des volontaires de 1792. Dans le syndicalisme chaque militant lutte avec un individualisme opiniâtre, comme si la victoire dépendait de lui seul et sans se soucier des avantages matériels, qu'il en peut retirer. M. Sorel compare ce lutteur du syndicalisme à l'ouvrier engagé dans un atelier progressif : celui-ci aussi cherche la perfection, réalise des progrès techniques, dont il ne profite ni peu ni prou, et fait preuve d'un dévouement obscur, continuellement renouvelé, mû qu'il est par le désir de surpasser ses camarades et de faire une œuvre d'art. Ne résulte-t-il pas de cette comparaison, que les vertus mêmes que requiert la grande industrie sont celles, que le syndicalisme développe, le syndicalisme révolutionnaire n'apparaît-il pas dès lors comme la force, qui doit permettre à une bonne morale du travail de se maintenir pendant la crise, que nous traversons ? M. Sorel évite avec soin dans cette analyse un peu obscure

(1) « Les personnes religieuses vivent d'une ombre. Nous vivons de l'ombre d'une ombre. *De quoi vivra — t'on après nous ?* » Renan, *Feuilles détachées*, p. 17-18, cité par G. Sorel.

(2) Cette inquiétude morale et même religieuse de M. Sorel, existe aussi dans Proudhon, comme le remarqua E. Droz, *op. cit.* p. 169.

de poser la question pour l'avenir (1), afin de ne pas « tomber dans l'utopie ». Il ne nous dit pas comment fonctionnera l'« atelier libre », dont il parle, et si même il fonctionnera. C'est qu'en effet, il pense que la question est insoluble, l'avenir étant imprévisible, et il ne veut faire qu'une chose, c'est indiquer les forces qui peuvent sauver la civilisation de la barbarie démocratique. Il a nommé le syndicalisme révolutionnaire, grand créateur d'énergies, mais ce choix n'est pas exclusif, et M. Sorel a pu ajouter l'Eglise et le traditionnalisme, sans être taxé de contradiction (2). M. Sorel a su se garder de toute « utopie », c'est qu'il n'est pas, à proprement parler, un syndicaliste révolutionnaire, mais seulement un philosophe, qui reconnaît l'utilité de l'esprit révolutionnaire du prolétariat. C'est sans doute une théorie des antagonismes sociaux, (3) qui jetterait le plus de lumière sur le mouvement de la pensée syndicaliste.

Les autres théoriciens du syndicalisme n'ont pas gardé la prudente réserve de M. Sorel, quant au but du mouvement ouvrier. M. Lagardelle — peut-être parce qu'il s'est moins détaché du socialisme parlementaire — s'ex-

(1) G. Sorel, *op. cit.*, p. 237. Kautsky au contraire, remarque M. Sorel, tombe dans l'utopie, quand il déclare qu'au lendemain de la Révolution sociale les syndicats, qui auront été assez puissants pour déterminer un arrêt du travail, seront assez forts pour le faire reprendre. *Mouv. socialiste*, 15 fév. 1903, p. 310.

(2) Cf., articles de M. Sorel dans l'*Indépendance*.

(3) Cf. Unité et multipléité, dernier ch. de l'édition des *Réflexions de 1910*.

prime plus librement sur les problèmes de l'avenir. Il assigne pour but au syndicalisme la transformation de l'atelier. « Refouler pied à pied, hors du groupement des producteurs, du chantier du travail, la puissance du patron. Faire de l'atelier capitaliste un *atelier socialiste*, substituer au travail esclave le travail libre, c'est en ces termes, que pour les ouvriers syndicalistes se pose le problème social » (1). Toutes les conquêtes qui tendent à diminuer le pouvoir arbitraire du patron dans l'usine, à soumettre les règlements aux ouvriers intéressés, à faire fonctionner des délégations ouvrières, sont donc syndicalistes. L'idéal poursuivi par le syndicalisme est l'organisation du travail par le syndicat, il ne s'agit pas de supprimer l'ordre, mais de « concilier l'esprit d'ordre et l'esprit d'indépendance », en libérant le producteur par l'organisation de la production (2). Les fonctions de direction ne se-

(1) J. Guesde, H. Lagardelle, E. Vaillant, *Le Parti Socialiste et la Confédération du travail. Discussion*. Discours de Lagardelle, p. 28. « Lorsque les syndicalistes parlent d'une société, qu'ils voudraient fonder sur l'*association libre des producteurs*, je ne trouve pas dans leur idéal, déclare M. Lagardelle, comme dans la conception purement politique du socialisme, une parcelle d'utopie. Ils n'emploient dans leur construction aucun élément, que je ne puisse contrôler : je conçois parfaitement, que l'atelier, qui est là sous nos yeux, puisse fonctionner un jour, non plus par la contrainte des maîtres, mais par la volonté des producteurs. Et je peux, jour par jour, marquer les reculs de l'autorité et les progrès de la liberté et escompter raisonnablement un moment — lointain ou prochain, je l'ignore — où la transformation éclorait sous la poussée suprême de la révolte ouvrière. »

(2) *Syndicalisme et Socialisme. Discours*. H. Lagardelle, p. 47.

ront pas supprimées, mais elles passeront à la classe ouvrière, qui cessera d'être servie de la classe bourgeoise.

La classe ouvrière doit se suffire à elle-même, régler d'après ses propres besoins la production et l'échange et se créer enfin une morale indépendante des idées bourgeoises. Cet idéal d'autonomie est le fruit de la lutte des classes (1), il ne sera atteint que si la classe ouvrière a la volonté ferme d'éviter toute transaction et tout pacte avec l'adversaire. Le but assigné par les théoriciens au mouvement ouvrier n'est que le prolongement logique (d'aucuns disent nécessaire) des résultats partiels obtenus par l'intermédiaire des syndicats, mais il dépasse considérablement ces résultats (2). En effet, les ouvriers n'obtiennent jamais qu'une restriction de l'autorité patronale, les syndicats n'acquièrent aucune part à la direction commerciale et aux fonctions de contrôle, ils restent étrangers à l'économie de l'entreprise. Les syndicalistes ne l'ignorent pas et ils ne réclament pas l'introduction du parlementarisme à l'usine non plus d'ailleurs qu'une participation aux bénéfices. Ils

(1) « Le développement de la lutte des classes porte en germe la constitution autonome de la classe ouvrière comme classe distincte de toutes les autres. Or, constitution autonome de la classe ouvrière, veut dire pour nous une classe ouvrière, qui se suffise à elle-même, c'est-à-dire une classe ouvrière, qui n'ait pas besoin de chercher hors d'elle la règle de la production et de l'échange et le principe de la conduite sociale. » Arturo Labriola, *Syndicalisme et Socialisme*, p. 18).

(2) Comp. Werner Sombart, *Der socialismus und die sociale Bewegung*, Iena 1908 6^e Auflage, p. 137.

n'attendent la réalisation du régime de l'atelier libre que d'une révolution lointaine longuement préparée par une réforme morale du prolétariat (1). En attendant, les conquêtes du syndicalisme se mesurent par des augmentations de salaires, par l'élargissement des règlements, par une limitation de l'arbitraire des contre-maîtres, toutes choses qui permettent à l'ouvrier de développer plus librement son individualisme.

A la contrainte patronale le socialisme substitue « la discipline volontaire des producteurs ». Comment fonctionnera donc « l'atelier libre », sera-ce une démocratie ouvrière ? Il nous semble difficile d'interpréter ainsi la pensée syndicaliste, car le principe électif est tout à fait incompatible avec une philosophie à tendances aristocratiques. La contrainte imposée par une majorité — même professionnelle — doit paraître aux syndicalistes inférieure à l'autorité patronale qui au moins s'accommode bien d'un régime de haute production. Les écrivains syndicalistes n'ont pas le respect du nombre ; ce qu'ils veulent, c'est une fusion des fonctions intellectuelles et du travail manuel au profit de la classe ouvrière, c'est la suppression du parasitisme et la disparition de la « division hiérarchique du travail ». M. Berth pense que les groupes de production « peuvent continuer l'œuvre du capitalisme, sans avoir besoin de sa tutelle et de sa

(1) « Pour que la Révolution soit possible, il faut que les ouvriers soient en mesure de remplacer les maîtres de la production. » A. Labriola, *op. cit.*, p. 18.

férule (1) », car les travailleurs « ont acquis, dans leur longue lutte contre leur maître, l'esprit d'initiative en même temps que le sens de l'association libre. » Le groupe ouvrier peut donc « développer tout le plan du travail, direction et exécution comprises (2) ». Le but du socialisme ouvrier n'est donc pas une forme déterminée d'organisation du travail et encore moins de propriété. Le syndicalisme tend avant tout à obtenir une élévation morale et technique du travailleur (3) et à réaliser la libération de la classe ouvrière appelée à régir souverainement le domaine de la production. Pour les syndicalistes comme pour Proudhon il faut élever l'ouvrier à la dignité de l'artiste (4).

La création d'un régime d'ateliers libres coïncide dans l'esprit des syndicalistes avec la disparition de l'Etat et le développement du fédéralisme. Les thèses de Marx et d'Engels sur l'Etat ont été reprises par MM. Sorel et Berth, mais ils les ont considérablement augmentées en tenant compte des aspirations nouvelles de la classe ouvrière. La pratique syndicale contemporaine, déclarent-ils, a seul redonné un sens

(1) E. Berth, *Les nouveaux aspects du Socialisme*, p. 38.

(2) E. Berth, *Compte rendu des revues allemandes*, *Mouv. social.*, 1907, I, p. 95.

(3) E. Berth, *Socialisme ou étatisme ? Mouv. social.* janv.-avril 1903, p. 4. « Pour que les ouvriers s'affranchissent de la tutelle extérieure capitaliste, il faut, qu'ils soient eux-mêmes affranchis intérieurement et qu'ils soient capables de diriger l'atelier sans le secours des capitalistes ».

(4) Comp. Proudhon, *De la Justice*, t. II, p. 329.

à une formule que le socialisme parlementaire ne continue plus d'employer que par routine. En effet, la démocratie socialiste oriente l'activité ouvrière vers la conquête de l'Etat, qui doit tomber en sa possession et lui servir pour la libération du prolétariat.

Elle ne cherche donc pas à affaiblir cette puissance qu'elle veut utiliser par la suite ; de là vient qu'elle s'évertue à concilier son antimilitarisme avec un patriotisme de bon aloi, mitigé par l'humanitarisme. Le syndicalisme n'a pas de pareils ménagements à garder ; sa lutte contre l'Etat prend la forme d'un antipatriotisme systématique, expression de la volonté de sécession du prolétariat. Les syndicalistes dont le langage reste marxiste semblent bien adopter une attitude anarchiste (1) dans ce problème de l'Etat.

M. Berth a pris soin de différencier le syndicalisme de l'anarchisme. Il remarque que l'anarchisme nie la *réalité sociale* et fait de l'individu un *absolu* (2). L'anarchisme est la négation de l'association, le poème du travailleur isolé (agriculteur, artisan), ou du mondain étranger à la production (3), c'est une révolte de l'individu contre toute contrainte et une régression vers la barbarie primitive (4). Les anar-

(1) Le professeur Werner Sombart, observe que le plan d'une société fondée sur des groupes autonomes est d'origine anarchiste de même que l'antiparlementarisme et l'action directe du syndicalisme. Werner Sombart, *op. cit.*, (6^e Auflage) p. 122.

(2) E. Berth, *Les nouveaux aspects du socialisme*, p. 42.

(3) Berth, *op. cit.*, p. 36.

(4) Berth, *op. cit.*, p. 37.

chistes s'insurgent contre la civilisation, ils croient à la bonté naturelle de l'homme et à l'harmonie universelle. Ce sont des optimistes candides, qui ont une foi naïve dans les instincts humains. L'anarchisme conclue à la suppression de toutes les institutions dépravantes : famille, Etat, propriété « plus de mariage, l'union libre ; plus de propriété, la prise au tas ; plus d'Etat, le fais ce que tu voudras. » Le syndicalisme n'a pas la psychologie fruste de l'anarchisme et il est très respectueux de la morale. « Le syndicalisme, écrit M. Berth, reconnaît parfaitement que la civilisation a débuté et dû débiter par la contrainte, que cette contrainte fut salutaire, bienfaisante et créatrice (1), » il admet la réalité de l'être social (2) et nul n'a plus que lui le culte de l'association.

Il est bien évident, que la philosophie de MM. Sorel et Berth n'est nullement apparentée à la métaphysique *monadologique* d'un Stirner, par exemple, qui croit à la superposition des individus et non à leur union dans une synthèse supérieure. La formule stirnérienne « aussi bien que de Dieu, je suis la négation de tout le reste, je suis tout pour moi, je suis l'Unique » est précisément à l'opposé de la morale du sacrifice du syndicalisme révolutionnaire. Aussi bien voulons-nous seulement nous demander, si les conclusions positives de la théorie syndicaliste — là du moins ou nous en trouvons — coïncident ou non avec

(1) Berth, *op. cit.*, p. 35.

(2) Berth, *op. cit.*, p. 42.

les conclusions anarchistes. M. Berth écrit : « Le syndicalisme rejette l'abstraction politique, il dépasse la particularité sensible (individu) et l'universel abstrait (citoyen) pour trouver l'universel concret (ouvrier syndiqué). Il y a résorption du citoyen abstrait de la cité politique et transformation de l'homme égoïste de la société civile dans la personnalité riche et concrète du travailleur social syndiqué, dans la collectivité ouvrière, qui, maîtresse de l'atelier, parvenue à la capacité scientifique et politique, élimine en les absorbant (ce qu'exprime le mot allemand intraduisible *aufheben*) toutes les classes parasites, l'Etat proprement dit et l'*Etat pensant* de Hegel (1) ». Cette phrase d'esprit très marxiste (2) exprime l'espoir de l'avènement d'une société de producteurs c'est-à-dire d'une société où tous les individus seraient des producteurs et considérés comme tels. Les syndicalistes ne nient pas, qu'il y ait dans une pareille société des intérêts généraux, au règlement desquels chaque ouvrier participera sans doute par l'intermédiaire de son groupement professionnel. Ce n'est donc pas de l'anarchisme. Le fédéralisme de « catégories » paraît être la forme nécessaire de cet Etat ouvrier.

Les théoriciens syndicalistes ont souvent dit leur sympathie pour le fédéralisme ouvrier (3), et leur opposition à l'unité et à la centralisation. M. Sorel dé-

(1) Berth, *op. cit.*, p. 41.

(2) Berth, *op. cit.*, p. 40, citat. de la *Question juive* de Marx.

(3) Berth, *op. cit.*, p. 30.

clare, par exemple, que la classe ouvrière ne doit pas imiter la bourgeoisie. Ce n'est pas par la formation d'un pouvoir fort, qu'elle parviendra à son complet développement, c'est par la liberté qu'elle arrivera à ce que les socialistes appellent « anarchie » ; et M. Sorel loue Pelloutier d'avoir compris, que la fédération des Bourses du Travail ne devait pas avoir d'autorité, mais seulement servir de trait d'union entre les différentes Bourses (1). M. Sorel ne vise que l'organisation actuelle de la classe ouvrière, mais d'autres théoriciens préconisent les formes modernes, pour l'avenir. C'est ainsi, que M. Lagardelle écrit : « Dans les groupements syndicaux, il (le syndicalisme) essaie d'organiser la liberté, d'éliminer toute autorité et d'accoutumer les ouvriers à se passer de maîtres. Plus de centralisme étouffant, plus de pouvoir coercitif, mais un large fédéralisme, une complète autonomie, une extrême souplesse dans le mécanisme intérieur, un appel constant aux sentiments d'initiative, de responsabilité et de lutte, qui transfigurent la personnalité ouvrière en lui donnant son maximum de tension et d'énergie. Toute la pratique de la Confédération du Travail s'oriente, vous le savez, dans ce sens (2). » Plus loin M. Lagardelle compare les syndicats aux communes, qui ont « désorganisé la société féodale en organisant la société bourgeoise (3) »

(1) G. Sorel, Préface à l'*Histoire des Bourses* de F. Pelloutier.

(2) H. Lagardelle, *Le parti socialiste et la Confédération générale du Travail*, p. 25.

(3) Lagardelle, *op. cit.*, p. 27.

et prévoit le moment, où un démembrement des fonctions de l'Etat sera opéré au profit du fédéralisme ouvrier (1), appelé à hériter de celles des attributions de l'Etat, qui seront maintenues. L'héritier présomptif de l'Etat, c'est la Confédération générale du Travail, M. Lagardelle le dit clairement (2).

En résumé ateliers fonctionnant par la discipline librement consentie des producteurs devenus enfin (par suite d'un développement acquis dans la lutte syndicaliste) capables techniquement et moralement de se passer de maîtres, tout en réalisant un régime de progrès industriel intensif et fédération de producteurs, dans laquelle le travail devient « la première puissance sociale », c'est-à-dire organisation de l'Etat

(1) Telle était sans doute la pensée de M. Berth, quand il répudiait le « Gruppen anarchismus » en faveur des fédérations. Cf. *Mouv. socialiste*, 1907, I, p. 92 ; mais il semble admettre aujourd'hui, que l'antagonisme est la loi de la vie et qu' « à un syndicalisme puissant doit correspondre un Etat fort. » cf. E. Berth, *Proudhon en Sorbonne, L'Indépendance*, 1^{er} avril 1912.

(2) « L'extrême souplesse de la Confédération générale du Travail, son fédéralisme, l'absence du pouvoir coercitif sont la meilleure preuve, qu'on peut concilier l'esprit d'ordre et l'esprit d'indépendance. Le syndiqué libre dans le syndicat, le syndicat libre dans la fédération, la fédération libre dans la confédération, voilà une leçon de choses, dont l'efficacité ne peut être perdue. Et voilà comment le syndicalisme se donne tout à la fois comme l'incarnation réelle de la lutte de classe et la préparation pratique d'un régime de liberté. Le socialisme se fait ainsi peu à peu tous les jours en attendant qu'il puisse se réaliser totalement. » H. Lagardelle, *Syndicalisme et Socialisme*, p. 49.

sur la base de la production (1). Le syndicalisme cherche donc à réaliser l'autonomie du travailleur par un développement de l'individualisme, non pas sans doute d'un individualisme anarchique qui s'exprime par la révolte, mais d'un individualisme conscient de sa force et sachant se plier à des disciplines pour atteindre un plus haut degré de perfection et faire des chefs-d'œuvre dans l'ordre de la technique industrielle ; le syndicalisme vise encore à former des élites par l'autonomie des groupements de producteurs, son essence est profondément fédéraliste et dès qu'il consent à être « utopique », c'est à des formules de fédéralisme économique, qu'il aboutit.

Mais il importe d'observer que le syndicalisme n'est pas, à proprement parler, une théorie économique, c'est une philosophie de la vie fondée sur le travail, c'est le poème de l'atelier, la chanson de l'effort, qui, accepté et compris, s'épanouit en art et en morale. Si l'erreur de la Révolution française a été de ne voir dans l'homme qu'un être politique, celle du syndicalisme est de n'y voir qu'un travailleur. Le syndicalisme n'exclut ni la science ni la morale, il serait puéril de le supposer après avoir lu M. Sorel, mais, par une répugnance instinctive à toute théorie métaphysique étrangère à notre pensée, le nouveau socialisme veut que nous soyons les propres auteurs de nos idées morales (2). La production paraît le

(1) « Le syndicalisme est une philosophie des producteurs. » Berth, *Les nouveaux aspects du Socialisme*, p. 32.

(2) Il veut que nous les puisions dans la production, dans

préoccuper beaucoup, mais il suffit d'analyser les formules pour comprendre que les austères théoriciens du syndicalisme ne se passionnent pas pour une augmentation de bien-être et que dans les transformations industrielles ils ne voient qu'un puissant facteur d'activité. Ils considèrent la production en elle-même, abstraction faite de la consommation des produits, de même que le guerrier se dévoue pour la victoire sans se soucier des résultats.

Le travail n'apparaît vraiment comme sacré, comme beau que s'il est libre. La surveillance, les ordres empêchent le travailleur de se passionner, il sent trop l'automatisme qu'il subit. C'est pourquoi, lorsque les syndicalistes ont voulu exprimer leur conception du travail, ils ont admis l'hypothèse d'un atelier sans maîtres et où la répartition des tâches donnerait à chaque ouvrier le moyen d'avoir une compréhension totale de la production. A cet ouvrier libre ils n'ont pas imposé la lourde charge d'un Etat étranger au travail et ils ont été ainsi amenés à nier la « politique » en faveur de l' « économique » et à élaborer discrètement une théorie fédéraliste.

la technique, c'est-à-dire dans la réalité la plus tangible qui soit. M. Guy-Grand fait cette même remarque et conclue — mais n'est-ce pas un pur jeu de mots ? — que la philosophie syndicaliste est « la plus laïque de toutes celles que l'on peut rêver ». *Op. cit.*, p. 67.

2. — LES MILITANTS SYNDICALISTES

L'état d'esprit des militants syndicalistes diffère complètement de celui des théoriciens, qui s'intitulent les « interprètes du mouvement syndical ». MM. Sorel et Berth ne prétendent pas avoir élaboré la théorie des idéologies ouvrières, ni exprimé l'âme du prolétariat, mais seulement avoir tiré les conséquences philosophiques du *fait* syndical. Leur théorie, pourrait-on dire encore, ne reflète pas les « aspirations du monde ouvrier », elle contient plutôt des « préceptes » pour la classe ouvrière (1). Les préoccupations éthiques de M. Sorel, son respect de la famille sont complètement étrangers aux ouvriers révolutionnaires, qui considèrent comme un progrès tout affranchissement de l'individu. Le socialisme a hérité des théories les plus dissolvantes de la littérature bourgeoise (2). La propagande, qui se fait dans les bourses du travail en faveur du néo-malthusianisme, atteste clairement quel est l'état d'âme commun dans les cercles syndicalistes. Certains militants rejettent tout l'immoralisme de notre époque sur la corruption capitaliste, mais ils ne font rien pour sauver les masses populaires de la contagion, ils attendent le jour de la

(1) Piron. « A propos du syndicalisme révolutionnaire : théoriciens et militants. *Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1911.

(2) M. Berth reproche au socialisme, d'« inoculer, comme a dit un jour Jaurès lui-même, au prolétariat naissant la corruption de la bourgeoisie finissante ». (Berth, *Les nouveaux aspects du socialisme*, p. 56.

délivrance. De vraiment ouvrier dans l'analyse de la moralité prolétarienne par M. Sorel, il n'y a peut-être que l'héroïsme, qu'un certain amour du dévouement, qui contraste avec ce que M. Sorel appelle la « veulerie » des partisans de la paix sociale. Mais cet héroïsme — auquel se joint d'ailleurs la fourberie du sabotage (1) — a un fondement économique (que M. Sorel d'ailleurs n'a garde de méconnaître) : la volonté des ouvriers d'améliorer leur sort, volonté qui s'accompagne chez beaucoup d'un grossier matérialisme. L'ascétisme n'est évidemment pas la qualité dominante du prolétariat et il faut qu'il en soit ainsi pour qu'un mouvement révolutionnaire ait du succès. Mais à ces désirs de mieux-être, le prolétariat joint une plainte, il se considère comme victime d'une injustice et à ce titre il se proclame le représentant de la Civilisation. La lutte du travail contre le capital est le combat du producteur contre l'inutile. La classe ouvrière exige une meilleure répartition, elle réclame une part plus grande ou même « le produit intégral de son travail ». Le socialisme doctrinal a pu cesser d'être aprioristique pour devenir « scientifique » et pour adhérer enfin à une « philosophie de l'action » un peu désabusée ; le mouvement socialiste, ce qu'on a appelé le socialisme *réel* est toujours resté une aspiration vers plus de justice, le sentiment obscur chez beaucoup, raisonné chez quelques-uns, que notre société moderne est mauvaise et qu'une Révolution doit la transformer radi-

(1) Les théoriciens condamnent le sabotage.

calement. La possibilité d'améliorations partielles amoindrirait la croyance à une catastrophe devenue de jour en jour moins nécessaire et c'est pourquoi la loi d'airain de Lassale et l'idée de paupérisation des masses se conservent malgré les démonstrations de l'expérience et sont considérées par beaucoup de théoriciens comme de véritables postulats du socialisme (1).

Il n'est pas inutile pour l'intelligence du mouvement socialiste de noter que la plupart des révolutionnaires se contentent d'une vague croyance dans un bouleversement (2) ; ceux qui fréquentent les Congrès imaginent la Révolution sous la forme d'une grève générale. Mais le mythe de la grève générale pour reprendre l'expression de M. Sorel, n'est pas suffisant pour grouper les forces révolutionnaires, il faut un autre mythe, celui d'une société future dans laquelle les revendications socialistes seront satisfaites (3). Les

(1) G. Sorel, *Introduction à l'économie moderne*, p. 377 : La loi d'airain du salaire, la concentration capitaliste, la corrélation entre la puissance politique et économique sont considérées par les ouvriers, comme de « véritables axiomes à l'abri de toute controverse », ces « théories contestées sont nécessitées par l'action révolutionnaire moderne ».

(2) Werner Sombart observe que le syndicalisme révolutionnaire des militants n'est qu'un retour vers le blanquisme insurrectionnel, *op. cit.*, p. 267. Il constate avec une certaine satisfaction que ces théories n'ont pénétré qu'en France et en Italie, il y voit une conséquence du génie latin. *Comp. Syndicalisme et Socialisme*. Robert Michels, p. 23 et s.

(3) Certains militants — nous devons le reconnaître — se gardent de ces fantaisies et avouent tout ignorer de la révolution et de son lendemain. Cf. V. Griffuelhes et L. Niel, *Les objectifs de nos luttes de classes*.

militants se sont préoccupés de fournir des images de cet âge d'or. Les descriptions qu'ils tracent ne sont que des rêveries anarchistes, où l'imagination est bien souvent puérile. Nous ne retiendrons pas les détails de ces idéologies très peu intéressantes, mais seulement leur substance. Nous laisserons de côté autant que possible les emprunts faits aux purs anarchistes, pour dégager une utopie syndicale-anarchiste. Cette utopie, dont les anarchistes des clubs ont apportée le germe dans les milieux ouvriers, est l'affirmation d'un système fédéraliste calqué sur la Confédération générale du travail, en même temps qu'un retour vers le communisme libertaire. L'intérêt que présente l'étude de ces conceptions naïves et chimériques est de nous montrer une utilisation du fait syndicaliste dans un but anarchiste, la transposition des institutions ouvrières modernes dans un régime communiste. Aucune utopie n'est plus simple et ne porte mieux sa date, aucune ne révèle moins d'imagination. M. G. Sorel dit de Fourier et de Saint-Simon qu'on ne peut entrer parfaitement dans leur pensée, qu'à condition de considérer leur état d'esprit, les problèmes qui se posaient à eux et les souvenirs révolutionnaires encore si vivants à leur époque (1). Saint-Simon est le représentant d'une classe d'industriels exaltés par la Révolution et par le grand essor dû au machinisme. Fourier apporte dans ses plans d'organisation de l'atelier les préoccupations d'un bourgeois avide de

(1) F. Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail*, 1902. Préface de G. Sorel.

plaisirs faciles, aimant la « papillone. » L'un et l'autre ont une imagination qui colore leurs utopies et masque les transpositions. Les militants révolutionnaires n'ont pas la fantaisie de Fourier et l'intelligence de Saint-Simon, leur expérience ne s'étend pas plus loin, que le syndicat et la grève et leur savoir se réduit à quelques phrases empruntées aux écrivains anarchistes. Pour comprendre leur « utopie » il est nécessaire mais il suffit de considérer attentivement l'organisation ouvrière actuelle, puisqu'il ne font que supposer son fonctionnement dans une société communiste.

Fernand Pelloutier — que l'on s'accorde à considérer comme le fondateur du syndicalisme révolutionnaire et qui savait allier ses aspirations anarchistes à un sens réaliste (1) très vif de la lutte des classes — assignait aux syndicats une double fonction : révolutionnaire et organisatrice. Il pensait que le syndicat n'avait pas pour unique rôle d'améliorer le sort des ouvriers au moyen des grèves et de préparer la Révolution, mais qu'il devait encore constituer la cellule sociale sous le régime communiste. En prolongeant ainsi la mission des syndicats, Pelloutier donnait une importance encore plus grande à l'éducation des ouvriers syndiqués et au bon fonctionnement des organismes fédératifs. Les unions corporatives, pensait-il, nous donnent un exemple de ce que pourrait être une société anarchiste ; en effet, elles ne se préoccupent que

(1) Cf. G. Sozel, *loco citato*.

de la satisfaction des besoins économiques et elles n'usent d'aucune contrainte, (puisque le vote des Congrès confédéraux n'engage pas les bourses de travail et les syndicats) (1). La pratique de la mutualité et surtout de ces formes de mutualité où la force de l'un subvient à la faiblesse de l'autre est au surplus très propre à développer parmi les ouvriers les sentiments, qui sont nécessaires à une société d'hommes libres, tandis que la coopération nous donne un aperçu d'un régime de « production communiste ».

Si l'on ne considérait les syndicats, que comme des organisations de combat ou comme l'on disait autrefois des « sociétés de résistance », la prétention de Pelloutier paraîtrait tout à fait incompréhensible.

C'est parce que les syndicats, et surtout les Bourses du Travail, assument aujourd'hui d'autres fonctions, c'est parce qu'ils ont maintenant déjà d'autres ambitions, que les syndicalistes peuvent en faire la base de la société communiste. Les syndicats sont, avant tout, des associations de combat, ils ont quelquefois un rôle de mutualité, mais la plupart du temps ils ne s'embarrassent pas d'impédimenta dans leur campagne. On sait, qu'à la différence des *Trades-Unions* les syndicats ouvriers français paraissent avoir fait vœu de pauvreté. Ils craignent la responsabilité civile, qui rendrait dangereuse la possession d'un fonds syndical. L'esprit révolutionnaire des syndicats français est un obstacle autrement sérieux à l'exercice du droit d'ac-

(1) F. Pelloutier, *op. cit.*, p. 157.

quérir, que les restrictions législatives dont la suppression n'aurait probablement aucun effet important.

Les Bourses du Travail, au contraire, plus éloignées du champ de bataille, ont le loisir de construire, on peut les considérer comme les centres de la cité ouvrière (1) et voir dans leur activité le point de départ de toutes les utopies syndicales-anarchistes. Il nous faut donner un aperçu de ce labeur. Il sera alors aisé de comprendre la transposition facile, que des imaginations exaltées par la lutte sociale ont opérée.

Le service théoriquement le plus important des Bourses du Travail, celui qui constitue leur raison d'être historique, est le service du Placement. De Molinari demandait la création d'un marché du travail sur le modèle des bourses de valeurs ; ces bourses, pensait-il, donneraient au travail la mobilité qui lui manque actuellement. Elles apparaissaient donc à l'économiste libéral comme un perfectionnement de l'individualisme économique, elles devaient servir à l'établissement d'un régime de concurrence absolue en dissipant l'ignorance trop fréquente des acheteurs et des vendeurs de travail sur l'état du marché. Cette préoccupation doctrinale compliquée de philanthropie a présidé à l'établissement de la Bourse de Paris (2), qui a été bientôt imitée par toutes les grandes villes

(1) « Les Bourses du Travail sont des administrations de la commune ouvrière en formation ». F. Pelloutier, *op. cit.*

(2) La Bourse de Paris fut ouverte par le conseil municipal en 1887. Cf. Pelloutier, *op. cit.*, p. 63.

de France. Créées par les municipalités, les Bourses devaient avoir pour objet principal sinon unique, de mettre en relation les employeurs et les « sans-travail » et de résoudre ainsi dans la mesure du possible le délicat problème du chômage. Elles ne s'acquittèrent peut-être pas de leur mission avec toutes les qualités qu'elle exigeait, puisqu'elles durent obtenir l'appui législatif contre les bureaux de placement payants. Mais leur organisation elle-même ne leur permettait pas de lutter efficacement contre le chômage. Isolées, elles étaient impuissantes à procurer du travail à leurs membres, quand survenait une crise locale. Les Bourses sentirent donc le besoin de s'unir et après des essais partiels un projet de placement (1) fut adopté pour toute la France. La Fédération des Bourses créa *un office national de statistique et de placement*. Cet office devait faire paraître une statistique hebdomadaire des places libres dans toutes les grandes villes de France. La difficulté d'un pareil travail n'arrêta pas le secrétaire de la Fédération, Pelloutier, car il comptait sur la bonne volonté des syndicats intéressés et sur « le goût des études économiques et statistiques », qui se manifestait, paraît-il, dans la classe ouvrière. Le Comité demandait aux Bourses du Travail

(1) Ce projet devait assurer le service de placement national et régulariser le *viaticum*. Le *viaticum* rétabli par les Bourses n'était pas donné dans chaque ville dans les mêmes conditions. Il importait à la fois d'établir l'uniformité dans le traitement des chômeurs et de renseigner ceux-ci sur les places disponibles dans chaque localité afin d'éviter des voyages inutiles. Cf. F. Pelloutier, *op. cit.* ch. vi.

de lui faire connaître chaque semaine à un jour fixé le nombre des emplois vacants dans chaque profession ; tous les chiffres ainsi indiqués étaient consignés sur une même feuille, avec en regard le numéro d'ordre de la profession, les salaires offerts et le nom de la ville. Le Comité fédéral envoyait un exemplaire de cette liste à chaque Bourse adhérente. Cette feuille affichée auprès de la nomenclature était facilement intelligible pour les chômeurs, par simple comparaison des chiffres. La Fédération dût recourir à l'Etat pour obtenir les sommes nécessaires à la confection et à l'impression hebdomadaires de ces listes. Le Comité demanda une subvention de 10.000 francs au Parlement. A la même époque (1900) le gouvernement se préoccupait de trouver du travail aux nombreux ouvriers, qui étaient restés en chômage à Paris après la clôture des travaux de l'exposition, il s'était renseigné sur les chantiers publics qui ouvriraient l'année suivante et il choisit la Fédération pour servir d'intermédiaire entre la demande et l'offre de travail (1). Le gouvernement accorda la subvention demandée pour le second semestre de 1900, en 1901 elle fut refusée, puis rétablie l'année suivante, enfin en 1906 l'Office était supprimé. Il n'avait jamais fonctionné utilement à cause de l'inertie des secrétaires des Bourses du Travail de province et de leur incapacité (2). L'histoire du placement par les Bourses ne légitime

(1) F. Pelloutier, *op. cit.*, ch. vi.

(2) Franck, *Les Bourses du Travail et la Confédération du Travail*, Paris, 1910.

certainement pas l'enthousiasme des syndicalistes, puisque le placement national n'a pu être organisé et que le placement local n'a eu lui-même qu'un demi-succès. Mais l'expérience tentée avait montré aux syndicalistes, qu'ils pouvaient acquérir une véritable maîtrise du marché du travail. La Fédération s'était servie de son office de statistique pour faire le vide autour des villes, où sévissait un conflit ouvrier (1). Elle spécifiait dans ses statuts que seuls les emplois, qui ne trouvaient sur la place aucun amateur devaient être considérés comme vacants et qu'enfin on ne devait pas donner aux patrons connaissance de la feuille, ni leur accorder les ouvriers qu'ils demandaient, sans avoir préalablement consulté les syndicats intéressés (2). La Fédération parvenait ainsi à influencer le mouvement des salaires, à déterminer des hausses sans grèves et à empêcher des baisses imminentes. L'office de placement fonctionnait donc au rebours des principes de l'individualisme économique. La fédération jouait un rôle dans la production, elle avait une fonction importante, quoiqu'elle n'eut pas d'autorité. La statistique remplaçait le gouvernement. Il suffisait de supposer à côté de la statistique du travail, des statistiques des marchandises, des besoins, des disponibilités, etc... pour qu'on eut l'illusion d'une administration socialiste fonctionnant sans contrainte et presque automatiquement. Pelloutier, qui s'était voué à cette œuvre du pla-

(1) Franck, *op. cit.*, p. 109.

(2) F. Pelloutier, *op. cit.*, p. 200, art. 5 des statuts.

cement ouvrier, s'est abandonné plus que tout autre à ces espoirs.

L'anarchisme fédéraliste se fait fort avec Pelloutier de supprimer toute contrainte et de transformer le gouvernement en scribe.

La société nouvelle sera beaucoup plus simple que la société individualiste. « L'œuvre révolutionnaire, écrit Pelloutier, doit être de libérer également et simultanément les hommes de toute autorité et de toute institution, qui n'a pas essentiellement pour but le développement de la production matérielle ou intellectuelle ». De tout l'organisme social moderne ne demeureront donc que les associations de producteurs, cette expression doit d'ailleurs être comprise sans étroitesse et pouvoir s'appliquer aux travailleurs intellectuels aussi bien qu'aux manuels. Pelloutier fait même une large place à l'Art, MM. Pataud et Pouget parlent aussi de spectacles (1). Il faudra subvenir à tous les besoins de l'homme : « manger et penser ». Les associations ne produiront plus pour le commerce, mais en vue de la consommation. Elles devront s'enquérir « des besoins de la consommation et des ressources, dont elles disposent, pour y satisfaire. Combien faut-il chaque jour extraire de granit, moudre de blé, organiser de spectacles pour une population donnée ? Ces quantités connues, combien de granit, de farine peut être obtenu sur place ? combien de matériaux ou de producteurs faut-il demander aux associations voisines ? Comment faut-il diviser la tâche ?

(1) Pataud et Pouget, *Comment nous ferons la Révolution*.

Comment utiliser aussitôt connues les découvertes scientifiques ? Ainsi l'on évite, qu'il s'établisse 25 cordonniers pour chausser 4 hommes ou 3 bouchers pour alimenter 5.000 habitants (1) ». Ce travail très complet de statistique portant sur la production, la consommation, les méthodes de travail, etc... a une importance capitale pour Pelloutier (2) et la plupart des syndicalistes. La statistique est la science, qui est à la base de la nouvelle organisation, c'est elle, qui doit permettre d'éviter les crises et autres mouvements cahotiques, dont « l'anarchie bourgeoise » est responsable. Quand une association a besoin d'un produit, elle fait une demande à la fédération, qui se met immédiatement en rapport avec une autre association. On a l'impression constante en lisant ces descriptions de voir de belles rangées de chiffres sur papier quadrillé, se terminant par l'égalité du doit et avoir et recouvert d'un imposant paraphe administratif.

Si l'usage des statistiques explique les conceptions « utopiques » administratives des syndicalistes militants, la pratique de la mutualité dans les Bourses éclaire les idées de coopération, d'aide mutuelle, qui sont à la base du communisme libertaire. Les Bourses ne font pas de la mutualité à la manière des sociétés de secours mutuel, ou du moins elles cherchent à ne

(1) F. Pelloutier, *Organisation corporative et anarchie*, cité par Maurice Pelloutier in *Fernand Pelloutier*, p. 83.

(2) F. Pelloutier s'occupa constamment de statistique à la Fédération, et fut statisticien au ministère du travail.

pas les imiter. Elles se donnent pour but, de défendre la collectivité ouvrière contre les « dépressions économiques » dues à des salaires trop bas ou à des journées de travail trop longues (1). Les mutualités ouvrières, animées de cet esprit n'exigent aucune condition d'âge et de santé, car il est bon, que les forts paient pour les faibles : la solidarité ouvrière s'en trouve accrue. Les ouvriers syndiqués sont seuls admis dans ces mutualités, la lutte de classe le veut ainsi. Malgré l'esprit exclusivement ouvrier de ces organisations, beaucoup de syndicalistes craignent, que la mutualité n'enlève au syndicat son esprit guerrier pour le transformer en une société commerciale. C'est pourquoi il est conseillé d'éviter les préoccupations mercantiles de la bourgeoisie. Pelloutier donne en exemple la « Caisse de Solidarité » (2), fondée par l'Union des syndicats de la Seine ; elle ne fixe ni condition d'âge, ni condition de santé et ne reçoit pas de membres honoraires. C'est une école de désintéressement où se forment les prolétaires de l'avenir. La pratique mutuelliste des Bourses du Travail est donc très fortement influencée par l'idéologie communiste, qui, à son tour, emprunte quelques notions à la mutualité.

Comme le mutuellisme prôné par les anarchistes, le communisme libertaire exige une morale d'abnégation. La production sous un régime anarchiste ne serait excitée en effet ni par la concurrence ni par la

(1) F. Pelloutier, *op. cit.*, ch. vi-1.

(2) *Op. cit.*, p. 109.

contrainte, l'individu ne travaillerait que sous l'influence de ses bons instincts et avec le désir d'être utile à ses semblables.

C'est en se servant d'éléments empruntés aux coopératives de production, que les anarchistes syndicalisants réussissent à préciser leurs conceptions d'avenir. Les coopératives de production ont été souvent combattues par les syndicalistes. On les accuse de transformer leurs adhérents en petits bourgeois, de leur infuser un esprit conservateur et ainsi de priver le mouvement révolutionnaire d'une partie de son effectif d'élite. Cependant tous les « utopistes » leur demandent de nous révéler les formes futures de la production. Pelloutier leur faisait crédit à condition que le capital engagé dans l'entreprise ne devint pas la propriété des coopérateurs et qu'il appartint à la classe ouvrière comme dans la *Verrerie ouvrière* d'Albi. Il serait possible à l'aide des coopératives, pensait-il, de constituer une « mainmorte laïque », par laquelle passe au *Travail* considéré comme personne morale toute la richesse publique (1). Supposez le régime de la *Verrerie ouvrière* étendue à toutes les industries et vous avez une approximation du système communiste (2).

La Confédération du Travail a demandé en 1904 aux fédérations et bourses adhérentes ce qu'elles comptaient faire en cas de grève générale triom-

(1) F. Pelloutier, *op. cit.*, p. 148.

(2) Les difficultés actuellement pendantes entre les administrateurs de la *Verrerie Ouvrière* et leurs employés sont de nature à nous éclairer sur la valeur du communisme (octobre 1912).

phante. Les réponses (1) sont à consulter, si l'on veut connaître l'idéologie des dirigeants du mouvement ouvrier. L'accord paraît régner sur les conceptions essentielles et les quelques lignes qui suivent, empruntées à l'un des rapports, résument assez bien les tendances communes : « 1° travail libre sans contrainte, sans salaire d'aucune nature ; 2° consommation libre suivant les goûts et les besoins ; 3° suppression absolue de la théorie de la valeur ! ; 4° échange établi suivant les besoins ; 5° Bourse du travail, centre de l'activité et de la vie humaine. » Tous les rapports font une critique d'ailleurs peu originale de la valeur d'échange, que la Révolution a pour but de détruire ; le partage égalitaire des objets de consommation ou la satisfaction illimitée des besoins est adoptée par tous. Les formules sur la liberté de travail ont un sens anarchiste incontestable pour la plupart, mais quelques-unes maintiennent l'autorité syndicale et l'organisation du travail. « Les usines ou ateliers, écrit l'un des correspondants, devront fonctionner sous la surveillance d'un administrateur et de syndics selon les besoins, remplaçant les contre-mâîtres actuels, le tout choisi par le syndicat, dont dépend l'industrie de la localité (2) » et la production sera dirigée par un conseil formé des représentants des syndicats. Le roman de MM. Pataud et Pouget fait

(1) Rapports sur l'organisation de la société au lendemain de la grève générale. XIII^e Congrès Corporatif, Montpellier, 1902, *Compte rendu*, notamment, p. 229.

(2) *Op. cit.*, p. 237, v. aussi p. 240.

aussi de nombreuses allusions à une hiérarchie, qui serait élue par les syndiqués, non par tous, mais par ceux qui sont directement intéressés. Lorsque l'idée de commandement subsiste, elle perd sa forme nationale ; ce n'est plus la collectivité qui délègue aux services, tous les services sont autonomes.

Lorsqu'on analyse les formules sur la société future, on est obligé de reconnaître leur dualité. Les paraphrases de Kropotkine et les descriptions proprement syndicalistes voisinent dans l'enquête et souvent dans le même rapport.

L'anarchisme demande la libération absolue de l'individu, la disparition de toute obligation, il proclame le droit de suivre ses penchants, de « vivre sa vie » et réclame la libre consommation. Il n'hésite pas d'ailleurs pour expliquer cette transformation à supposer une révolution complète du machinisme et une totale métamorphose de l'âme humaine. Il rêve le travail attrayant et la jouissance. Cette philosophie démoralisante se retrouve chez tous les syndicalistes militants. « Le travail (sera) récréation au lieu d'être peine », le nombre des heures sera beaucoup diminué à cause de l'utilisation des parasites — (les 2/3 des hommes sont aujourd'hui des parasites d'après l'un des rapports) — et du perfectionnement du machinisme. Le but mercantile poursuivi par les industriels n'est pas favorable aux grands progrès techniques, il occasionne des crises et des déperditions de force, car le capitaliste néglige l'intérêt de l'Humanité. Personne plus que les anarchistes ne se montre sévère à l'égard

de l' « anarchie bourgeoise ». Quand l'ordre aura été rétabli par l'anarchie, l'harmonie régnera entre les hommes devenus égaux. Toutes les iniquités disparaîtront, l'intérêt de chacun étant identique à l'intérêt de tous, une collaboration parfaite s'établira entre les producteurs pour le bien commun (1). Il suffit de détruire les institutions actuelles, pour que règne l'Harmonie universelle.

Greffée sur cet anarchisme on découvre dans certains rapports une théorie syndicaliste, c'est-à-dire fédéraliste : Le syndicat est une autorité, qui organise le travail à l'atelier ; la Bourse centralise les demandes et les répartit, « nul ne peut refuser du travail (2) » ; un comité fédéral tranche les questions d'intérêt général.

La société communiste dont nous avons indiqué les principes serait constituée sur le type de l'organisation ouvrière actuelle. La fédération de l'avenir ne serait qu'une copie servile de la *Confédération du travail*. En fixant les principes fédéralistes observés par les groupements ouvriers nous décrirons par avance la structure de la société syndicaliste.

Les syndicats en même temps, qu'ils appartiennent à des Bourses du Travail ou à des Unions locales (on appelle ainsi les unions de syndicats qui vivent en dehors de la Bourse du Travail municipale, dans un

(1) Cf. Pataud et Pouget, *op. cit.*, p. 153.

(2) Rapport cité, p. 240.

but d'indépendance) sont, en général, affiliés à une fédération de métiers ou d'industries (1). Les Bourses du Travail — dont nous avons précédemment indiqué les fonctions — réunissent tous les syndicats d'une même ville, ils sont comme des conseils municipaux ouvriers. Les Fédérations de métiers ou d'industries groupent tous les syndicats de la même profession, leur rôle apparaît important en matière de grève, car ils empêchent le recrutement « des renards » en dehors du lieu du conflit et étendent une grève partielle à toute une corporation (2), quand cette généralisation peut faciliter le triomphe des revendications ouvrières. Les Fédérations de métier étudient toutes les questions d'intérêt général corporatif, elles représentent une nouvelle forme d'union, qui n'a jamais existée non seulement depuis la Révolution, mais encore sous l'Ancien Régime, puisque les corporations avaient une organisation locale. Ces fédérations traitent d'intérêts professionnels nationaux, elles font de véritables actes d'autorité, elles rendent des décrets, qui s'imposent en fait (3), sinon en droit à tous les ouvriers syndiqués ou non syndiqués de la profession. Les Fédérations nous obligent à constater les liens qui unissent les hommes, de quelque province qu'ils soient, dès lorsqu'ils appartiennent à une même industrie.

(1) E. Pouget, *La Confédération générale du Travail* (Biblioth. du Mouvement prolétarien), p. 18.

(2) E. Pouget, *op. cit.*, p. 19.

(3) Cf. Paul Boncour, *Le fédéralisme économique*. Le livre de M. Paul Boncour étudie toutes les formes de cette souveraineté.

L'unité qu'elles créent, sans entraver l'action autonome des syndicats, est un élément nouveau d'« intégration » dans notre société. S'il n'est plus vrai juridiquement de dire qu'un individu est de sa province avant de faire partie de sa nation, il devient exact de prétendre, que chaque individu est producteur avant d'être citoyen et qu'il appartient à une industrie avant d'être membre de la collectivité ouvrière. C'est ce fait nouveau, sur lequel il est inutile d'insister après les développements si clairs et si convaincants de M. Paul Boncour (1), qui permet de prévoir l'avènement d'une société vivifiée par le fédéralisme économique.

Les fédérations ne sont pas restées dans l'isolement, elles se sont groupées en 1894 pour former la *Confédération du travail*.

Les Bourses du travail se constituèrent vers la même époque en fédération sous la direction de Pelloutier. La *Fédération des Bourses* entra bientôt en lutte avec la Confédération du Travail. La discorde n'avait d'autre cause, que des rivalités de personnes, elle cessa en 1902 au Congrès de Montpellier. La *Confédération générale du Travail* fut instituée, telle qu'elle existe encore actuellement et la Fédération des Bourses en devint une section. Un syndicat peut donc faire partie de la confédération à deux titres différents, lorsque la Bourse de sa localité et sa Fédération sont toutes les deux affiliées (2), il a voix délibérative, d'une part comme pro-

(1) J. Paul Boncour, *op. cit.*, part. conclusion.

(2) Pouget, *op. cit.*, p. 13.

ducteur d'une ville déterminée, d'autre part comme producteur d'une corporation donnée.

La Confédération est formée (pour reprendre un mot de Pouget) par trois « paliers » : syndicat — fédération nationale corporative ou union locale de syndicats divers — confédération générale du travail. « L'organisme confédéral est essentiellement fédéraliste (1). » En effet, les fédérations sont des « agglomérats » de syndicats et la Confédération, un « agglomérat de fédérations ». Le syndiqué n'est jamais considéré par la Confédération comme individu, il ne prend part aux délibérations que par l'organe de son syndicat, il ne compte pas, seul son syndicat a une voix, car seul il représente des intérêts généraux. Il ne saurait donc être question pour la Confédération d'avoir recours à un referendum, qui ferait voter l'un à côté de l'autre tous les ouvriers de quelque profession qu'ils soient. Bien plus la Confédération ne tient même pas compte de l'effectif des fédérations pour leur accorder plus ou moins de voix et ceci rappelle la pratique des fédérations d'Etats.

La Confédération ne donne pas d'ordre, elle reçoit les impulsions, elle ne fait qu'établir le contact entre les fédérations (2). Ses votes ne s'imposent pas aux corporations et on sait qu'en fait les appels du Comité exécutif ne sont suivis par presque personne. Nous n'avons pas l'ironie, d'ailleurs, de considérer ce résultat

(1) Pouget, *op. cit.*, p. 24.

(2) Pouget, *op. cit.*, p. 25.

comme voulu, mais nous désirons seulement faire entendre que le Comité exécutif ne doit avoir, d'après la conception fédéraliste que nous analysons, qu'une autorité morale (1). Il ne peut que donner des avis, et non imposer une ligne de conduite — même sur un vote de la majorité des délégués confédéraux — à un des groupements (fédération ou Bourse du Travail) affiliés à la Confédération.

« A chaque degré l'autonomie de l'organisme est complète — écrit M. Pouget — : les fédérations et unions des syndicats sont autonomes dans la Confédération ; les syndicats sont autonomes dans les fédérations et unions de syndicats ; les syndiqués sont autonomes dans les syndicats (2). » En effet l'absence d'autorité, qui caractérise le Comité exécutif de la Confédération du travail, se retrouve dans presque toutes les fédérations (3). Anciennement elles avaient cependant une tendance à une unité rigide. C'est ainsi que la *Fédération du Livre* — qui est l'une des premières — laisse peu d'initiative aux syndicats, le pouvoir effectif y est exercé par des secrétaires permanents, qui peuvent se trouver momentanément en désaccord avec les syndicats. Les ouvriers qui luttent contre l'Etat ou les grandes compagnies ont formé aussi des unités puissantes, ils ont créé des syndicats nationaux, dans lesquels presque aucune autonomie

(1) Nous analysons ici la théorie fédéraliste différente du fait fédéraliste cf. page précédente et Paul Boncour.

(2) Pouget, *op. cit.*, p. 4.

(3) Pouget, *op. cit.*, p. 19, ss.

n'est laissée aux sections, d'ailleurs dépourvues presque complètement de subsides. C'est le cas par exemple des syndicats de travailleurs de chemins de fer. Mais ce sont là des exceptions et le plus souvent maintenant l'autonomie la plus complète existe dans les fédérations au profit des syndicats. En générale les syndicats versent une cotisation à la Fédération d'après le nombre de leurs membres, la Fédération se charge de la propagande et de la résistance. Le syndicat administre librement ses œuvres de mutualité et déclare la grève à son gré. Il est représenté à la fédération par un ou deux mandataires toujours révocables (1). Les fédérations sont représentées de la même manière à la Confédération qui est un « organisme de coordination et d'amplification de l'action révolutionnaire de la classe ouvrière ». L'impulsion vient d'un syndicat quelconque, elle se propage par la fédération jusqu'à la Confédération qui la transmet à tout l'organisme, mais tandis que le syndicat et la fédération agissent dans un intérêt corporatif, la Confédération vise un but révolutionnaire, « la disparition du salariat et du patronat ».

A l'intérieur du syndicat le syndiqué doit être également « autonome ». M. Pouget veut sans doute faire entendre par cette expression que le syndiqué n'a pas d'obligation envers sa corporation, lorsque l'intérêt professionnel n'est pas en jeu. Les idées religieuses ou politiques devraient, d'après cette concep-

(1) Pouget, *op. cit.*, p. 20

tion, être libres et le syndicat aurait l'obligation de s'abstenir de toute adhésion à un parti politique.

Ce sont ces principes fédéralistes qui doivent être à la base de la société de l'avenir. Celle-ci doit être organisée exactement sur le type de la Confédération du travail.

La conception fédéraliste, que nous avons analysée, se retrouve dans les « utopies » syndicalistes (1) avec ses trois termes : le syndiqué libre dans le syndicat, le syndicat autonome dans la fédération, la fédération autonome dans la confédération. Cette formule ne signifie pas, nous l'avons vu, que l'individu puisse échapper aux décisions de la majorité, ni le syndicat aux lois de la fédération. La formule, considérée abstraitement pour en pénétrer le sens juridique, nous paraît être l'affirmation du droit de chaque individu ou groupement (le groupement étant tenu pour une unité) de n'être engagé, que lorsqu'il a été consulté sur la question à résoudre ; c'est le droit, en d'autres termes, pour les intéressés de trancher seuls les questions qui les touchent directement, sans recours à une puissance supérieure : collectivité nationale ou prince. On peut hésiter sur la qualification à donner à cette théorie, dont les syndicalistes militants veulent faire pour ainsi dire le principe constitution-

(1) E. Pouget, *op. cit.*, p. 27 ; Pataud et Pouget, *op. cit.*, comp. Pelloutier, *Histoire des Bourses du travail*, p. 165, ss : rapports sur le rôle des bourses du travail dans la société future.

nel de nouveau régime, certains la qualifieront sans doute de démocratique, parce qu'elle a recours constamment au vote et à la consultation des intéressés, mais la théorie fédéraliste est antidémocratique par certains caractères.

1. — Avec le suffrage universel et en démocratie l'individu vote sur des questions, qui dépassent sa compétence et dans lesquelles il n'a pas d'intérêt. Il se prononce en conséquence pour une opinion, c'est-à-dire il fait un choix entre des théories politiques. Dans le système fédéraliste le producteur donne son avis sur un problème qui l'intéresse directement, sur un problème professionnel, dont sa vie d'ouvrier lui a donné la connaissance claire. Tandis que, par exemple, un Parlement est incompetent à organiser le repos hebdomadaire pour l'ensemble des professions, chaque syndicat sait quels sont les besoins de ses membres et les moyens de les satisfaire, il pourrait régler au mieux des intérêts de tous.

2. — Le suffrage universel ne connaît pas d'unités politiques. Les circonscriptions électorales sont de simples divisions administratives, moins encore, souvent de simples bureaux de vote. Les députés ne les représentent pas, ils sont les élus de la nation toute entière. Le fédéralisme rétablit le mandat direct. Chaque délégué a des ordres précis, il doit parler et voter dans tel sens déterminé, et il est toujours révocable, au gré de ses électeurs.

3. — Alors que dans la Démocratie tous les citoyens ont les mêmes droits et ont tous également une voix ;

dans le système fédéraliste l'égalité n'existe plus entre les individus, mais entre les groupements, quelque soit d'ailleurs le nombre de leurs membres.

L'idée fédéraliste ne doit pas présider seulement à l'organisation de la société communiste, mais encore à son avènement, on la retrouve, en effet, dans la théorie de la grève générale.

D'après les syndicalistes militants, la Révolution sociale et la Réorganisation, qui doit la suivre, seront l'œuvre du prolétariat organisé. On nous annonce que les syndicats deviendront plus nombreux, les bourses plus actives, la Confédération plus puissante, et que les ouvriers, prendront une conscience plus nette de leur solidarité de classe en même temps, qu'ils acquerront dans la lutte quotidienne les qualités qui sont nécessaires à des producteurs libres. Le génie de la classe ouvrière trempé par la pratique des grèves aura la force de hasarder la grande bataille et décrètera la grève générale. Les conflits actuels ne sont pour un esprit vraiment révolutionnaire que les grandes manœuvres du prolétariat ; mais la grève générale est préparée plus directement par les soins d'une commission de la Confédération, qui fait œuvre de propagande et d'organisation en suscitant la création de sous-comités dans toutes les grandes villes. Malgré la modicité des sommes employées (la plupart des bourses ne paient pas la cotisation demandée à cet effet), des résultats auraient déjà été obtenus, et les rapports constatent que, là où fonctionnent des

sous-comités, les grèves ont tendance à se généraliser (1). Le plan de la grève générale révolutionnaire a été souvent décrit avec un mélange d'images empruntées aux grèves récentes, (arrêt de la production, et des transports, sabotage, soupes communistes) et de souvenirs des journées révolutionnaires, (envahissement de la Chambre, défection des troupes, pillage des boutiques etc....) (2) Nous ne nous attarderons pas à l'étude de ce romantisme révolutionnaire (3), il nous suffira de noter ce qui fait, selon les inventeurs du système, la supériorité de la grève générale sur l'insurrection blanquiste. La grève générale peut éclater inopinément, sans que le gouvernement et la classe ouvrière elle-même s'en rendent compte. Les ouvriers, à la suite d'une répression violente et sanglante — comme il y en a de temps à autre, — font une grève de solidarité, qui s'étend très vite à toutes les corporations. Cet arrêt absolu du travail, s'il est prolongé, suffit à détruire l'Etat et le capitalisme — disent quelques-uns. La plupart compliquent un peu le tableau. Ils nous montrent l'effort fait par le gouvernement pour ravitailler les villes, son impuissance devant l'inertie de la masse et la mauvaise volonté des soldats. Les disettes, qui sont

(1) XIV^e Congrès national corporatif. *Compte rendu*, 1904, *Rapport*, p. 53.

(2) Pataud et Pouget, *Comment nous ferons la Révolution*. V. Méric.. *Comment on fera la Révolution*.

(3) M. Griffuelhes à la différence des autres militants évite toute description et considère la grève générale seulement comme une hypothèse. Cf. V. Griffuelhes, *l'Action syndicaliste*, p. 32.

la conséquence naturelle de la grève, amènent des pillages et des émeutes; les syndicats s'emparent des usines; la grande *décentralisation de l'attaque*, (1) — c'est la supériorité de la grève sur l'insurrection qui se dresse seulement contre le gouvernement — oblige l'Etat à disperser ses défenseurs, qui, énervés par l'attente du combat décisif et « travaillés » par la propagande révolutionnaire, finissent par abandonner leur poste. Dans la description naïve, mais quelquefois spirituelle de MM. Pataud et Pouget, deux faits méritent d'être notés : 1° la grève générale éclate à l'improviste, elle s'impose à la grande masse des ouvriers, qui ne l'a pas prévue et encore moins voulue; 2° elle utilise l'organisation syndicale, non seulement pour l'arrêt du travail, mais encore pour les combats, qui doivent suivre, elle surpasse ainsi les mouvements cahotiques, que furent les révolutions du XVIII^e et du XIX^e siècle.

A la conception unitaire que les socialistes parlementaires, se font de la révolution, le syndicalisme oppose la multiplicité des grèves et la complexité des attaques, et c'est avec raison que M. Jaurès, dénonçait l'« émiettement » de l'action ouvrière qu'il tend à opérer.

Les « utopies » des syndicalistes militants marquent certainement un recul de la pensée socia-

(1) Cf. Enquête internat. sur la grève générale, *Mouv. social*, 1904.

liste, car elles reviennent à la croyance au communisme libertaire simpliste. Elles admettent la disparition de toute contrainte et veulent la liberté absolue de l'abbaye de Thélème.

Le fédéralisme contemporain — quoique pensent les anarchistes — n'exclue pas toute autorité. Les fédérations de métiers usent volontiers de pression contre les récalcitrants et dans la pratique syndicale aucun droit n'est reconnu aux réfractaires. En admettant comme un axiome que la plus grande harmonie règnera dans la société communiste, les « anarchistes » enlèvent tout intérêt au problème du fédéralisme, puisqu'ils suppriment dès l'abord la difficulté à solutionner. Dans ce régime de liberté et de bien-être le fédéralisme est tout à fait superflu ; ce minimum d'organisation lui-même n'est pas nécessaire, quand on est décidé d'admettre que les hommes seront bons, serviables et désintéressés (1).

Le fédéralisme, dans toutes les théories que nous avons étudiées, nous a apparu comme une « forme », pouvant convenir à des régimes économiques très différents. Nous l'avons vu, chez Proudhon, étroitement uni au mutuellisme et faisant corps avec lui ; les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire nous en ont fourni quelques vagues notions fondues dans leur « philosophie des producteurs » : enfin les syndica-

(1) F. et M. Pelloutier, *La vie ouvrière en France*, 1900, p. 342.

listes militants n'en font qu'un accessoire de leur communisme libertaire. Nous voudrions cependant séparer la « forme » de la « matière », et saisir dans le fédéralisme une théorie indépendante. L'étude du syndicalisme administratif nous permettra d'atteindre à ce résultat.

CHAPITRE V

SYNDICALISME ADMINISTRATIF

Si les théoriciens du *syndicalisme ouvrier* ont observé une sage réserve et se sont gardés de faire des projets (1), c'est que le but poursuivi par le syndicalisme ouvrier, la suppression du salariat ne peut être atteint par des réformes partielles et qu'il faut supposer nécessairement un bouleversement, une rupture brusque avec le passé, en un mot un saut dans l'inconnu, c'est-à-dire de l'imprévisible. Le *syndicalisme administratif* au contraire ne prétend pas changer le régime de la propriété ni bouleverser le domaine de la production, mais seulement modifier les principes de notre droit public. Les théoriciens du syndicalisme administratif peuvent donc présenter leur système comme réalisable par retouches partielles apportées au régime actuel des fonctionnaires et indiquer dès maintenant le but de l'« évolution » qu'ils réclament, ils sont même contraint de construire des « utopies » puisqu'ils attendent la réforme désirée d'actes législatifs. Ils doivent de toute nécessité présenter un

(1) Cf. Introduction, p. 17.

schéma, qui puisse servir aux législateurs. Aussi bien ils n'y ont pas manqué.

Le mouvement syndical des fonctionnaires a une histoire propre. Il n'a pas la même origine que le syndicalisme ouvrier et ce n'est que très tard, qu'il songe à s'en rapprocher avec le dessein arrêté de se fondre en lui. Le syndicalisme administratif est, historiquement, une révolte des employés de l'Etat contre le favoritisme qui sévit dans les administrations publiques. La situation économique des fonctionnaires est relativement bonne, comme le prouve le nombre considérable de demandes d'emploi ; la sécurité contre les risques du chômage et de la vieillesse suffit à défaut de traitements élevés pour attirer vers les carrières administratives. Aussi les employés de l'Etat ne se sont pas groupés surtout pour obtenir des relèvements de salaires. Ils pouvaient réaliser cette fin en faisant intervenir des membres du Parlement dans les débats budgétaires. Le rôle propre des Associations, quand elles ont cessé d'être des Amicales, a été la lutte contre le favoritisme, qu'elles avaient, à la vérité, puissamment contribué autrefois à répandre. Les fonctionnaires quels que soient leur rang et leurs attributions ont, comme chacun sait, recours aux parlementaires pour entraver l'action répressive de leurs chefs ou pour obtenir d'utiles recommandations. L'usage de la recommandation s'est introduit dans les administrations publiques au point de devenir une institution quasi-officielle et une nécessité absolue pour arriver à certains postes. Les parlementaires,

sollicités par les fonctionnaires, sont souvent amenés, à leurs corps défendant, à user de ce moyen d'influence qu'ils réprouvent, mais dont ils ne veulent pas laisser le profit exclusif à leurs adversaires. M. Jèze a très nettement caractérisé la situation : « La tendance des démocraties et des gouvernements de parti, écrit-il, est de faire des fonctions publiques une arme dans les luttes politiques. La nomination aux emplois publics devient la récompense des services politiques ; la révocation, le châtimement infligé aux adversaires et même aux indifférents (1) ». Les chefs n'ont plus la force de résister aux demandes des députés, les subordonnés n'ont plus de confiance que dans les recommandations. Il en est résulté, de l'aveu de tous les hommes politiques, un mécontentement (2), un découragement et une rancœur chez un très grand nombre de fonctionnaires. C'est de cette situation qu'est sortie l'attitude nouvelle des associations corporatives, devenues des « associations de défense mutuelle » contre les « méfaits de la politique (3) ». Les associations, qui n'étaient autrefois que des réunions de camarades, se

(1) cité par M. Leroy, *Le droit des fonctionnaires*, 1906, p. 13.

(2) « Les fonctionnaires souffrent de l'intervention continue des hommes politiques ; mal défendus par des chefs, qui subissent le même régime, mal protégés par des règlements insuffisamment prévoyants, ils n'ont pas la sécurité, que devraient donner les services rendus.. ils ont perdu la confiance et leur découragement se transforme en impatience et en révolte » Barthou, cité par Leroy, *loco cit.*

(3) Hauriou, cité par M. Leroy, *op. cit.*, p. 14.

donnent maintenant pour but la suppression de l'ingérence parlementaire dans les services publics, la disparition du favoritisme par la régularisation de l'avancement et enfin la sauvegarde de la liberté de penser, car les fonctionnaires revendiquent le droit d'être citoyens après leurs heures de bureau (1).

Les fonctionnaires réclament un statut qui les mette à l'abri des révocations arbitraires et fixe leur avancement, mais ils pensent, que les garanties accordées ne seront efficaces que si les associations ont la possibilité de veiller à leur maintien. Quelques lois claires remplaçant le fatras des décrets et des règlements ne suffiraient pas ; ce qu'il faut surtout, c'est obtenir pour les associations un droit de contrôle sur les actes des chefs, contrôle qui serait pour les chefs eux-mêmes, dit-on, une garantie contre les pressions extérieures. Le statut ne doit pas être seulement, d'après les fonctionnaires syndicalistes, la reconnaissance de certains droits, donnant ouverture à une action devant le conseil d'Etat, mais encore un partage des pouvoirs disciplinaires et de promotion entre le gouvernement et les délégués des associations.

Ce programme-minimum des associations de fonctionnaires est dépassé par la plupart. Les formules primitives ont été approfondies et les réformateurs les plus radicaux s'attaquent maintenant à la direction politique des services publics, ils demandent que le

(1) Chastanet (postier révoqué), *Fonctionnariat et syndicalisme*, p. 14.

ministre et sa suite cessent d'entraver la marche régulière des administrations (1). Toutes les accusations, que le contribuable porte sur le fonctionnarisme, les Amicales les reportent sur les bureaux du ministre, où règnent, affirment-elles, l'incurie, l'imprévoyance et l'incompétence. Cette haute direction apparaît aux fonctionnaires comme inutile et même nuisible, son entretien est, en outre, disent-ils, une lourde charge budgétaire qui empêche d'améliorer la situation des employés subalternes. Héritiers de la pensée de Saint-Simon, les fonctionnaires syndicalistes demandent la suppression des chefs politiques, l'autonomie des administrations (2) et leur organisation sur le modèle des industries, c'est-à-dire avec le moins de complication possible ; ils réclament une limitation de la bureaucratie et un perfectionnement des services techniques ; ils prétendent substituer à « l'incompétence d'en haut », la « compétence d'en bas » (3). M. Beaubois écrit, que les postiers veulent « l'élimination de l'Etat en tant que pouvoir politique (4) ». Leur Association

(1) M. Leroy, *La crise des services publics*, pp. 199 et 208. « Les fonctionnaires prétendent n'être que des techniciens... les fonctionnaires s'émancipent pour n'être que les employés des administrés. »

(2) Manifeste des instituteurs syndicalistes « Les syndicats doivent se préparer à constituer les cadres des futures organisations auxquelles l'Etat remettra le soin d'assurer sous son contrôle et sous leur contrôle réciproques les services progressivement socialisés » cité par M. Leroy, *Les transformations de la puissance publique*, p. 262.

(3) Chastanet, *op. cit.*, p. 31.

(4) G. Beaubois, *L'organisation syndicaliste du service des postes. Mouv. socialiste*, avril 1909.

générale s'est déjà occupée d'obtenir des transformations techniques (1) utiles au public, elle réclame le droit de le faire plus librement à l'avenir, elle voudrait organiser des congrès, où se rencontreraient les délégués des Postes et des commerçants, et où l'on discuterait des réformes à opérer dans l'intérêt général. A l'administration actuelle routinière et énervée par des soucis fiscaux doivent être substitués des services publics plus souples et devenant de véritables collaborateurs du Commerce et de l'Industrie. Pour arriver à ce résultat, les grands chefs, que la politique a déposés dans les administrations, seraient écartés ; il n'y aurait plus alors que des directeurs techniques, pour la nomination desquels on devrait laisser aux groupements professionnels intéressés au moins quelques droits « soit dans la désignation, soit dans l'acceptation (2) ». Le syndicalisme administratif ne doit pas supprimer l'autorité, il doit seulement opérer « un transfert des fonctions de direction », il doit organiser, introduire de l'ordre « en confiant à des hommes capables, des hommes de métier l'administration des services publics » ; il veut maintenir la hiérarchie dans la mesure où elle est nécessaire à toute industrie progressive. « Le dogme de l'égalité abstraite et rationnelle, ils (les syndicalistes) l'abandonnent aux démocrates. Ce qu'ils demandent, c'est que, du moment qu'une hiérarchie technique et

(1) Moubrinaud, la grève des postes et le mouvement social. *Mouv. socialiste*, avril 1909.

(2) Beaubois, *art. cit.*

une discipline intérieure s'imposent, ce soient une hiérarchie et une discipline organisées par le travail lui-même » (1). Les règlements devront donc cesser d'être imposés par l'autorité politique, par les élus du suffrage universel, ils seront discutés par les intéressés eux-mêmes (2). Ceux parmi les syndiqués, qui ne demandent pas la suppression du pouvoir politique, veulent ou moins, qu'une collaboration (3) soit établie entre les directeurs et le personnel afin de faire profiter le service des connaissances, que le plus humble des expéditionnaires acquiert dans l'exercice de sa profession. Que l'administration consulte ses employés, ils prendront alors conscience de leur dignité de travailleurs, ils cesseront de considérer les heures de bureau comme une corvée, ils feront œuvre d'imagination et de création. « Libres, les fonctionnaires seront responsables, ils seront actifs, ils réfléchiront sur leur travail ; ces réflexions ne pourront que profiter au service (4) ».

Les syndicalistes ne réclament ni l'appropriation des services publics, ni même une participation aux bénéfices (5), comme on le dit parfois. Ils demandent

(1) Beaubois, *art. cit.* p. 248.

(2) M. Leroy, *Les transformations de la puissance publique*, p. 234.

(3) Henrion, commissaire principal, président de l'Amicale de prévoyance des commissaires de police, cité par M. Leroy, *Le droit des fonctionnaires*, p. 17.

(4) M. Leroy, *Le droit des fonctionnaires*, p. 79.

(5) Beaubois, *art. cité*, p. 242. Les postiers « ne rêvent ni de propriété corporative, ni de participation aux bénéfices.... ils se proposent seulement de faire disparaître les caractères

que les services, dont ils assurent le fonctionnement, soient confiés à leurs associations, pour être mis en valeur. La transmission est naturelle, soutiennent-ils, car la direction politique actuelle n'est qu'une surcharge pour les administrations. Les Associations gèreront les services, elles établiront elles-mêmes leur hiérarchie et leurs règlements, elles passeront des contrats avec l'Etat et organiseront souverainement le travail dans les limites de l'accord consenti. « De fait, remarque M. Beaubois, il y aurait toujours deux parties contractantes, ayant leurs droits respectifs : d'un côté des producteurs assurant un service public dans des conditions données; c'est-à-dire avec toutes garanties d'indépendance et de liberté; de l'autre le public, le parlement, l'administration exerçant d'une part un contrôle effectif au point de vue financier, exigeant d'autre part une bonne exécution du travail (1) ». Le syndicat deviendrait l'organe directeur de chaque administration. Le traité, qu'il passerait avec les représentants du pays, sauvegarderait à la fois l'intérêt général et les intérêts particuliers des fonctionnaires. Le nouveau régime est donc celui de la liberté se substituant à l'autorité, du contrat remplaçant la hiérarchie; la réforme proposée est proudhonienne, elle répond à la définition que Proudhon donnait du fédéralisme : régime du contrat remplaçant la loi (2).

actuels des monopoles d'Etat : l'incompétence, l'irresponsabilité, l'arbitraire, qui sont à la base de leur organisation. »

(1) Beaubois, *art. cit.*, p. 250.

(2) « Au régime hiérarchique des services publics (s'oppose)

L'autonomie des services publics répond à un besoin de notre société contemporaine. L'Etat moderne, que la Révolution et l'Empire nous ont légué, étouffe le pays sous sa masse. Il est policier, chef d'armée, juge, pénitencier, postier, directeur de chemin de fer, imprimeur, etc. etc... L'Etat joue tous les rôles, porte son activité partout et sa pesante organisation n'est soutenue que par quelques ministres éphémères. La centralisation excessive est constamment dénoncée par tous les partis, cependant les fonctions de l'Etat croissent toujours, et des besoins collectifs nouveaux ou nouvellement ressentis causent une augmentation incessante du pouvoir central. La décentralisation est une nécessité que personne ne conteste plus. Or, le syndicalisme est la forme la plus moderne de la décentralisation. Tandis que le régionalisme paraît archaïque, le fédéralisme économique, semble répondre aux besoins de la société contemporaine, s'il est vrai que nous sommes plus unis aujourd'hui par les liens professionnels, que par la communauté d'origine ou de domicile. Le syndicalisme apporte une riche diversité dans la France unitaire, il opère une décentralisation (1) rationnelle. La décen-

le régime du contrat de travail, au droit privé le droit public, la liberté au détestable socialisme d'Etat.... » M. Leroy, *Les transf. de la puiss. publique*, p. 269.

(1) Les associations de fonctionnaires, organisme « à vie autonome », permettront « la décentralisation de l'Etat hypertrophié par ses multiples fonctions ». Mombrunaud, *art. cit.* p. 272. M. Paul Boncour voit aussi dans le fédéralisme mo-

tralisation proposée n'est pas d'ailleurs la remise de l'administration aux intéressés, ce n'est pas la formation dans le pays de groupes d'intérêts locaux faisant des règlements valables pour leur ville ou leur métier, le syndicalisme administratif sous notre régime individualiste rappelle plutôt les régies, ce serait effectivement un système de régies confiées à des syndicats d'employés au lieu d'appartenir à des syndicats de capitalistes. Ces groupes seraient liés à l'Etat par un contrat, discuté entre les partis.

Les défenseurs du syndicalisme intégral des fonctionnaires présentent leurs projets comme des réformes démocratiques. Leur but est de mettre en harmonie l'administration monarchique de la France avec son gouvernement républicain. On sait, que le régime parlementaire et les institutions démocratiques n'ont pas atteint le principe d'autorité dans l'administration (1), les fonctionnaires sont soumis à la même discipline sous la troisième République, que sous l'Empire et la liberté d'opinion leur est presque aussi parcimonieusement mesurée. Une démocratisation des services publics s'impose, déclare M. A. Berthod (2). Les démocrates qui ont conservé dans leur pureté première les principes de la Révolution fran-

derne une forme nouvelle de la décentralisation. Cf., Paul Boncour, *Renaissance latine*, 15 janvier 1905.

(1) M. Leroy, *Les transformations de la puissance publique*, p. 107.

(2) A. Berthod, *Les syndicats de fonctionnaires et l'Organisation de la démocratie. Rev. pol. et parl.*, 1906, t. XLVII, p. 421.

çaise répliquent avec raison, que la démocratie existe, lorsque le gouvernement tient ses pouvoirs de l'élection et que le régime républicain n'implique pas l'autonomie des services publics, l'« anarchie ». La Démocratie n'est-elle pas pleinement réalisée, quand la volonté générale peut librement s'exprimer et commander ? Tout fédéralisme, tout particularisme local ou professionnel est par nature antidémocratique. L'autonomie réclamée par les porte-paroles des fonctionnaires est incompatible avec l'idée constitutionnelle de la souveraineté du peuple, elle serait la restauration d'une manière de corporatisme. Les juristes cherchent toujours à rattacher les théories nouvelles aux anciennes, et l'usage des légistes, qui appliquaient à l'Eglise, des textes romains écrits pour le paganisme, n'a pas disparu, ils essayent donc de déduire de notre droit public les principes fédéralistes et de faire ainsi accepter la théorie de la « discipline consentie ». Mais la logique démocratique veut que tout citoyen lésé dans ses intérêts s'adresse aux représentants du pays. La nation ne reconnaît pas la souveraineté des associations privées (1).

Le fédéralisme est en réaction contre l'esprit unitaire et antiassociationiste de la Révolution française, mais il n'est en aucune manière le retour au ré-

(1) « La souveraineté sauvegarde suprême du droit individuel, — écrit M. Esmein, — est nécessairement supérieure non seulement aux individus, mais surtout aux groupes et aux corporations. » Cf. Esmein, *Eléments du droit constitutionnel*, 2^e éd., p. 180, note.

gime corporatif. — est-il besoin de le faire remarquer ? On sait, en effet, que les corporations étaient soumises à la fin de l'Ancien Régime à des règlements royaux, que les compagnons n'ont jamais fait partie de la corporation, et que ce régime ne s'appliquait pas aux fonctionnaires (1). Il n'y a pas sans doute entre l'institution de l'Ancien Régime et celle qui doit, d'après les syndicalistes, régir l'avenir, d'autre ressemblance que celle-ci : les deux institutions ont la même base, l'intérêt général professionnel. C'est seulement à ce titre qu'elles peuvent être considérées comme des formes analogues de particularisme. Il importe donc de ne pas faire d'assimilations inexactes, et il convient de noter toute la hardiesse du principe prôné par le syndicalisme administratif, ce n'est pas autre chose en définitive que l'« anarchie » proudhonienne. Les fonctionnaires réclament le droit de choisir leurs chefs, de voter leurs règlements, de consentir les conditions du travail, ils veulent un « self-government », le « gouvernement de l'anarchie », comme eut dit Proudhon. Ils n'entendent reconnaître aucune autre inégalité, que celles nécessitées par les conditions économiques et ils prétendent librement débattre les termes du contrat qui les liera à l'Etat. Telle est l'originalité du mouvement syndicaliste. Les revendications des fonctionnaires ne tendent à rien moins qu'à révolutionner l'Etat moderne, car elles remettent en question les

(1) M. Leroy, *op. cit.*, p. 280.

principes sur lesquels repose notre société. Nous sortirions de notre programme en recherchant quelles sont leurs possibilités de réalisation et leurs conséquences bonnes ou néfastes. Nous nous contenterons donc d'observer quel bouleversement elles opèrent dans notre droit public ; elles cherchent à poser des limites au parlementarisme et au gouvernement et elles créent une entité juridique, une personne morale publique nouvelle (1), les associations de fonctionnaires. La logique de la théorie devait amener des auteurs plus loin encore, jusqu'à la reconnaissance de l'utilité publique des ligues d'administrés. Certains faits contemporains, ont en effet montré le rôle important de contrôle, sinon d'organisation que peuvent avoir des associations particulières formées pour la surveillance (ou le remplacement) des agents de l'Etat. C'est pourquoi M. Leroy salue l'avènement de ces ligues établies par les administrés « pour défendre leurs intérêts, intérêts comparables à des intérêts professionnels... C'est au public, ajoute-il, à empêcher que ne se constitue cette « féodalité administrative », dont on a si souvent dénoncé le péril (2), et ainsi, M. Maxime Leroy donne la formule d'une société dans laquelle les fonctions actuelles de l'Etat passe-

(1) « Un nouveau « pouvoir » est né dans la cité en face de l'exécutif, du législatif et du judiciaire : *le professionnel*. Sans qu'il soit possible de faire aucune prévision, on peut dire que l'ère politique selon Montesquieu et Rousseau est virtuellement close. » M. Leroy, *Syndicats et Services publics*, 1909. Préface.

(2) M. Leroy, *La crise des services publics*. Pages libres, p. 209.

raient à des associations de toute nature et la vie sociale résulterait de l'antagonisme des groupements d'intérêts.

Nous avons considéré jusqu'ici le syndicalisme administratif comme un mouvement indépendant. Il le fut à son origine, mais les Associations ne s'enfermèrent pas longtemps dans le cercle étroit des intérêts professionnels qu'elles avaient charge de défendre. Les fonctionnaires se mirent bientôt à l'école du syndicalisme ouvrier et en acceptèrent le langage, voire même les idées. Le passage de l'Amicale au syndicat est le symbole de la transformation des esprits (1). On abandonne un mot qui fait penser à la camaraderie, pour en adopter un autre qui signifie lutte. Il ne s'agit pas en effet de substituer le régime de la loi de 1884 plus libérale sur certains points à celui de la loi de 1901 plus libérale sur certains autres, l'intérêt pratique d'un tel changement n'expliquerait ni l'obstination des fonctionnaires, ni l'opiniâtreté du gouvernement. L'acuité du conflit entre l'autorité et les employés de l'Etat fut sans doute accrue par la confusion, que fit l'opinion publique entre le droit syndical et de droit de grève, mais en dehors même de cette erreur, le différend était suffisant pour déchaîner les passions et les colères. Les fonction-

(1) Cf. Laurin, *Les instituteurs et le syndicalisme*. (Bibl. du Mouvement prolétarien). Un parlementaire s'étant emparé de la direction de la Fédération des Amicales, les Amicales de plusieurs départements se transforment en syndicats (1905).

naires ont clairement indiqué l'importance du problème, quand ils ont manifesté leur volonté de faire partie des bourses du Travail et de la Confédération, quand ils ont prétendu réaliser l'union du prolétariat administratif et du prolétariat manuel. Les instituteurs furent les premiers à déclarer leur intention de former des syndicats pour prendre place dans les Bourses auprès des ouvriers, dont ils instruisent les fils. Par leur entrée dans les Bourses ils se flattaient d'apporter aux ouvriers l'appoint de leur intelligence et de leur science. Ils se promettaient aussi d'apprendre par leur contact avec la classe ouvrière quels sont ses besoins et ainsi de se rendre plus aptes à remplir leur rôle d'éducateurs. Les syndicalistes révolutionnaires ne se pressèrent pas de serrer les mains tendues, ils éprouvaient une certaine méfiance pour ces intellectuels (1), qui précipiteraient sans doute le prolétariat dans les aventures parlementaires. Leur opinion changea dans la suite et les syndicalistes oublièrent, que les instituteurs n'étaient pas des producteurs; ils firent des congrès mixtes où des questions d'éducation furent discutées (2). Mais le gouvernement se montra si résolument hostile à l'affiliation des instituteurs à la Confédération du Travail, que les syndicats d'instituteurs n'osèrent pas donner

(1) Laurin, *op. cit.*, p. 47.

(2) M. Laurin (*op. cit.*) avoue que le Congrès mixte de 1908 pour l'adaptation des programmes scolaires aux besoins de la classe ouvrière montra seulement « l'inexpérience de la classe ouvrière en cette matière ».

leur adhésion au mouvement révolutionnaire (1). L'expérience n'a donc pu être menée à bonne fin. Cependant les pourparlers des postiers grévistes avec plusieurs corporations parisiennes a montré que l'accord régnait entre les deux prolétariats. Sans doute cet accord ne peut être parfait (2) car bien des différences séparent les ouvriers de l'industrie privée et les petits bourgeois des administrations publiques ; les intérêts des uns et des autres sont antagonistes, puisque toute augmentation du traitement des fonctionnaires cause un accroissement d'impôts, que le salarié supporte directement ou par incidence. Si les syndiqués des administrations publiques ont réussi à s'entendre avec les syndiqués de l'industrie, c'est qu'ils avaient besoin de s'unir contre l'Etat bourgeois, leur ennemi commun. L'entente a été plus spontanée, que réfléchie, elle est née des circonstances qui ont changé les paisibles bourgeois des Postes en contempteurs de l'Etat (3). En déclarant la grève, les fonctionnaires qu'ils l'aient ou non voulu, faisaient acte d'anarchie, ils se mettaient en révolte contre la nation et rejoignaient ainsi les syndicalistes révolutionnaires, dont l'opposition systématique à l'Etat s'exprime par l'antipatriotisme. L'« anarchie spontanée » des services

(1) Laurin, *op. cit.* La lutte est reprise en ce moment même (septembre 1912) par le gouvernement contre les syndicats d'instituteurs.

(2) Laurin demande aux syndicats d'instituteurs de ne pas « copier servilement » le syndicalisme ouvrier, p. 51.

(3) Dans la grève des postes « l'action a primé l'idée ». Monbrunaud, *art. cit.*, p. 272.

publics devait trouver des admirateurs parmi les militants de la Confédération du Travail et un accord passager pouvait être scellé, affirmant la concordance des deux mouvements syndicalistes (1). Cette convergence a incité quelques esprits à tenter une synthèse des deux théories, c'est ce qu'a fait M. Maxime Leroy (2) en traçant — avec les réserves qui s'imposent à quiconque ne veut pas être taxé de pure fantaisie — une esquisse rapide d'un large fédéralisme économique, qui engloberait toutes les industries et tous les services publics.

La fédération — remarque M. Maxime Leroy — est l'organisation spontanée de la classe ouvrière (3), c'est la forme nécessaire de ses groupements, de même que la centralisation est la manifestation essentielle de la bourgeoisie. Le prolétariat a besoin d'autonomie et de liberté, il se révolte contre toute hiérarchie, il détruit l'autorité instinctivement. Lorsque les associations professionnelles discutent, soit avec le patron, soit avec l'Etat, elle substituent un contrat aux décisions d'autorité, mais ce n'est pas pour créer de nouveaux pouvoirs au sein des organisations ouvrières. Deux principes sont essentiels au fédéralisme : l'égalité et la compétence. Les producteurs qui discutent entre eux de leur métier sont égaux et ils sont libres, parce qu'égaux ; ils sont tous compétents et c'est la

(1) Laurin, *op. cit.*, p. 42.

(2) M. Leroy, *Les transformations de la puissance publique*, dernier chapitre.

(3) M. Leroy, *op. cit.*, p. 273.

compétence de tous, qui décide, alors que dans le gouvernement c'est l'incompétence de quelques-uns qui fait la loi. La classe ouvrière substitue donc la compétence à l'autorité. L'égalité n'existe pas seulement d'ailleurs dans les syndicats, mais encore entre syndicats dans les fédérations et entre fédérations à la Confédération générale du Travail; ces associations professionnelles sont égales, quelque soit le nombre de leurs membres, parce qu'elles sont toutes également utiles. Dans cette organisation ouvrière la liberté est assurée par l'établissement du « gouvernement direct (1) », les délégués sont élus pour remplir une tâche déterminée et les secrétaires syndicaux sont révocables *ad nutum*.

Si le syndicalisme ouvrier doit, comme il semble, absorber le syndicalisme administratif, les fonctions étatiques devront subir une transformation dans le sens de la liberté : les fonctions de gestion y parviendront sans doute, mais les fonctions d'autorité se briseront à ce jeu. Alors le fédéralisme *autarchique* (2) bouleversera la structure séculaire de l'Etat, il supprimera le gouvernement, c'est-à-dire le droit de commander, toutes les inégalités disparaîtront, seuls les liens de dépendances créés par la technique subsisteront, « il n'y aura plus d'Etat au sens où nous l'entendons, adossé à une tradition plusieurs fois séculaire de monarchie; il y aura un gouvernement professionnel

(1) M. Leroy, *op. cit.*, p. 275.

(2) M. Leroy, *op. cit.*, p. 276.

du type de celui qu'à prévu Proudhon (1) ». Ce n'est pas à dire d'ailleurs, que toute unité disparaîtra, car dès aujourd'hui la classe ouvrière est en mal d'unité et il faut voir dans cette tendance autre chose, qu'une nécessité de combat, à savoir la loi même de la vie. Mais l'unité confédérale ne sera ni une autorité, ni un organe quelconque de direction. « Il y a unité, quoique chaque fédération prétende garder le maximum d'autonomie, comme dans chacune des associations, qui la constitue, chaque membre revendique une autonomie analogue. Dans de telles conditions, l'unité se forme donc d'une manière véritablement progressive dans le sens de la liberté et son développement s'arrête spontanément à cette autonomie, sous peine de se détruire (2) ». Si chaque fédération conserve son autonomie, le rôle du comité confédéral se réduit à un travail de documentation et de statistique, le gouvernement n'est plus qu'une bureaucratie (3). M. Leroy précise sa conception en comparant sa « démocratie professionnelle » aux confédérations d'Etats, qui en diffèrent par les assises : territoire au lieu de métiers, au corporatisme, qui était un régime d'inégalité et de privilèges et enfin à la représentation professionnelle inventée par M. Ch. Benoist (4). L'ardent promoteur de la Représentation proportionnelle a proposé la création d'une chambre des députés élue par des

(1) M. Leroy, *op. cit.*, p. 277.

(2) M. Leroy, *op. cit.*, p. 278.

(3) M. Leroy, *op. cit.*, p. 279.

(4) M. Leroy, *op. cit.*, p. 281.

collèges électoraux professionnels, tandis que le sénat continuerait de représenter les collèges électoraux régionaux. M. Leroy reproche à ce système « érudit » d'être encore basé sur l'incompétence. Puisque les députés, qui auront par hypothèse une spécialité, seraient appelés à se prononcer sur des questions intéressant chaque profession, ils seraient aussi incapables qu'aujourd'hui de faire œuvre utile. L'erreur de M. Ch. Benoist est d'avoir voulu résoudre une antinomie en dotant l'autorité centralisée de compétence. Dans la fédération, au contraire, chaque profession a la charge de s'administrer ; quant aux intérêts communs des différentes professions, ils ressortiront à une institution pluri-professionnelle (1). Cette institution échappera aux reproches formulés contre la chambre des députés réclamée par M. Ch. Benoist, car elle connaîtra seulement des contacts entre les professions, contacts qui ne sont qu'un aspect de la vie professionnelle. Les délégués compétents pour statuer à l'intérieur de la profession, le seront également pour les questions interprofessionnelles, puisque celles-ci ne sont que le prolongement des problèmes de leur métier.

M. Leroy ajoute : « Cette liberté ne saurait être un fruit de l'abstraction. Ce sont les conditions de la vie journalière, les suggestions constantes de nos gestes et de nos occupations, l'organisation industrielle, la technique et la méthode de travail, qui seules la feront

(1) M. Leroy, *op. cit.*, p, 284.

naître spontanément, enfin efficace, tenace, intuitive (1).

Nous avons pris soin d'analyser avec détails cette théorie de M. Leroy de peur de la fausser par un exposé moins servile, nous n'arrivons pas en effet à comprendre cet accord de l'unité et de l'autonomie. Il nous semble évident que l'unité existe seulement si la liberté des groupements est restreinte, sans cela l'unité n'apparaît que dans les déclarations constitutionnelles. L'exemple des confédérations d'Etat le prouverait, s'il en était véritablement besoin : tant que la confédération ne peut passer outre à la résistance d'un de ses membres, elle n'a pas d'existence propre, elle n'a pas de réalité.

La théorie de M. Maxime Leroy paraîtra plus claire, si l'on observe qu'elle repose sur quelques abstractions juridiques : égalité des fédérations — intérêt général (pluri-professionnel), somme des intérêts corporatifs — rapports de production, seule réalité sociale — intérêt corporatif, somme des intérêts particuliers. Ces abstractions s'opposent assez directement à celles qui forment la base du droit public moderne : égalité des individus — intérêt général indépendant des intérêts particuliers qui n'ont pas le droit d'être représentés — rapports politiques, seule réalité sociale — identité de l'intérêt général et de la décision de la majorité. Le fédéralisme économique substitue le gouvernement des intérêts (2) au

(1) M. Leroy, *op. cit.*, p. 286.

(2) Il repose sur un principe, que condamne le droit public

gouvernement des partis et parmi les intérêts il place au premier rang les intérêts professionnels. Il ignore ou semble ignorer la vie morale et toutes les idées sur lesquelles repose l'unité nationale, il réduit l'Etat à n'être qu'un syndicat d'intérêts, un immense « cartell ».

M. Leroy n'indique pas quel sera le régime économique de « l'Etat futur », c'est que sa théorie constitutionnelle est compatible avec tous les systèmes de production, pourvu du moins qu'ils soient égalitaires. La théorie fédéraliste, rendue indépendante de tout système économique, peut se résumer dans cette formule que toute loi est un contrat passé entre groupements professionnels. L'idée contractuelle remplace la théorie de l'Autorité et de la Souveraineté nationale.

Parce que le fédéralisme économique n'est pas incompatible avec le régime de la propriété privée, il a pu trouver des défenseurs parmi les publicistes « bourgeois ». M. Duguit critique très vivement certaines idées syndicalistes : la violence, la grève générale, la lutte des classes et croit que la propriété privée a une fonction sociale encore pendant de longues années (1) : M. Duguit n'en adopte pas moins les principes du fédéralisme professionnel. Il est pi-

moderne basé sur l'idée de souveraineté nationale. Cf. Esmein, *Eléments de droit constitut.*, 2^e éd., p. 179.

(1) Duguit, *Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat*, p. 149 s.

quant de voir un professeur de droit public rompre avec les idées traditionnelles sur l'Etat et les services publics, avec les thèses *régaliennes*, dirait M. Leroy, et légitimer (sauf des restrictions pour les grèves) les prétentions des fonctionnaires syndicalistes. L'opinion de M. Duguit sur le rôle des syndicats, sur leur avenir a des racines profondes dans sa philosophie du droit, M. Duguit ébranle notre droit public en démontrant les fictions juridiques, que la Révolution française a puisées dans le *Contrat Social*.

Le droit public de la Démocratie oscille entre deux conceptions : la souveraineté de la personne publique et le droit naturel de la personne privée, considérée sous sa double qualité d'homme et de citoyen. M. Duguit conteste la valeur de ces deux idées (1). La souveraineté, attribut, essence de l'Etat, c'est là, pense-t-il, une théorie qui sent sa scolastique. La Volonté générale de la nation est une fiction, que l'ingéniosité de Rousseau ne parvient pas à légitimer. Les théoriciens du droit public se sont fondés sur l'idée de représentation empruntée au droit privé pour expliquer les relations des gouvernants, personnes physiques et de l'Etat, personne morale et ils ont supposé une délégation de l'une aux autres, sans voir que l'on ne peut déléguer le droit de vouloir à sa place. Plus

(1) Duguit, *L'Etat, les gouvernants et les agents*. Introduction. « L'Etat n'est pas une personne juridique ; l'Etat n'est pas une personne souveraine. L'Etat est le produit historique d'une différenciation sociale entre les forts et les faibles dans une société donnée. »

ingénieuse est la théorie de Jellinek, qui reconnaît dans les gouvernants (individus ou corps) les organes de la collectivité. Mais c'est une nouvelle fiction et M. Duguit la rejette pour définir l'Etat avec réalisme, une puissance, qui a la force et peut employer la contrainte et dont la légitimité vient du fait de la solidarité sociale. Une pareille définition est incompatible avec la conception du droit naturel de la personne privée, puisqu'elle suppose un droit variable avec chaque forme, chaque degré de solidarité sociale (1). M. Duguit ne laisse donc rien debout de la conception traditionnelle de l'Etat et il déblaye ainsi le terrain au profit du fédéralisme.

Le syndicalisme, pense M. Duguit, n'est pas cette force de dissociation que certains croient, il augmente la puissance de l'individu en l'agrégeant à des associations, il « intègre » davantage la société, il renforce la solidarité. Les syndicats constituent de fortes assises pour l'organisation future, ils créent une structure juridique nouvelle pour la société de l'avenir. Ils tendent à acquérir « la direction de la besogne sociale qui leur incombe » et ainsi ils limitent constamment la fonction du gouvernement. Parti de l'économie, le syndicalisme aboutit au droit constitutionnel,

(1) « Ni la collectivité, ni l'individu n'ont de droit, il n'y a ni droit social, ni droit individuel. » Duguit, *le droit social, le droit individuel*. p. 5, « une loi ne s'impose que lorsqu'elle est conforme aux conditions de vie actuelle, momentanées et changeantes d'une société donnée, déterminée par l'observation et l'analyse rationnelle de son évolution et de sa structure » *op. cit.*, p. 62.

créé pour régler des rapports privés, il tranche des questions de hiérarchie et d'autorité publique, parti de l'usine ou de l'atelier il tend à former peu à peu toute une société fédéraliste.

M. Duguit croit, qu'il ne faut pas craindre pour la liberté individuelle en voyant le développement que des associations multiples prennent actuellement, car l'individu n'acquiert toute sa puissance, il ne devient *surhomme* que lorsqu'il est encadré par des associations de toute nature. Le syndicalisme contribue à la construction d'une société mieux cimentée que pourrait couronner une représentation professionnelle, dont M. Duguit nous trace même les linéaments (1). Dans cette transformation générale les syndicats de fonctionnaires auront une place à part ; les fonctionnaires forment en effet une classe spéciale, qui a ses intérêts propres et ce n'est que par une sentimentalité erronée, qu'ils essayent de s'introduire dans les organisations ouvrières. Le syndicalisme administratif, (qui devrait s'abstenir d'entrer dans les Bourses de Travail et de faire grève), acquerra la direction des services publics. Cette réforme profitera au public en même temps qu'aux employés de l'Etat, car il est clair, que des conseils techniques seront plus compétents, que les représentants du Parlement déposés par la politique sur les sommets administratifs. M. Duguit constate que le besoin d'autonomie apparaît si impérieux,

(1) Duguit, *Le syndicalisme*, in *Rev. pol. et parlem.*, 1908, t. LVI, p. 491, et *la représentation syndicaliste au Parlement. Rev. pol. et parlem.* 1911.

qu'étranger à toute préoccupation théorique, l'Etat moderne a déjà fait une tentative de décentralisation économique dans l'enseignement en donnant une certaine autonomie aux Universités.

Le régime nouveau serait fondé sur l'autonomie des administrations publiques et la responsabilité des fonctionnaires, sur la représentation professionnelle et la contraction de l'Etat centralisé réduit à une pure fonction de contrôle et de surveillance. Ce régime peut être graduellement établi par la législation.

CONCLUSION

Le fédéralisme économique nous est apparu comme une superposition d'associations professionnelles, qui ne limitent leur autonomie que par des transactions et pour la satisfaction d'intérêts précis. La vie d'une société fédéraliste se trouve dans tous les organes, le centre n'est pas moteur, il sert seulement à coordonner les mouvements, à empêcher les froissements, il n'a de puissance que ce que les parties lui en concèdent. Le fédéralisme n'admet à l'atelier qu'une discipline interne c'est-à-dire consenti par les ouvriers, parce que nécessaire à la production ; il ne reconnaît la hiérarchie que dans la mesure où elle est imposée par les conditions de la technique, il ne reconnaît l'Etat que comme représentant de toutes les professions, c'est-à-dire en restreignant son action aux seuls intérêts pluri-professionnels. Le principe fédéraliste est l'individualisme, non pas l'individualisme révolutionnaire qui reconnaît le droit naturel de l'homme et du citoyen en face de la souveraineté nationale et qui limite le despotisme de

l'Etat par les droits abstraitement déterminés de la personne humaine ; mais un individualisme concret, qui prend l'individu dans le cadre de sa profession et lui confère des droits en sa qualité de producteur, un individualisme enfin, qui consacre l'autonomie des associations considérées comme nécessaires au développement de la personnalité du producteur. Le fédéralisme est réaliste dans son point de départ, puisqu'il ne considère plus l'homme, cet être que personne n'a jamais rencontré, comme dit plaisamment J. de Maistre, mais l'atelier et l'intérêt professionnel. Il crée cependant très vite une abstraction, puisqu'il ne consent pas à voir dans le producteur les qualités qui en font un citoyen. Le fédéralisme intégral part de la négation de la vie politique, il nie les affinités de race, de culture et les liens créés par les mœurs. Il table sur une hypothèse, une société où les hommes ne seraient plus unis que par des intérêts, il lui est ensuite loisible d'imaginer un gouvernement, qui ne serait qu'une délégation des entreprises, un conseil d'administration de sociétés anonymes ou si l'on veut un syndicat d'associations de production. Le fédéralisme suppose que l'Etat laissera à l'initiative d'associations librement formées le soin d'assurer les services publics et on peut en effet supposer, que l'enseignement, le culte, l'administration judiciaire etc... seront réglés de cette manière, on peut prévoir le rétablissement sous une forme nouvelle du régime des offices, quoique la tendance de notre démocratie ne semble pas être dans ce sens. Mais il est tout à fait vain de nier l'unité

politique que l'existence des nationalités impose. L'administration d'un Etat civilisé ne peut pas se contenter de régler des intérêts et de maintenir la paix intérieure nécessaire à la production, elle doit avoir un but moral, défendre l'honneur national et faire régner le Droit, etc...

Tant que la nation ne sera pas un simple agrégat de marchands, le fédéralisme économique n'aura aucune chance de réalisation. C'est pourquoi il n'y a pas lieu d'en faire une discussion systématique, il part d'une hypothèse, d'une abstraction, il suffit que nous ayons montré l'insuffisance de ce point de départ pour avoir prouvé la défectuosité de la théorie. Mais une théorie fondée sur une abstraction peut cependant prêter à des applications, le succès du *Contrat Social* le montre clairement. On pourrait donc se demander ce que notre société moderne aurait intérêt à retenir du fédéralisme économique. Elle aurait sans doute avantage à se pénétrer de cette idée, que tout citoyen est en même temps un producteur et à lui reconnaître des droits professionnels, elle tirerait sans doute aussi un grand profit du développement des organismes professionnels, sur lesquels elle pourrait se décharger du soin de la réglementation du travail, elle sera peut-être amenée dans un intérêt technique à laisser plus d'autonomie aux administrations publiques et à admettre la collaboration d'associations privées. Mais les principes fédéralistes n'auront certainement aucune influence dans ces transformations ; si l'Etat unitaire est entamé par le fédéralisme économique, ce ne sera

que sous les coups fortement assainés du syndicalisme.

Le syndicalisme est la forme, que prennent actuellement les revendications du socialisme ouvrier, comme en 1848 l'organisation du travail, comme entre temps le collectivisme basé sur la concentration nécessaire des capitaux. Une réfutation des constructions fédéralistes serait vaine, car, comme l'a montré Merlino, la valeur du socialisme n'est pas dans les utopies que créent les intellectuels, l'avenir du prolétariat n'est pas attaché à de telles formules, sur lesquelles les socialistes eux-mêmes ne s'accordent pas. Le *socialisme des choses* demeure, après que toutes les utopies sont tombées, il consiste d'après Merlino, dans le sentiment profond, que le prolétariat possède de l'injustice, dont il est victime et dans son « aspiration à l'égalité des conditions et au bien-être pour tous » ; les théories qui sont les modalités du socialisme passent, la grande force révolutionnaire demeure. Si le socialisme est d'essence morale, il ne peut être l'objet de discussions économiques. Mais il nous semble, que le *socialisme* des choses réside surtout dans l'organisation ouvrière, dans les institutions que le salariat crée dans la lutte contre le capitalisme. Ces formations, que Marx comparait aux communes et aux parlements, remparts de la bourgeoisie pendant les siècles où elle luttait contre la noblesse avec la complicité des légistes, constituent comme les assises d'une société nouvelle, comme les bases du droit futur. C'est pourquoi il nous a paru intéressant d'étudier le fédéralisme professionnel, qui est la théorie

juridique de l'organisation professionnelle en formation. Cette « utopie » est la généralisation hâtive d'une histoire encore bien courte, elle opère une transposition du « fait syndical » dans une société imaginaire, elle a ainsi indirectement le mérite de nous faire mieux comprendre le mouvement ouvrier contemporain. Nous pouvons induire de son mode très simple de formation, qu'elle se modifiera d'après les indications de l'expérience ouvrière. Que la lutte des classes affecte de nouvelles modalités à la suite de changements économiques ou moraux et l'utopie fédéraliste se transformera sans doute. Pour en connaître l'avenir, il faudrait donc prévoir, ce que deviendra le syndicalisme, l'exemple du Trade-Unionisme anglais, dont les rapides changements déroutent son perspicace historien, M. de Rousiers, nous met en garde contre toute fantaisie de prédiction, mais nous pouvons déjà reconnaître que l'organisation ouvrière crée un « ordre fédéraliste » dans la société capitaliste. C'est ce fait très bien aperçu par M. Paul Boncour, qui donne une base réaliste aux constructions fédéralistes. Si nous laissons de côté les idéologies syndicalistes pour ne considérer que les faits, à savoir l'établissement d'une « souveraineté syndicale » s'imposant même aux ouvriers non organisés, et d'une organisation patronale, réglementant les conditions de l'échange et même de la production, nous devons alors reconnaître que de nouveaux droits, appuyés sur des forces insoupçonnées autrefois, ont brisé les cadres de notre individualisme économique. Sans l'in-

tervention d'aucune loi les syndicats ouvriers et patronaux se sont révélés comme des puissances capables de faire respecter leurs décisions. Que ces mouvements soient souvent inorganiques et même incohérents, on ne peut se le dissimuler, mais il paraît déjà certain que le libéralisme économique a terminé son règne et que l'Etat respectueux de la liberté du producteur et l'individu isolé ont tendance l'un et l'autre à disparaître. Il semble que notre société serait définitivement emportée vers le socialisme d'Etat, c'est-à-dire vers le gouvernement le moins libéral, qui puisse être, si les groupements économiques ne formaient un heureux contrepoids à la puissance toujours croissante de l'Etat. Il semble que le fédéralisme économique soit seul en mesure de limiter la centralisation, dont toutes les partis reconnaissent les funestes conséquences. Ce ne sont pas en effet les régions, qui s'opposeront à l'Etat, car elles ont cessé de vivre et malgré tout le désir, que nous en aurions, nous ne pouvons leur rendre ni leurs traditions, ni leurs mœurs. La décentralisation sera une destruction de l'unité déjà réalisée, on peut (et on doit) rendre aux provinces leur autonomie administrative par un acte de gouvernement, mais on ne peut les ressusciter. Nous dirons des formes sociales ce que dans la *Prière sur l'Acropole*, Renan a dit des dieux : « Les dieux passent comme les hommes et il ne serait pas bon qu'ils fussent éternels ». La réfection des provinces françaises est un rêve, qui hante tous les cœurs généreux de notre génération ; « rendons aux dieux

morts le culte que nous leur devons », mais l'avenir de la civilisation n'est pas dans la nostalgie du passé et si vraiment les plus belles fleurs ne viennent que sur l'humus natal, si la diversité n'est qu'un synonyme de la liberté, alors nous devons porter nos espoirs sur ces organisations, qui fièrement campées sur les métiers comme sur un sol, construisent lentement un nouvel ordre, l'« ordre fédéraliste ». Peut-être le mouvement syndicaliste, bien que dirigé par des anarchistes et des démocrates égalitaires, est-il en voie de créer une aristocratie ouvrière et une société fortement hiérarchisée. Si d'aventure le syndicalisme instaurait un pareil régime, devrait-on voir là l'ironie de quelque malin génie, comme celui dont parle Descartes. Nous ne le pensons pas. Il faudrait voir dans ce fait l'application de ce principe que « toute institution développe nécessairement toutes ses conséquences logiques ».

Toute association fondée sur des réalités profondes, comme sont les intérêts professionnels, tend à constituer une hiérarchie, si elle ne veut pas être éphémère.

Vu le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

Vu, le président de la thèse,
A. DESCHAMPS.

BIBLIOGRAPHIE (1)

INTRODUCTION

- F. Engels. — *Socialisme utopique et socialisme scientifique* broch., trad. Lafargue, 1880.
- Ed. Bernstein. — *Socialisme théorique et social, démocratie pratique*, trad. Cohén 2^e éd. 1903.
- Ed. Bernstein. — *Socialisme et science* (conférence faite à un groupe d'étudiants de Berlin) éd. fr. 1903.
- G. Sorel. — *Introduction à l'Economie moderne*.
— *Y a-t-il de l'utopie dans le marxisme ?* Revue de métaphys. et de morale, 1899.
- J. Paul Boncour. — *Le fédéralisme économique* (préf. de Waldeck-Rousseau), 2^e éd.

CHAPITRE I

- V. Considérant. — *Abrégé du système phalanstérien de Fourier*.
- Ch. Gide. — *Fourier* (collect. des grands économistes). *Les sociétés coopératives de consommation*, 1910.
- La coopération* (conférences de propagande), 1900.

(1) Nous n'indiquons que les livres indispensables à l'intelligence de l'idée de fédéralisme économique, nous le classons pour la commodité du lecteur d'après l'ordre des chapitres où ils ont été le plus utilisés.

CHAPITRE II

Henry Michel. — *L'idée de l'Etat*, 1896.

K. Marx et Engels. — *Manifeste du parti communiste*, appendice in Labriola, *La corruption matérialiste de l'histoire*, 2^e éd. 1902.

K. Marx. — *La commune de Paris*; trad. Longuet, introduction d'Engels, 1900.

J. Guesde et Lafargue. — *Le programme du parti ouvrier* (broch.), 1882.

J. Guesde. — *Services publics et socialisme* (broch.)

Jaures. — *Etudes socialistes*, 1902.

— « *L'organisation socialiste* » in *Revue socialiste*, mars-avril, 1895.

G. Deville. — *Principes socialistes*, 1896.

L. Blanc. — *L'organisation du travail*, 3^e éd., 1848.

J. Cahen. — *Louis Blanc et la commission du Luxembourg*, 1897.

E. Fourier. — *La Sociocratie*.

P. J. Proudhon. — *L'individu, l'association et l'Etat*, 1906.

CHAPITRE III

P. J. Proudhon. — *De la capacité politique des classes ouvrières*, Dentu, 1865.

— *Du principe fédératif* (et de la nécessité de reconstituer le parti de la Révolution), Dentu 1863.

— *Idee générale de la Révolution au XIX^e s.* éd. des œuvres complètes, Lacroix, 1868.

— *Théorie de la propriété*, éd. œuvres posthumes Lacroix, 1866.

— *Confessions d'un Révolutionnaire*; éd. des œuvres complètes Lacroix, 1876., etc, etc.

E. Droz. — *P. J. Proudhon*, 1609.

A. Berthod. — *P. J. Proudhon et la propriété* (Un socialisme pour les paysans), 1910.

M. de Préaudeau, M. Bakounine. — (Le collectivisme dans l'Internationale), 1912, Thèse de droit, Paris.

Bakounin. — *Socialpolitischer Briefwechsel*.

CHAPITRE IV

I

G. Sorel. — *Les Réflexions sur la violence*, éd. des pages libres, 1908.

G. Sorel — *L'Avenir socialiste des syndicats* : éd. de l'Art social, 1898.

Brochures de la collection de la « Bibliothèque du Mouvement socialiste », notamment :

E. Berth. — *Les nouveaux aspects du socialisme*.

H. Lagardelle, A. Labriola, etc. — *Syndicalisme et Socialisme*.

J. Guesde, H. Lagardelle, E. Vaillant. — *Le parti socialiste et la Confédération générale du Travail*, article de la revue du Mouvement socialiste notamment.

E. Berth. — *Socialisme ou étatisme ?* Mouvement socialiste janv.-avril, 1903.

E. Berth. — *Compte rendu des revues allemandes*. 1907., I, et aussi, E. Berth. *Proudhon en Sorbonne. Indépendance* 1^{er} avril 1912, Paris Rivière.

Pirou. — *Syndicalisme et Proudhonisme*, Thèse de droit, Paris, 1910.

Werner-Sombart. — *Der socialismus und die sociale Bewegung*, 6^e Auflage, Jena, 1919.

G. Guy-Grand. — *La philosophie syndicaliste*, 1911.

II

F. Pelloutier. — *Histoire des Bourses du travail* (origine institutions, avenir), préface de G. Sorel, note biographique, de V. Davé, 1902.

— *Organisation corporative et anarchie* (rapport fait au V^e congrès de la Fédération des Bourses du travail). éd., de l'Art social, 1890.

Pataud et Pouget. — *Comment nous ferons la Révolution ?* 1909.

Rapports sur l'organisation de la société au lendemain de la grève générale, XIII^e Congrès corporatif, Montpellier, 1902, compte rendu.

Pirou. — *A propos du syndicalisme révolutionnaire : théoriciens et militants ?* Rev. pol. et parlem., 10 octobre 1911. Brochures de la Bibliothèque du Mouvement socialiste, notamment :

E. Pouget. — *La Confédération générale du travail.*

CHAPITRE V

M. Leroy. — *Le droit des fonctionnaires* (éd. de la ligue des droits de l'homme), 1906.

M. Leroy. — *Les transformations de la puissance publique*, 1907.

M. Leroy. — *La crise des services publics*, Pages libres, 22 février 1908.

G. Beaubois. — *L'organisation syndicaliste du service des postes*. Mouv. social., avril 1909.

G. Beaubois. — *Les employés de l'Etat*, Mouv. social., avril 1905.

Laurin. — *Les instituteurs et le syndicalisme* (biblioth. du mouvement prolétarien).

L. Duguit. — *Le droit social, le droit individuel et la transformation de l'Etat* (1^{re} éd., 1908, 2^e éd., 1911).

L. Duguit. — *L'Etat, les gouvernements et les agents*, 1902.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Définition du fédéralisme économique considéré comme théorie de la société future ou « utopie »	1
Intérêt de l'étude des « utopies » socialistes	3
Classification des « utopies » : « inventions », « décou- vertes », « expressions de volonté »	8
CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS SUR LE FÉDÉRA- LISME ÉCONOMIQUE	19
Fédéralisme des producteurs	20
Place de l'idée fédéraliste dans le socialisme français : du proudhonisme au syndicalisme	22
Fédéralisme des consommateurs : Fourier et l'Harmo- nie Universelle. — Les fédérations de coopératives . .	26
Fédéralisme et décentralisation	36
Plan de l'étude.	37
CHAPITRE II. — LA DÉCENTRALISATION ÉCONOMIQUE DANS LES THÉORIES COLLECTIVISTES	38
§ 1. — <i>Gouvernement des personnes et administration des choses.</i> — Origine de la théorie. Saint-Simon .	39
La thèse marxiste de l'Etat et la conception matéria- liste de l'histoire.	42
Théories de K. Marx dans le <i>Manifeste du parti communiste</i> et dans la <i>Commune de Paris</i>	44

Décentralisation professionnelle d'après M. Guesde.	48
Les principes unitaires du collectivisme.	50
§ 2. — <i>Autonomie des industries sous le contrôle de l'Etat</i>	54
L'Organisation du travail de L. Blanc.	54
La Sociocratie de M. Fournière	57
Socialisme par « en haut ».	61
CHAPITRE III. — P. J. PROUDHON : LA FÉDÉRATION AGRICOLE INDUSTRIELLE	62
Difficultés causées par la dialectique de Proudhon .	62
Son prétendu anarchisme	66
La séparation des industries	68
Rôle limité des associations	70
Les compagnies ouvrières	72
Organisation fédéraliste des services publics . . .	74
Combinaison du fédéralisme et du mutuellisme . .	78
Autonomie des industries	82
Combinaison du fédéralisme économique et du fédéralisme politique	83
L'Ordre fédéraliste	84
Pourquoi nous n'étudions pas Bakounine	85
CHAPITRE IV. — LE SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE . .	88
§ 1. — <i>Les théoriciens</i>	88
Les principes syndicalistes : lutte de classe menée par des organisations de classe	91
Caractères des vues sur l'avenir	93
Organisation de l'atelier socialiste : élévation de l'ouvrier au rang de l'artiste. — Fusion des fonctions intellectuelles et manuelles. — Théorie de la discipline volontaire	95
Disparition de l'Etat et fédéralisme	107
§ 2. — <i>Les Militants</i>	111
Opposition des théoriciens et des militants. . . .	111
Anarchisme fédéraliste	114
Bourse du travail considérée comme centre de la	

commune ouvrière en formation : rôle actuel de la statistique, ambition de Pelloutier. — La statistique doit remplacer le gouvernement	121
Théorie anarchiste des bons instincts et théorie syndicaliste de la discipline imposée par les groupements corporatifs.	127
La Confédération générale du travail comme prototype de l'Etat futur : organisation fédéraliste de la classe ouvrière : liberté du syndiqué. — Autonomie du syndicat et de la fédération	127
Utilisation de l'idée fédéraliste dans la grève générale	133
CHAPITRE V. — SYNDICALISME ADMINISTRATIF. . . .	140
Il apporte des projets de réforme	140
Revendications des fonctionnaires syndicalistes : organisation des administrations sur le modèle des industries ; régime du contrat remplaçant la hiérarchie .	141
Fédéralisme et Démocratie	149
Synthèse du syndicalisme administratif et du syndicalisme ouvrier	153
Le fédéralisme <i>antarchique</i> d'après M. Leroy. — Abstractions qui sont à la base de cette théorie	156
Utilisation des principes fédéralistes dans le droit public par M. Duguit	161
CONCLUSION. — La réalité syndicaliste et l'ordre fédéraliste en devenir.	167
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	174

SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.
